CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Lundi 15 Juin 2026 à 18h00
REDON Agglomération
Salle le Canut
3, rue Charles Sillard, 35600 REDON

PROCES VERBAL

Approbation du procès-verbal du 27 avril 2026 ..... **10**

INFORMATION – Compte-rendu des délégations données par l'assemblée délibérante au bureau exécutif et au Président **10**

INTRODUCTION **11**

DELIBERATIONS **12**

1. RESSOURCES **12**

- **Délibération n°1_CC_2026_110_ Règlement budgétaire et financier** **12**

  La présentation délibération a pour objet d'approuver le règlement budgétaire et financier, qui doit être adopté à chaque renouvellement de mandat, avant toute délibération budgétaire. *14*

- **Délibération n°2_CC_2026_111_ Attribution de fonds de concours sectoriels 2026** **16**

  La présente délibération a pour objet d'approuver l'attribution d'un fonds de concours sectoriel à la commune de Redon, pour les travaux de construction de la passerelle "Vilaine", suite à une demande déposée en ce sens. *18*

- **Délibération n°3_CC_2026_112_ Constatation de créances admises en non-valeur et constatation de créances éteintes** **21**

  La présente délibération a pour objet de constater les pertes sur des créances irrécouvrables, sur proposition du comptable public. On distingue deux types de créances irrécouvrables : les admissions en non-valeur et les créances éteintes. *22*

- **Délibération n°4_CC_2026_113_ Autorisation au comptable public de passer des opérations d'ordre non budgétaire** **25**

  La présente délibération a pour objet d'autoriser Monsieur le comptable public à passer des écritures d'ordre non budgétaires pour corriger des anomalies comptables. *25*

- **Délibération n°5_CC_2026_114_ Contribution 2026 aux syndicats GEMAPI** **27**

  La présente délibération a pour objet d'approuver et d'autoriser le versement de la contribution annuelle 2026 aux établissements et syndicats relatifs à la compétence plans d'eau, rivières et milieux aquatiques identifiés ci-après. Elle abroge la délibération n°CC_2025_214 du 15 décembre 2025. ..... *27*

- **Délibération n°6_CC_2026_115_ Comptes de gestion 2025** **30**

  La présente délibération a pour objet d'approuver les comptes de gestion 2025 de l'ensemble des budgets de REDON Agglomération. *31*

- **Délibération n°7_CC_2026_116_ Budget administration générale, budgets annexes et budgets annexés - Comptes administratifs 2025** **33**

La présente délibération a pour objet d'approuver le compte administratif 2025, pour le budget administration générale, les budgets annexes piscines, transports scolaires et urbains, les budgets annexes des neuf lotissements, et les budgets annexés production d'énergie photovoltaïque, gestion des déchets, eau potable, régie assainissement. *36*

- **Délibération n°8_CC_2026_117_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Assainissement** **54**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Régie assainissement. *54*

- **Délibération n°9_CC_2026_118_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Gestion des déchets** **56**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Gestion des déchets. *56*

- **Délibération n°10_CC_2026_119_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Eau potable** 58

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Eau potable. *58*

- **Délibération n°11_CC_2026_120_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Production d'énergie photovoltaïque** **60**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Production d'énergie photovoltaïque. *60*

- **Délibération n°12_CC_2026_121_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Administration générale** **62**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget Administration générale. *62*

- **Délibération n°13_CC_2026_122_ Adoption du budget supplémentaire 2026** **64**

La présente délibération a pour objet d'approuver les budgets supplémentaires 2026 de l'ensemble des budgets de REDON Agglomération *70*

- **Délibération n°14_CC_2026_123_ Approbation du Plan pluriannuel d'investissement - budget Administration générale** **82**

La présente délibération a pour objet d'approuver et d'actualiser le plan pluriannuel d'investissement, les autorisations de programme et les crédits de paiement subséquents, suite à l'approbation du budget supplémentaire 2026 ..... *82*

- **Délibération n°15_CC_2026_124_ Création_commissions_thematiques_2026-2032** **85**

La présente délibération a pour objectif de créer les commissions thématiques intercommunales. *85*

- **Délibération n°16_CC_2026_125_ Commission de Délégation du Service Public_Election membres** **91**

La présente délibération a pour objet de procéder à l'installation et à l'élection des membres de la commission de délégation de service public. *91*

- **Délibération n°17_CC_2026_126_ Commission d'Appel d'Offres : Election membres** **94**

La présente délibération a pour objet de procéder à l'installation et à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres. *94*

- **Délibération n°18_CC_2026_127_ Amicale Pays Redon : Désignation représentants REDON Agglomération** **96**

La présente délibération a pour objet de procéder à la désignation des représentants de REDON Agglomération à l'Amicale des Territoriaux du Pays de Redon. ... 96

- **Délibération n°19_CC_2026_128_ COS Breizh : Désignation des représentants de REDON Agglomération ... 98**

La présente délibération a pour objet de procéder à la désignation des représentants de REDON Agglomération au sein du COS BREIZH. ... 98

2. ENVIRONNEMENT ... 100

- **Délibération n°20_CC_2026_129_ Ajustement des représentants de REDON Agglomération au sein du Syndicat Mixte Aménagement du Grand Site Naturel de la Basse Vallée de l'Oust. ... 100**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'ajustement des représentants de REDON Agglomération au sein du Syndicat Mixte Aménagement du Grand Site Naturel de la Basse Vallée de l'Oust. ... 100

- **Délibération n°21_CC_2026_130_ AMORCE : Désignation représentants REDON Agglomération ... 103**

La présente délibération a pour objet de désigner un délégué au sein de l'association AMORCE. ... 103

- **Délibération n°22_CC_2026_131_ CPIE Val de Vilaine : Désignation des représentants de REDON Agglomération ... 105**

La présente délibération a pour objet d'approuver la nomination des délégués au sein du CPIE Val de Vilaine, Établissement conventionné avec REDON Agglomération, basé à Saint-Just. ... 105

- **Délibération n°23_CC_2026_132_ Comité régional de la biodiversité du Pays de la Loire : Désignation représentant REDON Agglomération ... 107**

La présente délibération a pour objet de désigner un représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de la région Pays de la Loire. ... 107

- **Délibération n°24_CC_2026_133_ Conférence bretonne de la biodiversité : Désignation des représentants de REDON Agglomération ... 109**

La présente délibération a pour objet de désigner un représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de Bretagne, dénommé « Conférence Bretonne de la Biodiversité ». ... 109

- **Délibération n°25_CC_2026_134_ La Redonnerie : Désignation des représentants de REDON Agglomération ... 111**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération dans les instances de gouvernance de l'association Recyclerie de Redon (La Redonnerie). ... 111

- **Délibération n°26_CC_2026_135_ Assemblée bretonne de l'eau : Désignation des représentants de REDON Agglomération ... 113**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de l'Assemblée bretonne de l'eau. ... 113

3. ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT ... 115

- **Délibération n°27_CC_2026_136_ Réseau des collectivités Economie Solidaire : désignation des représentants de REDON Agglomération ... 115**

La présente délibération a pour objet la désignation des représentants au sein du Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) ... 115

- **Délibération n°28_CC_2026_137_ Etablissements publics enseignement : désignation des représentants de REDON Agglomération ... 117**

La présente délibération a pour objet d'approuver la nomination des délégués au sein des Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement (Lycées et collège Beaumont, EREA et collège Bellevue). ... 117

4. AMENAGEMENT DURABLE 119

- **Délibération n°29_CC_2026_138_ LANDISET : Désignation des représentants de REDON Agglomération 119**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable LANDISET. 119

- **Délibération n°30_CC_2026_139_ PLESSEOL : désignation des représentants de REDON Agglomération 121**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable PLESSEOLE. 121

- **Délibération n°31_CC_2026_140_ TESDAN LE VENT : désignation des représentants de REDON Agglomération 123**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable TESDAN le vent, suite au renouvellement de l'assemblée délibérante. 123

- **Délibération n°32_CC_2026_141_ FACEOLE : désignation des représentants de REDON Agglomération 125**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable FACEOLE, suite au renouvellement de l'assemblée délibérante. 125

- **Délibération n°33_CC_2026_142_ SolArz : désignation des représentants de REDON Agglomération .. 127**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable SOLARZ, suite au renouvellement de l'assemblée délibérante. 127

- **Délibération n°34_CC_2026_143_ Choco'BN : désignation des représentants de REDON Agglomération 129**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de l'association 'CHoCoBN 44", suite au renouvellement de l'assemblée délibérante. 129

- **Délibération n°35_CC_2026_144_ Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 35 : Désignation des représentants de REDON Agglomération 131**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en Ille-et-Vilaine. 131

- **Délibération n°36_CC_2026_145_ Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 44 : Désignation des représentants de REDON Agglomération 133**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en Loire-Atlantique. 133

- **Délibération n°37_CC_2026_146_ Comités régionaux de l'habitat et de l'hébergement Bretagne : désignation des représentants de REDON Agglomération 135**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Comités régional de l'habitat et de l'hébergement Bretagne. 135

- **Délibération n°38_CC_2026_147_ Comités régionaux de l'habitat et de l'hébergement Pays de la Loire : désignation des représentants de REDON Agglomération 137**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Comités régional de l'habitat et de l'hébergement Pays de la Loire. 137

- **Délibération n°39_CC_2026_148_ Club Décentralisation et Habitat : désignation des représentants de REDON Agglomération 139**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au club Décentralisation et Habitat. *139*

- **Délibération n°40_CC_2026_149_ Créha Ouest : désignation des représentants de REDON Agglomération** **141**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération à Créha Ouest... *141*

- **Délibération n°41_CC_2026_150_ Aiguillon Construction : désignation des représentants de REDON Agglomération** **143**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération à Aiguillon Construction. *143*

- **Délibération n°42_CC_2026_151_ GIP AGV 35 : désignation des représentants de REDON Agglomération 145**

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au GIP AGV 35. 145

5. SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE **147**

- **Délibération n°43_CC_2026_152_ Groupement Culturel Breton : Désignation des représentants de REDON Agglomération** **147**

La présente délibération a pour objet de désigner des représentants de REDON Agglomération au Groupement Culturel Breton des Pays de Vilaine *147*

- **Délibération n°44_CC_2026_153_ Les Amis Canal : désignation des représentants de REDON Agglomération** **149**

La présente délibération a pour objet de désigner des représentants de REDON Agglomération au sein de Conseil d'Administration de l'association Les Amis du Canal. *149*

- **Délibération n°45_CC_2026_154_ Interclic 44 : Désignation des représentants de REDON Agglomération 151**

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON AGGLOMERATION pour siéger au sein de l'Association INTERCLIC 44 ..... *151*

6. AMENAGEMENT DURABLE **153**

- **Délibération n°46_CC_2026_155_ Approbation révision allégée du PLU de Pipriac** **153**

La présente délibération a pour objet l'approbation de la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Pipriac, relative à la création d'un secteur de taille et de capacité limitée (STECAL) au lieu-dit de la Perdrilais. *153*

- **Délibération n°47_CC_2026_156_ Prescription de la modification n°2 du PLU de Saint-Vincent-sur-Oust 157**

La présente délibération a pour objet de prescrire la modification n°2 du PLU de la Commune de Saint-Vincent-sur-Oust relative à la rectification d'erreurs matérielles et à l'adaptation du règlement littéral. *157*

- **Délibération n°48_CC_2026_157_ Prescription de la modification n°2 du PLU de Guémené-Penfao** **160**

La présente délibération a pour objet de prescrire la modification n°2 du PLU de la Commune de Guémené-Penfao relative à l'adaptation du règlement littéral et la rectification d'erreurs matérielles. *160*

- **Délibération n°49_CC_2026_158_ Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Nicolas-de-Redon** **163**

La présente délibération a pour objet de prescrire la modification n°4 du PLU de la Commune de Saint-Nicolas-de-Redon relative à l'adaptation des règlements littéral et graphique. *163*

- **Délibération n°50_CC_2026_159_ Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine** **167**

La présente délibération a pour objet de donner un second avis du Conseil communautaire sur le projet de Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine pour la période 2026-2032. En effet, la première procédure de consultation ayant été invalidée pour vice de forme, elle doit être reprise depuis le début. *167*

7. ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT **171**

- **Délibération n°51_CC_2026_160_ PASS Commerce et Artisanat** **171**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'attribution de subventions au titre du PASS Commerce Artisanat aux entreprises candidates situées sur le territoire de REDON Agglomération. *171*

- **Délibération n°52_CC_2026_161_ Révision des statuts de l'Office de Tourisme du Pays de Redon** **174**

La présente délibération a pour objet de modifier les statuts de l'Office de Tourisme Communautaire de REDON Agglomération. *174*

- **Délibération n°53_CC_2026_162_ Office tourisme : désignation des représentants de REDON Agglomération** **176**

La présente délibération a pour objet de désigner les membres du collège des élus et des socioprofessionnels du Comité de Direction de l'Office de Tourisme du Pays de Redon. *176*

8. ENVIRONEMENT **179**

Délibération n°54_CC_2026_163_ Convention facturation Lieuron, Bruc-sur-aff, Pipriac **179**

La présente délibération a pour objet d'approuver la convention qui précise les modalités de facturation sur la facture d'eau, de perception et de reversement des redevances d'assainissement collectif par la Société SAUR. *179*

- **Délibération n°55_CC_2026_164_ Attribution et versement de subventions dans le cadre de l'opération programmée de réhabilitation des installations privatives d'assainissement non collectif** **181**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'attribution et la notification des subventions aux propriétaires occupants pour leurs travaux de réhabilitation de leur installation d'assainissement non collectif dans le cadre de l'Opération Programme d'Aide Financière pour la Réhabilitation des installations privatives d'assainissement non collectif. *181*

- **Délibération n°56_CC_2026_165_ Avenant contrat Assainissement SAUR et VEOLIA** **184**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant au contrat de concession du service public d'assainissement collectif secteur 44-56. ..... *184*

9. SERVICES A LA POPULATION & COHESION SOCIALE **186**

- **Délibération n°57_CC_2026_166_ Convention de cofinancement IFSI** **186**

La présente délibération a pour objet d'approuver la participation de REDON Agglomération au financement des travaux liés à l'installation de la première promotion de l'IFSI à la cité scolaire Beaumont pour un montant de 38 106 €. *186*

10. RESSOURCES **188**

- **Délibération n°58_CC_2026_167_ Révision et revalorisation du RIFSEEP (part IFSE) des agents de REDON Agglomération** **188**

La présente délibération a pour objet la révision de l'IFSE des agents de REDON Agglomération dans les conditions présentées ci-dessous. *188*

- **Délibération n°59_CC_2026_168_ Convention d'adhésion à la procédure de médiation préalable obligatoire assurée par le CDG35** **200**

Annexe : Convention d'adhésion à la procédure de médiation préalable obligatoire *200*

La présente délibération a pour objet d'autoriser l'adhésion de l'établissement à la procédure de médiation préalable obligatoire mise en œuvre par le CDG 35. ..... *200*

- **Délibération n°60_CC_2026_169_ Convention d'utilisation des missions facultatives du CDG35** **203**

La présente délibération a pour objet d'adopter la convention générale d'utilisation des missions facultatives du CDG35. ..... *203*

- **Délibération n°61_CC_2026_170_ Mise à disposition salles 3CS** **205**

La présente délibération a pour objet de mettre à disposition des salles de réunion du siège de REDON Agglomération, à titre gratuit, au profit du Syndicat National des Directions Générales des Collectivités Territoriales (SNDGCT) dans le cadre de l'organisation de son congrès régional. *205*

- **Délibération n°62_CC_2026_171_ Adhésion à la centrale d'achat Resah** **207**

La présente délibération a pour objet d'approuver l'adhésion à la centrale d'achat RESAH, dans son nouveau dispositif, ainsi que la souscription aux marchés disponibles dans son catalogue de services. *207*

- **Délibération n°63_CC_2026_172_ Délégations du Conseil communautaire au Bureau exécutif** **210**

La présente délibération a pour objet de déléguer au Bureau Exécutif de REDON Agglomération, pour la durée du mandat, une partie des attributions du Conseil Communautaire. *210*

- **Délibération n°64_CC_2026_173_ Délégations du Conseil communautaire au Président** **214**

La présente délibération a pour objet d'actualiser les délégations du Conseil communautaires au Président en apportant des ajustements par rapport à la délibération n°CC_2026_58. ..... *214*

QUORUM

L'an deux-mille-vingt-six, le lundi vingt-sept du mois d'avril à dix-huit heures, se sont réunis à REDON, sous la présidence de Monsieur Jean-François MARY, les membres du Conseil Communautaire de REDON Agglomération, dûment convoqués le vingt du mois d'avril deux-mille-vingt-six.

Jean-François MARY	:	**Président de séance**
Fabienne GLET	:	Secrétaire de séance

Etaient présents

ALLAIRE : Jean-François MARY, Dominique RENOU-COLMONT, Yoann LE FOL
AVESSAC : Hubert DU PLESSIS, Delphine BOUTON
BAINS-SUR-OUST : Marie-Laure PONDARD, Joël CRUBLET
BEGANNE : Anthony DE BOÜARD
BRUC-sur-AFF : Laurent SULLEROT
CONQUEREUIL : Jacques POULAIN
FEGREAC : Jérôme RICORDEL, Alexandra GUIHO
GUEMENE-PENFAO : Isabelle BARATHON, Jacques LEGENDRE, Sylvie LECLERC, Richard HERVE
LANGON : Jean-Yves COLLEAUX, Andrée LE ROUX
LA-CHAPELLE-DE-BRAIN : Yohann MORISOT
LES FOUGERETS : Françoise GRIGNAC
MASSERAC : Régis CLAVIER
PEILLAC : Philippe BECUWE, Isabelle DERUYTER
PIERRIC : Florent COUTANT
PIPRIAC : Brigitte MELLERIN, Jean-Luc LEVESQUE, Franck PICHOT
PLESSE : Aurélie MEZIERE, Jacqueline CHALET
REDON : Pascal DUCHENE, Jacques CARPENTIER, Géraldine DENIGOT, Benoit QUELARD, Fabienne VERPILLOT, Adélaïde MONTAGUT, Gaëtan HAIRAULT, Léa TERRAUBE
RENAC : Arnaud BRINDEJONC
RIEUX : Thierry POULAIN
SAINT-GANTON : Fabienne GLET
SAINT-GORGON : Guénaël BREGER
SAINT-JACUT-les-PINS : Sophie BOUCHON, Franck METAYER
SAINT-JEAN-la-POTERIE : Alexis MATULL, Jany LE BEL
SAINT-JUST : Nicolas DEBRAY
SAINTE-MARIE : Françoise BOUSSEKEY
SAINT-NICOLAS-DE-REDON : Franck HERSEMEULE, Isabelle GAUTIER
SAINT-PERREUX : Pierrick LAUNAY
SAINT-VINCENT-SUR-OUST : Pierrick LE BOTERFF, Mathilde DUMONTET
SIXT-sur-AFF : Nathalie BERTY
THEHILLAC : Gilles HAUROGNE

Pouvoirs :

Yvonnick PERRIN, Maire de Sixt-sur-aff, donne Pouvoir à Nathalie BERTY
Gaël PICHON, déléguée de Béganne, donne Pouvoir à Anthony DEBOUARD
Gilles BERTRAND, délégué de Plessé, donne Pouvoir à Sylvie LECLERC
Rose-Line PREVERT, Maire de Lieuron, donne Pouvoir à Marie-Laure PONDARD
Valentin BEASSE, délégué de Sainte-Marie, donne Pouvoir à Françoise BOUSSEKEY

Excusés (sans pouvoir) :

Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust
Rémi BESLE, délégué de Plessé

Absents :
Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant
Marie-Claire BONHOMME, déléguée de Rieux

Le quorum est atteint pour cette séance avec 54 élus présents.

La séance débute à 18h20.

Monsieur Valentin BEASSE rejoint la séance avant le vote de la délibération n°5.

Le quorum passe à 55 élus présents

Monsieur Rémi BESLE rejoint la séance avant le vote de la délibération n°17.

Le quorum passe à 56 présents.

Approbation du procès-verbal du 27 avril 2026

INFORMATION – Compte-rendu des délégations données par l'assemblée délibérante au bureau exécutif et au Président

DECISIONS DU PRESIDENT		
D_2026_43	CULTURE SPORT LOISIRS PETITE ENFANCE SANTE AUTONOMIE	Subvention_CLPPA_CFPPA_44
D_2026_44	ENVIRONNEMENT	Vente_caissons_déchetteries
D_2026_45	AMENAGEMENT	Adhésion_CHoCoBN44_2025-2026
D_2026_46	DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE	Subvention_ARS_Pays-de-Loire_alimentation_durable_2026-2027
D_2026_47	CULTURE SPORT LOISIRS PETITE ENFANCE SANTE AUTONOMIE	Subvention_ARS_Pays-de-Loire_8_actions_2026
D_2026_48	DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE	Subvention_ARS_Bretagne_alimentation_durable_2026-2027
D_2026_49	CULTURE SPORT LOISIRS PETITE ENFANCE SANTE AUTONOMIE	Demande_financement_Dépt_35_renfort_inclusion
D_2026_50	CULTURE SPORT LOISIRS PETITE ENFANCE SANTE AUTONOMIE	Demande_financement_AAP_CAF_44_FPT_2026
D_2026_51	DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE	Adhésion_ADPE
D_2026_52	AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION	Création_emploi_NP_pôle_mobilités
D_2026_53	AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION	Avenant_7_régie_avance_Théatre
D_2026_54	AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION	Avenant_4_régie_recette_taxe_séjour
D_2026_55	AMENAGEMENT	Avenant_1_AR_20_ebike_solutions_BRIANGAUD
D_2026_56	AMENAGEMENT	Avenant_bail_précaire_la_FEDE_IT3
D_2026_57	AMENAGEMENT	Avenant_2_Ebike_solutions_AR3_Cotard
D_2026_58	CULTURE SPORT LOISIRS PETITE ENFANCE SANTE AUTONOMIE	Demande_financement_CFPPA_35_CLIC_CLPPA

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide :

- **De prendre acte du compte-rendu, ci-dessus, et des décisions prises en application de l'article L. 5211-10 du Code Général des Territoriales par Monsieur le Président.**

INTRODUCTION

Monsieur le Président, Jean-François MARY, ouvre la séance :

Bonsoir à toutes et à tous, il m'est demandé de rappeler la nécessité d'informer, au moins la veille, de votre absence au Conseil communautaire, quand c'est possible bien entendu. Et de donner procuration à un autre collègue. N'hésitez pas non plus à confirmer votre présence sur I-Delibre. Normalement, maintenant tout le monde a accès et cela fonctionne bien.
Il y a un formulaire spécifique pour donner pouvoir. C'est ce formulaire qui est valable. Mais si vous ne l'avez pas, un pouvoir manuscrit ou signé que vous adressez par courriel a la même valeur.
N'hésitez pas à utiliser le micro pour parler, puisque la séance est enregistrée de manière à retranscrire le compte rendu. Informez également le pôle Affaires Institutionnelles si vous quittez la séance pour des raisons de quorum.

Monsieur le Président fait ensuite état des présences, absences et absents excusés ayant donné pouvoir.

Pierrick LAUNAY est élu secrétaire de séance.

Monsieur le Président :
Il y a, sur table, des documents.
Nous avons tout d'abord le magazine de REDON Agglomération. J'en profite pour remercier les services et les collègues élus qui y ont contribué. Il est en cours de distribution, donc la semaine prochaine, il devrait être dans toutes les boîtes aux lettres. C'est un document de qualité.
Nous avons également un questionnaire de satisfaction sur la commission générale qui a eu lieu. N'hésitez pas à vous exprimer et à rajouter éventuellement ce que vous souhaitez.
L'intérêt d'une commission générale, c'est de pouvoir échanger entre nous par petits groupes et par atelier, de manière à ce que la parole puisse être davantage distribuée.
Nous avons également la délégation du Bureau exécutif et l'organisation en pôles de compétences. C'est le schéma qui montre comment se répartit la gouvernance et on va en reparler tout à l'heure avec les délégations en particulier.
Enfin, il y a un document sur les rendez-vous des savoir-faire en pays de Redon. Merci à notre Office de tourisme.

Madame Isabelle BARATHON :
En effet, vous avez la belle affiche du rendez-vous des savoir-faire. C'est la troisième année que ce rendez-vous est proposé. L'équipe de l'Office de tourisme, avec Alice et Marie, qui est en stage pendant six mois avec nous, a concocté ce programme. Et voilà, des artisans, des producteurs, et différentes personnes qui ont des savoir-faire particuliers ouvrent leurs portes. Ce sont des animations d'été, sur juin, juillet, août, les mercredis et les vendredis dans une dizaine de communes de l'agglomération. Et tout ça, c'est un avant-goût aussi de notre pays d'art et d'histoire.

Monsieur le Président :
Merci Isabelle, merci à l'Office de tourisme. N'hésitez pas à le partager et je propose qu'on l'adresse en format dématérialisé par courriel à l'ensemble des collègues de manière à le diffuser également sur nos réseaux.

DELIBERATIONS

1. RESSOURCES

- **Délibération n°1_CC_2026_110_ Règlement budgétaire et financier**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°1

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	50
Votants	52
Vote	
Pour	52
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne, Géraldine DENIGOT, déléguée de Redon, Valentin BEASSE, délégué de Sainte-Marie

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Monsieur Alexis MATULL :
Au début de chaque mandature, avant toute délibération budgétaire, il faut qu'on adopte, et c'est la loi, un règlement budgétaire et financier. Il se trouve qu'on est dans une situation un peu particulière puisqu'on a adopté le budget primitif avant le renouvellement de l'assemblée du Conseil communautaire, et il faut qu'on adopte un budget supplémentaire à cette séance-là. Mais pour ce faire, il faut que nous adoptions d'abord un règlement budgétaire et financier.
Ce règlement budgétaire et financier avait été préparé, travaillé lors du précédent mandat. Il n'y avait pas de choses particulières. Ce règlement budgétaire et financier, c'est grosso modo une synthèse des différentes règles que l'on doit suivre, que ce soit la loi, les décrets ou les règlements. Il y avait un règlement budgétaire financier qui avait été adopté lors de la précédente mandature, qui n'avait pas soulevé beaucoup de questions, puisqu'on n'avait pas inventé et réinventé des choses qui n'existaient pas.
Ce qui vous est proposé ce soir, c'est d'approuver le règlement budgétaire et financier qui est à peu près celui qui avait été adopté lors de la précédente mandature, avec quelques modifications, notamment la prise en compte des évolutions législatives, qu'on puisse justement les réintégrer.

Règlement budgétaire et financier

- **Obligation d'adopter un règlement budgétaire et financier (RBF) en début de mandature, avant toute délibération financière (ici, le BS 2026).**
- **Désormais applicable à tous les budgets (y compris les SPIC) suite à évolution règlementaire**
- **Reconduction à l'identique du RBF adopté en 2024, sous réserve d'ajustement de forme (pour l'essentiel: prise en compte des nouvelles obligations règlementaires).**

Contenu

- **Les principes budgétaires et comptables**
- **Le cycle budgétaire: budget primitif, budget supplémentaire, décision modificative, compte administratif/compte financier unique**
- **L'exécution budgétaire: engagement comptable, étapes du paiement, rattachement des charges et produits à l'exercice**
- **Plan pluriannuel d'investissement, autorisations de programme**
- **Gestion patrimoniale: inventaire, amortissements, provisions,...**
- **Gestion de la dette**
- **Régie: par dérogation au principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable, des agents peuvent être amenés à gérer des fonds publics (sur avis conforme du SGC), par exemple pour la billetterie (théâtre, piscines), ou pour les multi-accueils**

Extraits du règlement

- **Les dépenses et recettes rattachées à l'exercice n-1 doivent être apurées au plus tard le 30 juin de l'année n. Les factures arrivées à compter du 1/07 de l'année n sont payées sur l'année en cours (année n).**
- **Les nouveaux emprunts souscrits doivent appartenir aux familles 1A ou 1B (les emprunts sont classés de 1A à 6F, en fonction des risques pour la collectivité, 1A correspondant au risque le plus faible).**
- **Le RBF rappelle les règles prudentielles auxquelles sont souscrites les garanties d'emprunt accordées par REDON Agglomération, notamment le fait que le montant total des annuités de la dette propre et de la dette garantie ne doit pas dépasser 50% du total des recettes réelles de fonctionnement.**
- **...**

Annexe : Règlement budgétaire et financier

La présentation délibération a pour objet d'approuver le règlement budgétaire et financier, qui doit être adopté à chaque renouvellement de mandat, avant toute délibération budgétaire.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Il est nécessaire d'adopter en début de mandature, avant toute délibération budgétaire (donc avant le vote du budget supplémentaire), un règlement budgétaire et financier qui rappelle les grands principes budgétaires et comptables, et leur déclinaison au sein de la collectivité, en particulier concernant les autorisations de programme et les crédits de paiement.

Cette obligation, initialement prévue pour les budgets soumis à la nomenclature comptable M57, et non pas aux budgets des services publics industriels et commerciaux (SPIC), soumis à la nomenclature comptable M4, a été élargie à l'ensemble des budgets des collectivités de plus de 3500 habitants.

Ce règlement évoque en particulier les points suivants :
- Principes et exécution budgétaires et comptables ;
- Gestion de la pluri-annualité : conditions de reports de crédits d'une année sur l'autre (lissage) et caducité des autorisations de programme, etc. ;
- Gestion patrimoniale ;
- Gestion de la dette et de la trésorerie ;
- Régies d'avance et de recettes.

VU l'article L.1612-30 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT l'obligation d'adopter un règlement budgétaire et financier à chaque nouvelle mandature, avant le vote de la première délibération budgétaire suivant le renouvellement ;

Monsieur Alexis MATULL :
Ce qui vous est proposé ce soir, c'est une situation particulière encore une fois parce que normalement, dans le précédent mandat, ça avait été étudié lors d'une commission des finances. Là, les commissions thématiques n'ont pas encore été installées, ce qui fait qu'on n'a pas eu le temps d'étudier un règlement budgétaire et financier. Mais il se trouve qu'on doit quand même adopter des délibérations budgétaires ce soir pour être dans les clous et que nous n'avons pas d'autre solution que de vous proposer le vote du règlement budgétaire et financier sans l'avoir vu en commission.

Monsieur le Président :
Merci Alexis. Il va de soi que la commission, et ce sera probablement le cas en cours de mandat, devra l'amender au niveau des évolutions réglementaires en particulier.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver le règlement budgétaire et financier joint ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°2_CC_2026_111_ Attribution de fonds de concours sectoriels 2026**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°2

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	51
Votants	53
Vote	
Pour	53
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne, Valentin BEASSE, délégué de Sainte-Marie

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS SECTORIELS – ENVELOPPE 2026

Monsieur Alexis MATULL :

Rappel des règles de recevabilité des demandes de FDC sectoriels (1/2)

Règles de fonds

- Thématiques prévues dans le projet de territoire et dans le règlement des fonds de concours:

Habitat, santé, mobilité, petite enfance, énergie, culture, services publics étatiques

- Caractère supra-communal de l'opération
  - répond à des besoins non satisfaits sur la commune et au moins une autre commune du territoire de RA

Rappel des règles de recevabilité des demandes de fonds de concours sectoriels – FDC sectoriels (2/2)

Règles générales de recevabilité

- Dossier déposé au plus tard le 31/01
- Commune = maître d'ouvrage
- Projet d'investissement

Règles financières

- Subventions versées à des communes pour des projets d'investissement
- Commune = Maître d'ouvrage
- FDC versé ≤ auto-financement
- Auto-financement ≥ 20% du total des financements publics
- FDC sectoriel ≥ 40 000 €
- Auto-financement > total des recettes attendues sur 15 ans.

Fonds de concours sectoriels

Procédure suivie

- Enveloppe de 450 000€ pour 2026 (montant habituel: 400k€/an + 50k€ prévu en + par délibération du 15/12/2025, pour disposer de suffisamment de crédits pour la passerelle + autres dossiers)
- Habituellement passage en commission thématique + commission des finances
- Pour 2026: les commissions ne seront installées qu'en septembre.
    - Examen par le BEX, en lieu et place de ces commissions + attribution par le CC du 15/06/2026.

Avis du Bureau exécutif

- Avis favorable pour l'attribution d'un fonds de concours pour un montant de **262 837 € (soit 6,8%** du total de l'opération, au regard des derniers éléments financiers connus).

Monsieur Alexis MATULL :
Quatre dossiers ont été proposés, dont un pour le fonds de concours 2027 : le projet de gendarmerie par la Commune de Guémené.
Les dossiers qui ont été étudiés lors du Bureau exécutif. Il a été débattu largement la question de la supracommunalité. Concernant le projet de Redon, qui est maître d'ouvrage, et la commune de Saint-Nicolas-de-Redon, qui a une maîtrise d'ouvrage déléguée à la ville de Redon. Ici, le caractère de supracommunalité, outre le fait que ça rentre dans le projet de territoire et Confluences 2030, ne pose pas de question.
S'agissant des deux autres dossiers qui ont été débattus pour ces fonds de concours sectoriels 2026 : projet de Six-sur-Aff et de Langon. La question de la supracommunalité a été discutée en Bureau exécutif. Ce qu'il a été décidé, c'est de renvoyer à la commission des finances, qui n'a pas encore été installée et qui le sera à partir de septembre, le soin de pouvoir aller un peu plus loin sur ces questions de supracommunalité concernant ces deux projets plus particulièrement.

Aujourd'hui, il est proposé d'adopter le fonds de concours sectoriel pour la commune de Redon et de Saint-Nicolas-de-Redon. Et lors de l'installation de la commission des finances, seront étudiées et débattues les questions de la supracommunalité pour les projets déposés par Sixt et Langon. En fonction des décisions, des propositions seront faites par la Commission, et des décisions qui seront prises après par le Conseil communautaire. Il y aura une réattribution, ou pas, des sommes qui n'ont pas été attribuées, c'est à dire les 400 000 €.

Monsieur le Président :
Merci pour cette présentation. Donc les dossiers déposés peuvent bénéficier du taux à 6,8 %. Le calcul a été fait comme ça pour ne pas hypothéquer les réponses. Mais néanmoins, nous sommes en début de mandat, c'est la question de regarder les règles en matière de fonds de concours, que ce soit les fonds de concours ordinaires quand il y a lieu, ou les fonds de concours sectoriels. La commission ad hoc s'en occupera, fera des propositions et le règlement des fonds de concours, en lien également avec ce que l'on appelle le Pacte Fiscal et Financier, permettra qu'on mette au débat les relations financières entre l'agglomération et les 31 communes.

Madame Marie-Laure PONDARD :
Bonjour, tout à fait d'accord avec la passerelle. C'est un beau projet pour la mobilité. On sait que les fonds de concours participent à la solidarité intercommunale. Et pour l'équité territoriale, il serait peut-être intéressant de revoir les critères. Alors moi je n'étais pas sur le mandat d'avant, mais avec mon regard un petit peu extérieur, les communes qui sont un peu plus modestes peuvent avoir un projet structurant sans forcément bénéficier d'une aide conséquente.

Monsieur le Président :
Alors deux ou trois choses. D'abord, c'est la commission ad hoc qui travaillera le sujet et qui proposera des règles. Deuxième chose nous ne serons pas en capacité de se substituer à des financements d'Etats, régionaux ou européens qui viendraient à se réduire dans les années qui viennent. Il faut bien qu'on se le dise entre nous, ce ne sera pas possible. Et sans doute que les règles passées du dernier mandat par rapport aux règles de ce mandat-ci devront évoluer. Dans le dernier mandat, ces fonds de concours sectoriels avaient commencé avec un sujet de soutien à la commune de Pipriac. Ensuite, on a eu une enveloppe où il n'y avait pas de raison objective qu'il n'y en ait pas pour d'autres communes. Ces enveloppes ont permis d'accompagner quelques projets, dont le projet de Bains-sur-Oust. Maintenant, il faut que nous définissions des règles pour le nouveau mandat et la commission fera des propositions. On en rediscutera éventuellement en Bureau exécutif, et puis il y aura à un moment une adoption en Conseil communautaire.

Annexes : convention de financement

La présente délibération a pour objet d'approuver l'attribution d'un fonds de concours sectoriel à la commune de Redon, pour les travaux de construction de la passerelle "Vilaine", suite à une demande déposée en ce sens.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Le règlement des fonds de concours prévoit l'attribution de fonds de concours sectoriels, pour les projets communaux revêtant un intérêt supra-communal : outre la commune à l'origine de la demande, le projet doit intéresser au moins une autre commune du territoire de REDON Agglomération.

Pour rappel, les montants des fonds de concours sont soumis à des règles de plafond fixées par le Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- Le montant total du fonds de concours doit être inférieur ou égal au montant de l'auto-financement (article L.5216-5 VI du CGCT)
- Le montant de l'auto-financement doit s'élever à au moins 20% du montant total de l'opération (article L.1111-10 du CGCT). Le cas échéant, les financements apportés par des personnes privées ne sont pas pris en compte dans ce montant.

D'autres règles financières ont été posées par le règlement des fonds de concours, pour les fonds de concours sectoriels :

- Le montant de l'auto-financement doit être strictement supérieur aux recettes attendues sur 15 ans. Ces recettes comprennent par exemple les loyers attendus ou les produits issus de la billetterie
- Le montant du fonds de concours sectoriel attribué doit être au minimum de 40 000 euros.

L'enveloppe des fonds de concours sectoriels s'élève à 400 000 euros par an. Pour 2026, cette enveloppe a été portée exceptionnellement à 450 000 euros, par délibération n°CC_2025_212 du 15 décembre 2025.

La commune de Redon a sollicité un fonds de concours sectoriel pour les travaux de construction de la passerelle Vilaine. Cette passerelle, destinée aux piétons et aux vélos, permet de traverser la Vilaine en toute sécurité, entre Redon et Saint-Nicolas-de-Redon.

Ce projet revêt un caractère supra-communal. En effet, la passerelle relie deux communes de l'Agglomération. Les travaux font l'objet d'une convention de transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de la commune de Saint-Nicolas-de-Redon à celle de Redon. Elle est située sur des itinéraires vélos majeurs (Vélodyssée, véloroute de la Vilaine).

En principe, les fonds de concours sont attribués sur avis des commissions thématiques, puis de la commission des finances. Toutefois, afin d'accélérer son attribution, ce dossier a été soumis au Bureau exécutif du 8 juin 2026, qui a donné un avis favorable.

Il est proposé d'attribuer ce fonds de concours sectoriel, selon les précisions suivantes :

Commune	Objet dossier	Coût du projet	Autofinancement	Total recettes attendues sur 15 ans	Montant FDC	Taux FDCE/ coût
Redon (transfert de maîtrise d'ouvrage par la commune de Saint-Nicolas-de-Redon)	Passerelle Vilaine	3 852 642,93 € HT	1 112 471,93 € HT	0	262 837 €	6,8%

La commune devra remettre un plan de financement définitif en fin de travaux. Si les montants définitifs conduisent à un non-respect des règles financières exposés plus haut, un reversement du fonds pourra être demandé, à hauteur du dépassement.

VU le pacte fiscal et financier 2022-2026 ;

VU le règlement des fonds de concours ;

VU la délibération n° CC_2025_212 du 15 décembre 2025 relative à l'enveloppe 2026 des fonds de concours ;

VU la demande de fonds de concours sectoriel déposée par la commune de Redon, sur l'enveloppe 2026, pour la construction de la passerelle Vilaine ;

VU l'avis favorable de la commission mobilités sur le projet de passerelle Vilaine, en date du 6 novembre 2025 ;
VU l'avis favorable du Bureau exécutif, en date du 8 juin 2026 ;

CONSIDERANT que la passerelle Vilaine relie deux communes de l'Agglomération (Redon et Saint-Nicolas-de-Redon), a fait l'objet d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre ces deux communes, et est située sur des itinéraires vélo majeurs;

CONSIDERANT que, pour cette raison, la construction de cette passerelle revêt un caractère supracommunal ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'attribuer un fonds de concours sectoriel à la commune de Redon, selon les précisions apportées dans le présent rapport**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°3_CC_2026_112_ Constatation de créances admises en non-valeur et constatation de créances éteintes**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 15/06/2026

Délibération n°3

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Valentin BEASSE, délégué de Sainte-Marie

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – BUDGET ADMINISTRATION GENERALE ET BUDGET GESTION DES DECHETS – CONSTATATION DES CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR ET CONSTATATION DES CREANCES ETEINTES

Monsieur Alexis MATULL apporte les précisions suivantes :

Admissions en non-valeur/créances éteintes

Créances irrécouvrables =
- **Créances admises en non-valeur:** le SGC n'a pas réussi à recouvrer les sommes dues.
- **Créances éteintes:** créances effacées suite à liquidation judiciaire (et insuffisance d'actifs) ou rétablissement personnel (suite à procédure de surendettement d'une personne physique)

Procédure:
- Liste proposée par le SGC.- Délibération d'approbation
- Par la suite, délégation au Président pour les créances d'un montant maximal de 200 euros

Conséquences:
- Créances admises en non-valeur: le SGC cesse les poursuites, mais il peut arriver que la créance soit recouvrée (par exemple en cas de retour à meilleure fortune)
- Créances éteintes: la créance ne peut plus être réclamée.

Monsieur Alexis MATULL :
La procédure, c'est la même que pour les communes, c'est à dire qu'il y a une liste qui est proposée par le SGC et c'est à l'Assemblée d'approuver ou pas la liste qui est envoyée.

Annexe : Listes de créances

La présente délibération a pour objet de constater les pertes sur des créances irrécouvrables, sur proposition du comptable public. On distingue deux types de créances irrécouvrables : les admissions en non-valeur et les créances éteintes.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Dans le cadre du suivi du recouvrement des créances de REDON Agglomération, le comptable public du Service de Gestion Comptable (SGC) de REDON a proposé une liste de créances considérées comme irrécouvrables. Ces créances sont réparties en deux catégories : les créances admises en non-valeur et les créances éteintes.

Le Conseil communautaire admet en non-valeur les créances qui n'ont pu être recouvrées malgré les poursuites engagées par le SGC, par exemple en cas d'insolvabilité du débiteur. L'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, par exemple si le redevable revient à une situation financière permettant le recouvrement.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L. 2541-12-9° du Code Général des Collectivités Territoriales, sont soumises à délibération du Conseil communautaire.

Par ailleurs, il convient de constater les créances éteintes. Il s'agit de créances définitivement effacées, consécutivement à la liquidation judiciaire de fournisseurs ou à une procédure de surendettement (pour les personnes physiques), suite à une décision de justice, qui s'impose de plein droit à la collectivité. Ces créances ne peuvent plus être recouvrées.

Pour rappel, conformément à la nouvelle convention de facturation des déchets ménagers conclue en 2025 avec le SMICTOM des Pays de Vilaine, REDON Agglomération continue de prononcer les admissions en non-valeur et créances éteintes pour les usagers des communes relevant du SMICTOM, en concertation avec ce dernier. En revanche, le montant total de ces créances sera ensuite remboursé en fin d'année par le SMICTOM.

Après échanges avec le SGC, il en ressort la liste de créances irrécouvrables suivantes :

CODE DU BUDGET	LIBELLE DU BUDGET	NUMERO DE LA LISTE		6541 CREANCES ADMISES EN NON VALEURS	6542 CREANCES ETEINTES
14500	ADMINISTRATION GENERALE	14500-1	7501450615	1 138.18 €	
		14500-2	8118940115	179.75 €	
		14500-3	7584660715	1 604.68 €	
			Total 14500	*2 922.61 €*	
			Dont SMICTOM liste 1	*288.20 €*	
14522	GESTION DES DECHETS	14522-1	7882400415		823.61 €
		14522-2	7373620015		11 309.51 €
		14522-3	7585660515	1 441.77 €	
		14522-4	7624760415	7 356.40 €	
		14522-5	7864231215	2 073.94 €	
		14522-6	7887200315	1 446.51 €	
		14522-7	7929800315		12 209.29 €
			Total 14522	*12 318.62 €*	*24 342.41 €*
			Dont SMICTOM liste 2 + 7		*4 017.15 €*
			Totaux	*15 241.23 €*	*24 342.41 €*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 5211-1, L. 5211-11 et L. 2541-12-9° ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M4, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

VU la délibération CC_2025_96 relative à la convention de facturation du service public d'élimination des déchets ménagers, conclue avec le SMICTOM des Pays de Vilaine ;

VU les listes d'admission en non-valeur et en créances éteintes adressées par le comptable public du Service de Gestion Comptable de REDON ;

VU l'examen de ces listes par les services de REDON Agglomération et du SMICTOM ;

CONSIDERANT que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement et que le comptable public du Service de Gestion Comptable de REDON justifie, conformément aux causes et observations consignées auxdites listes, de poursuites exercées sans résultat ;

CONSIDERANT que le comptable peut recouvrer les créances antérieurement admises en non-valeur si un débiteur redevient solvable ;

CONSIDERANT la nécessité d'adopter une délibération de portée générale ;

Monsieur Alexis MATULL :
Une petite précision, il a été proposé que le président puisse prendre une décision concernant les créances d'un montant maximum de 200 €. On a un nombre assez conséquent de petites dettes qui sont dues pour lesquelles aujourd'hui on est obligé de passer encore en Conseil communautaire. Pour essayer d'alléger le nombre de délibérations qui sont vues, il vous sera proposé le montant maximal pour lequel le Président pourra prendre une décision.

Monsieur le Président :
Merci. Il ne vous aura pas échappé qu'il y a la question de la gestion des déchets qui génère des créances en valeur, mais c'est un pourcentage infime par rapport à l'ensemble des budgets. Sur l'administration générale, le taux de recouvrement est de 99,6 % et sur la gestion des déchets, il est de 97 % à l'heure où je vous parle.

Monsieur Alexis MATULL :
Les sommes qui vous sont proposées, ce n'est pas juste sur l'année 2025, ça remonte jusqu'à 2020 pour les créances les plus anciennes et c'est en fonction de ce qui nous est envoyé par le SGC. Ce n'est pas que les deux ou trois exercices précédents, ça remonte jusqu'à 2020.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les listes d'admission en non-valeur présentées en annexe, et d'admettre en non-valeur les titres irrécouvrables pour un montant total de 2 922,61 euros pour le budget Administration générale et de 12 318,62 euros pour le budget Gestion des déchets ;**
- **d'approuver les listes d'admission en créances éteintes présentées en annexe, et d'admettre en créances éteintes les titres irrécouvrables pour un montant total de 24 342,41 euros pour le budget Gestion des déchets ;**
- **de préciser que les crédits budgétaires ont été inscrits en 2026 sur les budgets concernés, au chapitre 65, sur la nature comptable 6541 créances admises en non-valeur et sur la nature comptable 6542 créances éteintes ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°4_CC_2026_113_ Autorisation au comptable public de passer des opérations d'ordre non budgétaire**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°4

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Valentin BEASSE, délégué de Sainte-Marie

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – BUDGETS ADMINISTRATION GENERALE ET EAU POTABLE – DELIBERATION AUTORISANT LE COMPTABLE A PASSER DES OPERATIONS D'ORDRE NON BUDGETAIRES

La présente délibération a pour objet d'autoriser Monsieur le comptable public à passer des écritures d'ordre non budgétaires pour corriger des anomalies comptables.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Les services de REDON Agglomération procèdent actuellement à des régularisations comptables sur des opérations pour comptes de tiers, qui font l'objet d'une comptabilité spécifique.

Ainsi, REDON Agglomération a réalisé des travaux pour le compte de communes (opérations sous mandat), à rembourser ensuite par les communes concernées. Ces opérations devaient être comptabilisées à part (comptes 45X) et être équilibrées en recettes et en dépenses.

Ces opérations ne sont pas équilibrées en recettes et en dépenses, et doivent donc faire l'objet des régularisations suivantes via le compte 1068.

Budget	Opération concernée	Ecriture à passer	Montant
Administration générale (14500)	Travaux de voirie/commune de Rieux	Débit au compte 1068 Crédit au compte 458106	21 224,40 euros
Administration générale (14500)	Travaux du Pôle Enfance de Guémené-Penfao	Début au compte 1068 Crédit au compte 458101	9 055,94 euros
Eau potable (14523)	Travaux de réseau d'eau potable (sur la commune de Redon)	Débit au compte 1068 Crédit au compte 458117	10 714,15 euros

Ces écritures affectent le compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) et doivent donc être effectuées par le comptable public, sur autorisation du Conseil communautaire. Ce compte est utilisé pour corriger des erreurs sur exercices antérieurs.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1617-1 et suivants ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 et M49 applicables aux communes et établissements public locaux ;

CONSIDERANT les irrégularités comptables constatées par les services et le Service de gestion comptable (SGC) de Redon, nécessitant des écritures d'ordre non budgétaire à passer par le SGC sur le compte 1068 ;

CONSIDERANT que ces écritures nécessitent une autorisation préalable du Conseil communautaire ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'autoriser Monsieur le comptable public ou son représentant à passer les écritures de régularisation mentionnées dans le présent rapport ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°5_CC_2026_114_ Contribution 2026 aux syndicats GEMAPI**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°5

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Valentin BEASSE, délégué de Sainte-Marie

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET ADMINISTRATION GENERALE – ETABLISSEMENT ET SYNDICATS RELATIFS A LA COMPETENCE PLAN EAU, RIVIERES ET MILIEUX AQUATIQUES : CONTRIBUTION 2026

La présente délibération a pour objet d'approuver et d'autoriser le versement de la contribution annuelle 2026 aux établissements et syndicats relatifs à la compétence plans d'eau, rivières et milieux aquatiques identifiés ci-après. Elle abroge la délibération n°CC_2025_214 du 15 décembre 2025.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Depuis 2011 REDON Agglomération assure en lieu et place de ses communes membres la compétence « plans d'eau, rivières, et milieux aquatiques ».
A ce titre, elle s'est substituée à ses communes membres au sein des syndicats et regroupements de bassins versants représentatifs de tout ou partie du territoire.

L'adhésion à ces syndicats emporte participation au financement de ses structures par le versement d'une contribution annuelle.

Lors de sa séance du 15 décembre 2025, consacrée notamment au vote du budget primitif 2026, le Conseil communautaire a adopté les montants des cotisations 2026 des syndicats, en fonction des éléments transmis à l'époque par ces structures.

Les syndicats ont adopté par la suite leur budget et les montants définitifs des cotisations 2026, qui ont sensiblement évolué, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Contributions 2026		
Syndicats	**Montant voté au BP 2026 (CC du 15/12/2025)**	**Montant réactualisé (CC du 15/06/2026)**	**Différence**
Chère-Don-Isac	150,429.00 €	134,659.00 €	-15,770.00 €
SMGBO	121,626.46 €	122,886.40 €	1,259.94 €
EPTB Eaux et Vilaine - UGVA	277,900.00 €	277,900.00 €	0.00 €
EPTB Eaux et Vilaine - PI	138,170.00 €	138,950.00 €	780.00 €
EPTB Eaux et Vilaine - socle GEMA	58,525.00 €	63,277.68 €	4,752.68 €
TOTAL	746,650.46 €	**737,673.08 €**	-8,977.38 €

Il convient de noter une augmentation de la cotisation à Eaux-et-Vilaine, pour la politique de protection des inondations, en lien avec un programme ambitieux de travaux sur la période 2026-2028.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-10 ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.211-7 et L.213-12 ;

VU la délibération n°CC_2025_214 du conseil communautaire du 15 décembre 2025, relative aux cotisations 2026 des établissements et syndicats intervenant dans le domaine des plans d'eau, des rivières et des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT l'appartenance de REDON Agglomération à divers établissements et syndicats, dans le cadre de sa compétence « plans d'eau, rivières et milieux aquatiques » ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les montants des contributions 2026 au regard des montants définitifs communiqués par les syndicats ;

CONSIDERANT la nécessité d'abroger la délibération n°CC_2025_214 du 15 décembre 2025.

Monsieur le Président :
Merci. Rappeler que ces cotisations, que l'on verse aux syndicat Eau et Vilaine, ont en face une ressource fiscale qui s'appelle la taxe GEMAPI. Mais cette taxe GEMAPI ne couvre pas la totalité des dépenses. En particulier les dépenses qui ont trait aux bocages et aux pollutions diffuses également. Et nous avons *a minima* 75 000 € que nous prenons sur le budget général.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'abroger la délibération n°CC_2025_214 du 15 décembre 2025 susmentionnée ;**
- **d'approuver et autoriser le versement au titre de l'année 2026 des contributions annuelles des établissements et syndicats en charge de la compétence « plans d'eau, rivières et milieux aquatiques », pour un montant total de 737 673,08 euros, selon la répartition précisée dans le présent rapport ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°6_CC_2026_115_ Comptes de gestion 2025**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°6

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – BUDGET ADMINISTRATION GENERALE, BUDGETS ANNEXES ET BUDGETS ANNEXÉS – COMPTES DE GESTION 2025

Monsieur Alexis MATULL :

Comptes de gestion 2025

Compte de gestion = bilan comptable dressé par le comptable public (exercice en cours + bilan tous exercices confondus)

Rappel: fusion du compte de gestion (SGC) et du compte administratif (REDON Agglomération) à compter de l'exercice 2026 (compte financier unique 2026, adopté en 2027).

Monsieur Alexis MATULL :
On doit constater que le compte de gestion et le compte administratif soient identiques. C'est le cas.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Juste une observation. On nous dit que ça nous était présenté. Or, il ne nous a rien été présenté.

Monsieur le Président :
Alors ce qu'on va évoquer, c'est la synthèse des documents qui figurent dans le diaporama qui suit. Mais si vous voulez on peut d'abord balayer tout le diaporama et puis on va voter après, ce sera tout à fait raisonnable.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Seulement, pour avoir une cohérence dans nos votes, je n'ai pas l'habitude de voter quelque chose dont je n'ai pas pris connaissance. Je ne suis pas contre, mais je demande d'abord à prendre connaissance.

Monsieur le Président :
Je suppose que tout le monde a bien reçu les documents par contre. Les documents, y compris les documents réglementaires, si je puis dire, au-delà du diaporama qui est présenté.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Dans I-Delibre ?

Monsieur le Président :
Oui.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Dans ce que j'ai reçu sur I-Delibre, du Conseil communautaire, je n'ai que des délibérations.

Monsieur le Président :
Alors on vient de me préciser que les documents réglementaires qui doivent faire quelques centaines de pages au total étaient sur un lien informatique dans la convocation. Mais je partage complètement le contenu de ton intervention Hubert. Nous allons avoir une présentation et naturellement le compte administratif. Et lorsqu'il n'y aura plus de questions, je céderai la présidence de séance à Pascal DUCHENE, premier vice-président.

Annexe : Comptes de gestion 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver les comptes de gestion 2025 de l'ensemble des budgets de REDON Agglomération.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Monsieur le Comptable public a établi les Comptes de Gestion 2025, qui retracent pour chaque budget les mouvements financiers effectués au titre du budget en partant d'un bilan de début de l'exercice et en aboutissant à un nouveau bilan de fin d'exercice.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2025, ainsi que les décisions modificatives s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable public accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Comptable public a requis dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2025, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures :

1°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2°) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2025 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-31, L. 2122-21, L. 2343-1, L. 2343-2 ;

VU le compte de gestion 2025 du budget principal, des budgets annexes et budgets annexés, établi et présenté par Monsieur le Comptable public ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2025 par Monsieur le Comptable public ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°7_CC_2026_116_ Budget administration générale, budgets annexes et budgets annexés - Comptes administratifs 2025**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°7

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Déport : Jean-François MARY, Maire d'Allaire et Président de REDON Agglomération

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – BUDGET ADMINISTRATION GENERALE, BUDGETS ANNEXES ET BUDGETS ANNEXÉS – COMPTES ADMINISTRATIFS 2025

Monsieur Alexis MATULL présente les comptes administratifs.

Le compte administratif est le bilan financier de l'Ordonnateur (l'EPCI), il permet de vérifier l'état des dépenses et des recettes réalisées durant l'année.

Il est présenté en même temps que le compte de gestion, document qui retrace les écritures constatées par le Comptables (Trésor public).

Les deux documents sont présentés lors de la même séance de conseil et doivent être concordants.

Résultat cumulé = résultats de l'année N-1 + résultat net de l'exercice.

Désignation du Président de séance pour le vote du compte administratif

Un désendettement progressif de la collectivité

Evolution du Capital restant dû par budget – 2020-2026

Budget	01/01/2020	01/01/2025	01/01/2026
Gestion des déchets	3 953 126 €	2 576 836 €	2 319 670 €
Eau potable	3 776 107 €	4 464 567 €	4 245 595 €
Assainissement	12 923 922 €	8 427 609 €	7 679 210 €
Administration générale	26 178 363 €	19 299 968 €	16 970 864 €
Piscines	408 000 €	288 000 €	264 000 €
TOTAL	**47 239 519 €**	**35 056 980 €**	**31 479 337 €**

-33% de capital à rembourser depuis 2020.

Pas de nouvel emprunt en 2025.

Nouvel emprunt prévu en 2026 uniquement pour le budget Assainissement:
- Inscrit au BP+BS=3,9M.€
- Emprunt probable: 2,5M.€ (environ)

Monsieur le Président :
Il faut prendre la mesure du désendettement sur le dernier mandat. On est passé de 47 239 519 à 31 479 337. C'est à dire que nous avons quasiment désendetté REDON Agglomération de 16 millions d'euros. Et nous avons des choses qui sont engagées et qui seront à engager sur le mandat à venir. Je pense que sur les déchets, il y a déjà eu un travail conséquent de fait, mais sur l'eau potable et l'assainissement en particulier, nous aurons un plan pluriannuel d'investissement, Monsieur le vice-président, cher Franck, à travailler, mais nous aurons une obligation d'aller vers une qualité optimale de nos rejets et répondre également aux besoins, que ce soit pour le développement économique ou pour l'accueil de nouvelles populations.

Monsieur Thierry POULAIN :
Au vu des économies, j'ose espérer qu'on aura une hausse de crédits au niveau de la voirie communautaire parce que tous les ans on réduit le budget. Donc on doit faire avec ce qu'on a, c'est à dire de moins en moins.

Monsieur le Président :
La question sera posée au moment de la procédure budgétaire. On a eu notre première réunion cet après-midi sur le sujet.

Monsieur Alexis MATULL :
Les deux diapositives suivantes sont le résumé de la délibération numéro sept. Vous avez tout un tas de chiffres dépenses, recettes, résultats, pour l'ensemble des comptes administratifs de 2025. Mais grâce au super travail des services, l'ensemble de ces chiffres ont été synthétisés dans les deux diapositives que je vais vous présenter.

Comptes administratifs – résultats (montants arrondis)

Fonctionnement

	Fonctionnement		
LIBELLE BUDGET	Résultats reportés	Résultats de l'exercice 2025	Résultats cumulés
Administration générale	3 246 414 €	4 017 610 €	7 264 024 €
Piscines	- €	- €	- €
Production d'énergie photovoltaïque	70 412 €	26 603 €	97 015 €
Transports	- €	- €	- €
Gestion des déchets	1 314 660 €	1 311 577 €	2 626 236 €
Eau potable	250 500 €	1 436 401 €	1 686 901 €
Régie assainissement	402 529 €	1 876 188 €	2 278 717 €
Lotissements - parcs d'activité	268 743 €	- 23 541 €	245 202 €
TOTAUX	***5 553 259 €***	***8 644 836 €***	***14 198 095 €***

Comptes administratifs – résultats (montants arrondis)

Fonctionnement

	Fonctionnement		
LIBELLE BUDGET	Résultats reportés	Résultats de l'exercice 2025	Résultats cumulés
Administration générale	3 246 414 €	4 017 610 €	7 264 024 €
Piscines	- €	- €	- €
Production d'énergie photovoltaïque	70 412 €	26 603 €	97 015 €
Transports	- €	- €	- €
Gestion des déchets	1 314 660 €	1 311 577 €	2 626 236 €
Eau potable	250 500 €	1 436 401 €	1 686 901 €
Régie assainissement	402 529 €	1 876 188 €	2 278 717 €
Lotissements - parcs d'activité	268 743 €	- 23 541 €	245 202 €
TOTAUX	***5 553 259 €***	***8 644 836 €***	***14 198 095 €***

Monsieur le Président :
Merci. On a tous noté des résultats cumulés en fonctionnement à 14 millions d'euros. Mais il convient de rappeler que nous avons un besoin de fonds de roulement élevé qui est de 7 millions d'euros sur tous nos budgets. Le reste, c'est des résultats reportés d'une année sur l'autre.

Annexe : Documents techniques du compte administratif 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver le compte administratif 2025, pour le budget administration générale, les budgets annexes piscines, transports scolaires et urbains, les budgets annexes des neuf lotissements, et les budgets annexés production d'énergie photovoltaïque, gestion des déchets, eau potable, régie assainissement.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Il convient d'approuver le compte administratif 2025, pour le budget administration générale, les budgets annexes piscines, transports scolaires et urbains, les budgets annexes des neuf lotissements/parcs d'activités, et les budgets annexés production d'énergie photovoltaïque, gestion des déchets, eau potable, régie assainissement.

Il s'agit du dernier compte administratif de la collectivité. En effet, le compte de gestion et le compte administratif sont fusionnés en un seul document, le Compte Financier Unique (CFU) à compter de l'exercice 2026.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales. et notamment l'article L.1612-12, L. 2121-14, L. 2121-31 et L. 2122-21 ;

VU les comptes de gestion de l'exercice 2025 ;

CONSIDERANT les rapports de présentation du compte administratif 2025 pour l'ensemble des budgets désignés préalablement ;

CONSIDERANT le document technique du compte administratif 2025 soumis à l'assemblée délibérante, respectant les nomenclatures budgétaires et comptables M14, M4 et M49,

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14500 ADMINISTRATION GÉNÉRALE

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		3 246 413,90 €	3 246 413,90 €
b/Investissement (c/001)		3 518 230,04 €	3 518 230,04 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	33 508 974,68 €	37 526 584,69 €	**4 017 610,01 €**
mouvements réels	27 118 176,22 €	35 080 065,40 €	7 961 889,18 €
mouvements d'ordre	6 390 798,46 €	2 446 519,29 €	-3 944 279,17 €
b) Investissement	9 463 210,45 €	9 836 985,17 €	**373 774,72 €**
mouvements réels	6 890 304,53 €	819 800,08 €	-6 070 504,45 €
mouvements d'ordre	2 572 905,92 €	6 517 185,09 €	3 944 279,17 €
affectation n-1 (c/1068)		2 500 000,00 €	2 500 000,00 €
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	33 508 974,68 €	40 772 998,59 €	7 264 023,91 €
b/Investissement	9 463 210,45 €	13 355 215,21 €	3 892 004,76 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**11 156 028,67 €**
5-RESTES A REALISER			-268 781,00 €
a/Fonctionnement	264 433,00 €		-264 433,00 €
b/Investissement	50 000,00 €	45 652,00 €	-4 348,00 €
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**10 887 247,67 €**
a/Fonctionnement	33 773 407,68 €	40 772 998,59 €	6 999 590,91 €
b/Investissement	9 513 210,45 €	13 400 867,21 €	3 887 656,76 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14504 LOT DU VERGER ST PERREUX

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		7 445,42 €	7 445,42 €
b/Investissement (c/001)	60 789,04 €		-60 789,04 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement			
mouvements réels			
mouvements d'ordre			
b) Investissement			
mouvements réels			
mouvements d'ordre			
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement		7 445,42 €	7 445,42 €
b/Investissement	60 789,04 €		-60 789,04 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-53 343,62 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-53 343,62 €**
a/Fonctionnement		7 445,42 €	7 445,42 €
b/Investissement	60 789,04 €		-60 789,04 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14505 LOT BILAIS LE COUTURIER ALLAIRE

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)	172 492,12 €		-172 492,12 €
b/Investissement (c/001)	316 409,12 €		-316 409,12 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	316 409,12 €	305 717,62 €	**-10 691,50 €**
mouvements réels		130 950,32 €	130 950,32 €
mouvements d'ordre	316 409,12 €	174 767,30 €	-141 641,82 €
b) Investissement	174 767,30 €	316 409,12 €	**141 641,82 €**
mouvements réels			
mouvements d'ordre	174 767,30 €	316 409,12 €	141 641,82 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	488 901,24 €	305 717,62 €	-183 183,62 €
b/Investissement	491 176,42 €	316 409,12 €	-174 767,30 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-357 950,92 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-357 950,92 €**
a/Fonctionnement	488 901,24 €	305 717,62 €	-183 183,62 €
b/Investissement	491 176,42 €	316 409,12 €	-174 767,30 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14506 LOT ZA DES BAUCHES ST NICOLAS

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)	152 051,88 €		-152 051,88 €
b/Investissement (c/001)	813 649,82 €		-813 649,82 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	819 704,82 €	816 120,42 €	**-3 584,40 €**
mouvements réels	6 055,00 €		-6 055,00 €
mouvements d'ordre	813 649,82 €	816 120,42 €	2 470,60 €
b) Investissement	816 120,42 €	813 649,82 €	**-2 470,60 €**
mouvements réels			
mouvements d'ordre	816 120,42 €	813 649,82 €	-2 470,60 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	971 756,70 €	816 120,42 €	-155 636,28 €
b/Investissement	1 629 770,24 €	813 649,82 €	-816 120,42 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-971 756,70 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-971 756,70 €**
a/Fonctionnement	971 756,70 €	816 120,42 €	-155 636,28 €
b/Investissement	1 629 770,24 €	813 649,82 €	-816 120,42 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14507 LOT BOURG NEUF RIEUX

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)	28 797,67 €		-28 797,67 €
b/Investissement (c/001)	275 194,13 €		-275 194,13 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement			
mouvements réels			
mouvements d'ordre			
b) Investissement			
mouvements réels			
mouvements d'ordre			
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	28 797,67 €		-28 797,67 €
b/Investissement	275 194,13 €		-275 194,13 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-303 991,80 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-303 991,80 €**
a/Fonctionnement	28 797,67 €		-28 797,67 €
b/Investissement	275 194,13 €		-275 194,13 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14510 LOT LA VILLE DINAIS PLESSÉ

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		116 524,43 €	116 524,43 €
b/Investissement (c/001)	675 866,41 €		-675 866,41 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	683 204,64 €	628 301,05 €	**-54 903,59 €**
mouvements réels	7 338,23 €	122 911,00 €	115 572,77 €
mouvements d'ordre	675 866,41 €	505 390,05 €	-170 476,36 €
b) Investissement	505 390,05 €	675 866,41 €	**170 476,36 €**
mouvements réels			
mouvements d'ordre	505 390,05 €	675 866,41 €	170 476,36 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	683 204,64 €	744 825,48 €	61 620,84 €
b/Investissement	1 181 256,46 €	675 866,41 €	-505 390,05 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-443 769,21 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-443 769,21 €**
a/Fonctionnement	683 204,64 €	744 825,48 €	61 620,84 €
b/Investissement	1 181 256,46 €	675 866,41 €	-505 390,05 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14512 LOT ZA GUÉMENE PENFAO

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		61 545,63 €	61 545,63 €
b/Investissement (c/001)	238 314,41 €		-238 314,41 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	244 488,14 €	251 374,53 €	**6 886,39 €**
mouvements réels	6 173,73 €	31 500,03 €	25 326,30 €
mouvements d'ordre	238 314,41 €	219 874,50 €	-18 439,91 €
b) Investissement	219 874,50 €	238 314,41 €	**18 439,91 €**
mouvements réels			
mouvements d'ordre	219 874,50 €	238 314,41 €	18 439,91 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	244 488,14 €	312 920,16 €	68 432,02 €
b/Investissement	458 188,91 €	238 314,41 €	-219 874,50 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-151 442,48 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-151 442,48 €**
a/Fonctionnement	244 488,14 €	312 920,16 €	68 432,02 €
b/Investissement	458 188,91 €	238 314,41 €	-219 874,50 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14514 LOT CAP OUEST TR3 ALLAIRE

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		95 103,32 €	95 103,32 €
b/Investissement (c/001)	671 902,99 €		-671 902,99 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	676 208,36 €	719 071,82 €	**42 863,46 €**
mouvements réels	4 198,04 €	90 800,59 €	86 602,55 €
mouvements d'ordre	672 010,32 €	628 271,23 €	-43 739,09 €
b) Investissement	628 271,23 €	672 010,32 €	**43 739,09 €**
mouvements réels			
mouvements d'ordre	628 271,23 €	672 010,32 €	43 739,09 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	676 208,36 €	814 175,14 €	137 966,78 €
b/Investissement	1 300 174,22 €	672 010,32 €	-628 163,90 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-490 197,12 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-490 197,12 €**
a/Fonctionnement	676 208,36 €	814 175,14 €	137 966,78 €
b/Investissement	1 300 174,22 €	672 010,32 €	-628 163,90 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14515 LOT ZA LANDE ST JEAN TR4 SM

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		103 214,30 €	103 214,30 €
b/Investissement (c/001)	1 009 417,50 €		-1 009 417,50 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement			
mouvements réels			
mouvements d'ordre			
b) Investissement			
mouvements réels			
mouvements d'ordre			
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement		103 214,30 €	103 214,30 €
b/Investissement	1 009 417,50 €		-1 009 417,50 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-906 203,20 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-906 203,20 €**
a/Fonctionnement		103 214,30 €	103 214,30 €
b/Investissement	1 009 417,50 €		-1 009 417,50 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14516 PISCINES

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - **RESULTATS REPORTES**			
a/Fonctionnement (c/002)			
b/Investissement (c/001)		2 495 466,94 €	2 495 466,94 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	2 577 408,57 €	2 577 408,57 €	
mouvements réels	2 032 187,53 €	2 557 902,57 €	525 715,04 €
mouvements d'ordre	545 221,04 €	19 506,00 €	-525 715,04 €
b) Investissement	243 049,26 €	681 693,53 €	**438 644,27 €**
mouvements réels	87 070,77 €		-87 070,77 €
mouvements d'ordre	155 978,49 €	681 693,53 €	525 715,04 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	2 577 408,57 €	2 577 408,57 €	
b/Investissement	243 049,26 €	3 177 160,47 €	2 934 111,21 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**2 934 111,21 €**
5-RESTES A REALISER			-18 011,84 €
a/Fonctionnement			
b/Investissement	18 011,84 €		-18 011,84 €
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**2 916 099,37 €**
a/Fonctionnement	2 577 408,57 €	2 577 408,57 €	
b/Investissement	261 061,10 €	3 177 160,47 €	2 916 099,37 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14517 PROD. ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		70 412,35 €	70 412,35 €
b/Investissement (c/001)	5 933,32 €		-5 933,32 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	19 214,78 €	45 817,35 €	**26 602,57 €**
mouvements réels	5 838,78 €	45 817,35 €	39 978,57 €
mouvements d'ordre	13 376,00 €		-13 376,00 €
b) Investissement	15 333,32 €	20 309,32 €	**4 976,00 €**
mouvements réels	15 333,32 €		-15 333,32 €
mouvements d'ordre		13 376,00 €	13 376,00 €
affectation n-1 (c/1068)		6 933,32 €	6 933,32 €
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	19 214,78 €	116 229,70 €	97 014,92 €
b/Investissement	21 266,64 €	20 309,32 €	-957,32 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**96 057,60 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**96 057,60 €**
a/Fonctionnement	19 214,78 €	116 229,70 €	97 014,92 €
b/Investissement	21 266,64 €	20 309,32 €	-957,32 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14520 TRANSPORTS SCOLAIRES ET URBAINS

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)			
b/Investissement (c/001)		108 223,82 €	108 223,82 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	6 629 938,94 €	6 629 938,94 €	
mouvements réels	6 579 773,04 €	6 622 151,94 €	42 378,90 €
mouvements d'ordre	50 165,90 €	7 787,00 €	-42 378,90 €
b) Investissement	102 903,90 €	79 837,23 €	**-23 066,67 €**
mouvements réels	95 116,90 €	29 671,33 €	-65 445,57 €
mouvements d'ordre	7 787,00 €	50 165,90 €	42 378,90 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	6 629 938,94 €	6 629 938,94 €	
b/Investissement	102 903,90 €	188 061,05 €	85 157,15 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**85 157,15 €**
5-RESTES A REALISER			-310 343,72 €
a/Fonctionnement	9 157,50 €		-9 157,50 €
b/Investissement	301 186,22 €		-301 186,22 €
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-225 186,57 €**
a/Fonctionnement	6 639 096,44 €	6 629 938,94 €	-9 157,50 €
b/Investissement	404 090,12 €	188 061,05 €	-216 029,07 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14522 GESTION DES DECHETS

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		1 314 659,55 €	1 314 659,55 €
b/Investissement (c/001)		95 225,21 €	95 225,21 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	10 080 914,03 €	11 392 490,92 €	**1 311 576,89 €**
mouvements réels	8 877 495,72 €	11 264 086,51 €	2 386 590,79 €
mouvements d'ordre	1 203 418,31 €	128 404,41 €	-1 075 013,90 €
b) Investissement	3 713 710,64 €	1 821 407,75 €	**-1 892 302,89 €**
mouvements réels	3 585 306,23 €	587 989,44 €	-2 997 316,79 €
mouvements d'ordre	128 404,41 €	1 203 418,31 €	1 075 013,90 €
affectation n-1 (c/1068)		30 000,00 €	30 000,00 €
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	10 080 914,03 €	12 707 150,47 €	2 626 236,44 €
b/Investissement	3 713 710,64 €	1 916 632,96 €	-1 797 077,68 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**829 158,76 €**
5-RESTES A REALISER			-90 542,09 €
a/Fonctionnement	2 826,20 €		-2 826,20 €
b/Investissement	87 715,89 €		-87 715,89 €
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**738 616,67 €**
a/Fonctionnement	10 083 740,23 €	12 707 150,47 €	2 623 410,24 €
b/Investissement	3 801 426,53 €	1 916 632,96 €	-1 884 793,57 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14523 EAU POTABLE

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		250 500,26 €	250 500,26 €
b/Investissement (c/001)		1 072 258,68 €	1 072 258,68 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	567 074,42 €	2 003 475,02 €	**1 436 400,60 €**
mouvements réels	482 578,57 €	2 003 475,02 €	1 520 896,45 €
mouvements d'ordre	84 495,85 €		-84 495,85 €
b) Investissement	1 559 466,14 €	853 732,04 €	**-705 734,10 €**
mouvements réels	1 559 466,14 €	69 236,19 €	-1 490 229,95 €
mouvements d'ordre		84 495,85 €	84 495,85 €
affectation n-1 (c/1068)		700 000,00 €	700 000,00 €
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	567 074,42 €	2 253 975,28 €	1 686 900,86 €
b/Investissement	1 559 466,14 €	1 925 990,72 €	366 524,58 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**2 053 425,44 €**
5-RESTES A REALISER			-347 353,67 €
a/Fonctionnement	1 700,00 €		-1 700,00 €
b/Investissement	386 734,91 €	41 081,24 €	-345 653,67 €
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**1 706 071,77 €**
a/Fonctionnement	568 774,42 €	2 253 975,28 €	1 685 200,86 €
b/Investissement	1 946 201,05 €	1 967 071,96 €	20 870,91 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025
BUDGET 14524 REGIE ASSAINISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		402 529,30 €	402 529,30 €
b/Investissement (c/001)		397 375,85 €	397 375,85 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	4 760 934,38 €	6 637 122,07 €	**1 876 187,69 €**
mouvements réels	3 592 932,63 €	6 637 122,07 €	3 044 189,44 €
mouvements d'ordre	1 168 001,75 €		-1 168 001,75 €
b) Investissement	6 662 260,37 €	4 505 210,82 €	**-2 157 049,55 €**
mouvements réels	6 644 985,29 €	1 019 933,99 €	-5 625 051,30 €
mouvements d'ordre	17 275,08 €	1 185 276,83 €	1 168 001,75 €
affectation n-1 (c/1068)		2 300 000,00 €	2 300 000,00 €
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	4 760 934,38 €	7 039 651,37 €	2 278 716,99 €
b/Investissement	6 662 260,37 €	4 902 586,67 €	-1 759 673,70 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**519 043,29 €**
5-RESTES A REALISER			-8 568,07 €
a/Fonctionnement			
b/Investissement	8 568,07 €		-8 568,07 €
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**510 475,22 €**
a/Fonctionnement	4 760 934,38 €	7 039 651,37 €	2 278 716,99 €
b/Investissement	6 670 828,44 €	4 902 586,67 €	-1 768 241,77 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2025 BUDGET 14528 LOTISSEMENTS - PARCS D'ACTIVITE			
	DEPENSES	**RECETTES**	**RESULTAT**
1 - RESULTATS REPORTES			
a/Fonctionnement (c/002)		238 251,98 €	238 251,98 €
b/Investissement (c/001)	1 751 462,92 €		-1 751 462,92 €
2-OPERATIONS DE L'EXERCICE			
a/fonctionnement	1 941 869,20 €	1 937 757,47 €	**-4 111,73 €**
mouvements réels	190 406,28 €	0,57 €	-190 405,71 €
mouvements d'ordre	1 751 462,92 €	1 937 756,90 €	186 293,98 €
b) Investissement	1 937 756,90 €	1 751 462,92 €	**-186 293,98 €**
mouvements réels			
mouvements d'ordre	1 937 756,90 €	1 751 462,92 €	-186 293,98 €
affectation n-1 (c/1068)			
3-TOTAUX D'EXECUTION DU BUDGET (1+2)			
a/Fonctionnement	1 941 869,20 €	2 176 009,45 €	234 140,25 €
b/Investissement	3 689 219,82 €	1 751 462,92 €	-1 937 756,90 €
4-RESULTATS BRUTES DE CLOTURE			**-1 703 616,65 €**
5-RESTES A REALISER			
a/Fonctionnement			
b/Investissement			
6-RESULTATS NETS DE CLOTURE (3+5)			**-1 703 616,65 €**
a/Fonctionnement	1 941 869,20 €	2 176 009,45 €	234 140,25 €
b/Investissement	3 689 219,82 €	1 751 462,92 €	-1 937 756,90 €

Monsieur Franck PICHOT :
Je constate l''absence du budget transport, mais j'imagine qu'on va le voir par la suite, je pensais qu'on l'agrégeait aussi. Et juste un petit mot pour l'élément Lotissement Parcs d'activités, il est mis en investissement, c'est logique. Mais c'est comme un stock avant tout qu'on gère. Et on voit que si le stock est de 5,8 millions ou 5,6 millions à la fin au niveau investissement ce n'est peut-être pas la même chose que d'investir dans les déchets dans l'eau potable.
On voit bien que c'est une ligne particulière. Alors on perd un peu d'argent dès fois on en gagne aussi un peu, mais ce n'est pas le même type de budget et d'investissement que les autres points.

Monsieur le Président :
Les comptes sont à zéro en fait, il y a une ligne transport mais il n'y a pas de chiffres. Est ce qu'on l'expliquer ?

Monsieur Alexis MATULL :
Alors s'ils sont présents en investissement, mais pas en fonctionnement. Il y a une subvention d'équilibre du budget général, ce qui fait qu'il n'y a pas de résultat à présenter à cet endroit-là. Mais ils n'ont pas été oubliés.

Monsieur le Président :
Et là, c'est pareil. Le budget transport pour le service RED est financé par le versement mobilité. C'est l'occasion de remercier tous les financeurs employeurs, qu'ils soient publics ou privés. S'il n'y a pas de question, je vais passer la présidence de séance à Pascal DUCHENE.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner Monsieur Pascal DUCHENE , Vice-président délégué Aménagement du Territoire, pour présider la séance au cours de laquelle le compte administratif du Président est débattu conformément aux dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT ;**
- **de donner acte de la présentation du Compte Administratif 2025, tel qu'il a été résumé pour le budget principal, les budgets annexes et les budgets annexés ;**
- **de constater aussi bien pour la comptabilité principale que les comptabilités annexes, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;**
- **de reconnaître la sincérité des restes à réaliser ;**
- **d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°8_CC_2026_117_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Assainissement**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°8

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET ANNEXE REGIE ASSAINISSEMENT – AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Régie assainissement.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

A l'issue de l'examen du compte administratif il convient, conformément aux dispositions de l'article L.1612-32 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'instruction budgétaire et comptable M49, de décider par délibération spécifique de l'affectation du résultat positif dégagé à la clôture de l'exercice 2025.

La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement établi au compte administratif, à savoir le résultat comptable de l'exercice, augmenté, le cas échéant du résultat reporté de l'exercice précédent.

Conformément à l'article R.1612-53 du CGCT, le résultat est prioritairement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement reporté (résultat reporté et soldes des restes à réaliser) ; le solde en excédent de fonctionnement reporté et/ou en dotation complémentaire d'investissement.

Pour le budget annexé Régie assainissement, le résultat cumulé d'exploitation, tel qu'il ressort à la clôture de l'exercice 2025, est excédentaire de 2 278 716,99 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-32, L.1612-33, L.2122-21 et L2311-5, et ses articles R.1612-52 à R.1612-55 ;

VU le compte de gestion et le compte administratif pour 2025 soumis à l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT la présentation du compte administratif 2025 et du compte de gestion 2025, et en particulier les résultats arrêtés en investissement et en fonctionnement ;

CONSIDERANT le principe sus-défini ;

CONSIDERANT d'une part la capacité de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice, et d'autre part le programme d'investissement pour 2026.

CONSIDERANT la présentation du compte administratif 2025, et en particulier les résultats arrêtés en investissement et en fonctionnement ;

CONSIDERANT le principe sus-défini ;

CONSIDERANT d'une part la capacité de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice, et d'autre part le programme d'investissement pour 2026.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'affectation au budget 2026, du résultat de 2 278 716,99 euros, comme suit :**
- **Au financement de la section d'investissement (compte 1068) : 1 778 332,73 euros ;**
- **Le solde en excédent de fonctionnement (report à nouveau créditeur, compte 002) : 500 384,26 euros.**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°9_CC_2026_118_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Gestion des déchets**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°9

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET ANNEXE GESTION DES DECHETS – AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Gestion des déchets.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

A l'issue de l'examen du compte administratif il convient, conformément aux dispositions de l'article L.1612-32 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'instruction budgétaire et comptable M4, de décider par délibération spécifique de l'affectation du résultat positif dégagé à la clôture de l'exercice 2025.

La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement établi au compte administratif, à savoir le résultat comptable de l'exercice, augmenté, le cas échéant du résultat reporté de l'exercice précédent.

Conformément à l'article R.1612-53 du CGCT, le résultat est prioritairement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement reporté (résultat reporté et soldes des restes à réaliser) ; le solde en excédent de fonctionnement reporté et/ou en dotation complémentaire d'investissement.

Pour le budget annexé Gestion des déchets, le résultat cumulé d'exploitation, tel qu'il ressort à la clôture de l'exercice 2025, est excédentaire de 2 626 236,44 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-32, L.1612-33, L.2122-21 et L2311-5, et ses articles R.1612-52 à R.1612-55 ;

VU le compte administratif pour 2025 soumis à l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT la présentation du compte administratif 2025, et en particulier les résultats arrêtés en investissement et en fonctionnement ;

CONSIDERANT le principe sus-défini ;

CONSIDERANT d'une part la capacité de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice, et d'autre part le programme d'investissement pour 2026.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'affectation au budget 2026, du résultat de 2 626 236,44 euros, comme suit :**
  - **Au financement de la section d'investissement (compte 1068) : 2 000 000,00 euros ;**
  - **Le solde en excédent de fonctionnement (report à nouveau créditeur, compte 002) : 626 236,44 euros.**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°10_CC_2026_119_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Eau potable**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°10

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Eau potable.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

A l'issue de l'examen du compte administratif il convient, conformément aux dispositions de l'article L.1612-32 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'instruction budgétaire et comptable M49, de décider par délibération spécifique de l'affectation du résultat positif dégagé à la clôture de l'exercice 2025.

La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement établi au compte administratif, à savoir le résultat comptable de l'exercice, augmenté, le cas échéant du résultat reporté de l'exercice précédent.

Conformément à l'article R.1612-53 du CGCT, le résultat est prioritairement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement reporté (résultat reporté et soldes des restes à réaliser) ; le solde en excédent de fonctionnement reporté et/ou en dotation complémentaire d'investissement.

Pour le budget annexé Eau potable, le résultat cumulé d'exploitation, tel qu'il ressort à la clôture de l'exercice 2025, est excédentaire de 1 686 900,86 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-32, L.1612-33, L.2122-21 et L2311-5, et ses articles R.1612-52 à R.1612-55 ;

VU le compte administratif pour 2025 soumis à l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT la présentation du compte administratif 2025, et en particulier les résultats arrêtés en investissement et en fonctionnement ;

CONSIDERANT le principe sus-défini ;

CONSIDERANT d'une part la capacité de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice, et d'autre part le programme d'investissement pour 2026.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'affectation au budget 2026, du résultat de 1 686 900,86 euros, comme suit :**
  - Au financement de la section d'investissement (compte 1068) : 1 000 000,00 euros ;
  - Le solde en excédent de fonctionnement (report à nouveau créditeur, compte 002) : 686 900,86 euros.
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°11_CC_2026_120_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Production d'énergie photovoltaïque**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°11

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET ANNEXE PRODUCTION D'ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE – AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget annexé Production d'énergie photovoltaïque.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

A l'issue de l'examen du compte administratif il convient, conformément aux dispositions de l'article L.1612-32 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'instruction budgétaire et comptable M57, de décider par délibération spécifique de l'affectation du résultat positif dégagé à la clôture de l'exercice 2025.

La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement établi au compte administratif, à savoir le résultat comptable de l'exercice, augmenté, le cas échéant du résultat reporté de l'exercice précédent.

Conformément à l'article R.1612-53 du CGCT, le résultat est prioritairement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement reporté (résultat reporté et soldes des restes à réaliser) ; le solde en excédent de fonctionnement reporté et/ou en dotation complémentaire d'investissement.

Pour le budget annexé Production d'énergie photovoltaïque, le résultat cumulé d'exploitation, tel qu'il ressort à la clôture de l'exercice 2025, est excédentaire de 97 014,92 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-32, L.1612-33, L.2122-21 et L2311-5, et ses articles R.1612-52 à R.1612-55 ;

VU le compte administratif pour 2025 soumis à l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT la présentation du compte administratif 2025, et en particulier les résultats arrêtés en investissement et en fonctionnement ;

CONSIDERANT le principe sus-défini ;

CONSIDERANT d'une part la capacité de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice, et d'autre part le programme d'investissement pour 2026.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'affectation au budget 2026, du résultat de 97 014,92 euros, comme suit :**
  - **Au financement de la section d'investissement (compte 1068) : 20 000,00 euros ;**
  - **Le solde en excédent de fonctionnement (report à nouveau créditeur, compte 002) : 77 014,92 euros.**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°12_CC_2026_121_ Affectation du résultat de fonctionnement 2025 - Budget Administration générale**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°12

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – BUDGET ADMINISTRATION GENERALE – AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2025

La présente délibération a pour objet d'approuver l'affectation du résultat 2025 de la section de fonctionnement du budget Administration générale.

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

A l'issue de l'examen du compte administratif il convient, conformément aux dispositions de l'article L.1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de l'instruction budgétaire et comptable M57, de décider par délibération spécifique de l'affectation du résultat positif dégagé à la clôture de l'exercice 2025.

La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement établi au compte administratif, à savoir le résultat comptable de l'exercice, augmenté, le cas échéant du résultat reporté de l'exercice précédent.

Conformément à l'article R.1612-53 du CGCT, le résultat est prioritairement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement reporté (résultat reporté et soldes des restes à réaliser) ; le solde en excédent de fonctionnement reporté et/ou en dotation complémentaire d'investissement.

Pour le budget Administration générale, le résultat cumulé d'exploitation, tel qu'il ressort à la clôture de l'exercice 2025, est excédentaire de 7 264 023,91 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-32, L.1612-33, L. 2122-21 et L 2311-5, et ses articles R.1612-52 à R.1612-55 ;

VU le compte administratif pour 2025 soumis à l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT la présentation du compte administratif 2025, et en particulier les résultats arrêtés en investissement et en fonctionnement ;

CONSIDERANT le principe sus-défini ;

CONSIDERANT d'une part la capacité de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice, et d'autre part le programme d'investissement pour 2026 ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'affectation au budget 2026, du résultat de 7 264 023,91 euros, comme suit :**
  - **Au financement de la section d'investissement (compte 1068) : 3 000 000,00 euros ;**
  - **Le solde en excédent de fonctionnement (report à nouveau créditeur, compte 002) : 4 264 023,91 euros.**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°13_CC_2026_122_ Adoption du budget supplémentaire 2026**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°13

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET PRINCIPAL, BUDGETS ANNEXES ET ANNEXES – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026

Monsieur Alexis MATULL présente les budgets supplémentaires.

Le rôle des budgets supplémentaires

- **Vote du budget 2026 en fin d'année 2025, avant connaissance des résultats**

- **BS = DM particulière:**
- **Reprise des résultats (fonctionnement + investissement) 2025**
- **Reprise des restes à réaliser = engagements antérieurs à 2026, mais rattachés à l'exercice 2026 (engagements hors AP non soldés à la date du 31/12/2025 + service non fait à cette même date)**
- **Mouvements de crédits (comme pour une DM « classique »)**

Les mouvements de crédits prévus au BS

Mouvements de crédits communs à l'ensemble des budgets

- **Baisse des emprunts (ligne d'emprunt quasiment supprimée, sauf pour budget assainissement)**
- **Baisse du FCTVA (budgets concernés: Administration générale, gestion des déchets, assainissement) – retour au régime n-1. -382k€ sur 2026**
- **Ajout de crédits supplémentaires pour des écritures d'ordre (ex: amortissement, régularisation de l'inventaire) sur les budgets Administration générale, Transports, Assainissement.**
- **Diverses corrections d'inscriptions (imputations erronées, etc.)**
- **Réponse aux besoins de la collectivité exprimés par les élus et les services, en fonction de la marge de manœuvre (précisions ci-après, pour le budget Administration générale)**

Principaux mouvements sur le budget Administration générale

INVESTISSEMENT

- Prise de participation sociétés – énergies renouvelables : +50k€
- Finalisation du schéma des eaux pluviales: +100k€
- Réajustement des fonds de concours en fonction des demandes des communes: +1172k€
- Augmentation des coûts de réhabilitation de la médiathèque (+50k€)
- Adaptation de la collectivité à l'intelligence artificielle: +50k€ en invest. (et +50k€ en fonct.)

- **Proposition de voter la section d'investissement en excédent : 1M€**

Monsieur Alexis MATULL :
Petite particularité pour la section d'investissement, il vous est proposé de la voter en suréquilibre. C'est une possibilité qui est laissée. La règle est qu'il faut que ce soit au moins voté à l'équilibre. On n'a pas le droit de voter un budget en en déficit, mais on peut le voter aussi en équilibre.
Pourquoi est-ce qu'on suréquilibre ? C'est pour marquer le caractère exceptionnel des ventes immobilières. Sur le budget administration générale, il y a une recette prévue pour des ventes immobilières qui sont des recettes exceptionnelles et qui n'ont pas vocation à avoir lieu tous les ans.

Principaux mouvements sur le budget Administration générale/FONCTIONNEMENT

- Baisses des dotations: REDON Agglomération perd le bénéfice de la DCRTP (progressivement supprimée pour les EPCI): -100k€
- Travaux site V.HUGO: 300k€ (en fonctionnement, car intervient suite sinistre):
  - *Ces travaux devraient être pris en charge par l'assurance (par précaution, aucun crédit n'a été mis en recettes).*
- Divers travaux d'entretien des bâtiments : 191k€
- Gestion des zones d'activité et développement économique:+83k€
- Analyse financière prospective: 30k€
- Augmentation sub.équilibre piscines (pour tenir compte des travaux des piscines: 150k€)
- Mise en place de nouvelles actions concernant la politique de la santé:
  - Dépenses: +149k€
  - Recettes: +146k€
- Formation des élus: 15k€

BS - Récapitulatif

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
	Investissement		
Dépenses	14 366 451 €	2 236 156 €	16 602 607 €
Recettes	14 366 451 €	3 236 156 €	17 602 607 €
	Fonctionnement		
Dépenses	32 840 767 €	4 321 292 €	37 162 059 €
Recettes	32 840 767 €	4 321 292 €	37 162 059 €

PISCINES

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	460 810 €	168 012 €	628 822 €
Recettes	460 810 €	3 084 111 €	3 544 921 €
Fonctionnement			
Dépenses	2 651 204 €	150 000 €	2 801 204 €
Recettes	2 651 204 €	150 000 €	2 801 204 €

Travaux sur les piscines de Redon et Guémené-Penfao: +150k€

PROD. ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	15 333 €	20 000 €	35 333 €
Recettes	15 333 €	20 000 €	35 333 €
Fonctionnement			
Dépenses	35 000 €	77 015 €	112 015 €
Recettes	35 000 €	77 015 €	112 015 €

TRANSPORTS SCOLAIRES ET URBAINS

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	309 940 €	311 186 €	621 126 €
Recettes	309 940 €	311 186 €	621 126 €
Fonctionnement			
Dépenses	8 669 912 €	94 158 €	8 764 069 €
Recettes	8 669 912 €	94 158 €	8 764 069 €

GESTION DES DECHETS

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	3 326 809 €	1 980 794 €	5 307 602 €
Recettes	3 326 809 €	1 980 794 €	5 307 602 €
Fonctionnement			
Dépenses	11 326 839 €	625 236 €	11 952 075 €
Recettes	11 326 839 €	625 236 €	11 952 075 €

- Remboursement d'un avance de subvention à la Région Pays-de-la-Loire (pour une BOM à hydrogène, finalement non achetée) : +54k€

EAU POTABLE

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	3 446 867 €	555 151 €	4 002 018 €
Recettes	3 446 867 €	555 151 €	4 002 018 €
Fonctionnement			
Dépenses	1 826 100 €	713 901 €	2 540 001 €
Recettes	1 826 100 €	713 901 €	2 540 001 €

REGIE ASSAINISSEMENT

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	10 652 513 €	2 118 242 €	12 770 755 €
Recettes	10 652 513 €	2 118 242 €	12 770 755 €
Fonctionnement			
Dépenses	6 983 320 €	858 384 €	7 841 704 €
Recettes	6 983 320 €	858 384 €	7 841 704 €

- **Budget eau et assainissement:** Le SIE des eaux de Port de Roche a cessé ses activités le 31/12/2019 suite au départ de la commune de Sainte-Anne-sur-Vilaine. Depuis cette date, REDON Agglomération remboursait l'intégralité des emprunts du SIE de Port de Roche. Une fois ce syndicat dissous (cet été), la commune de Sainte-Anne-sur-Vilaine devra rembourser à REDON Agglomération une fraction (7,40%) des emprunts (remboursement via les EPCI) payées depuis 2020 (environ 32k/an pour les 2 budgets).
  - Jeu d'écritures sur les chapitres 27 et 76.

LOTISSEMENTS - PARCS D'ACTIVITE

	Montant inscrit au BP 2026	Mouvement de crédits prévu au BS	Total BP + BS
Investissement			
Dépenses	5 922 000 €	5 248 333 €	11 170 333 €
Recettes	5 922 000 €	5 248 333 €	11 170 333 €
Fonctionnement			
Dépenses	6 804 100 €	154 982 €	6 959 082 €
Recettes	6 804 100 €	154 982 €	6 959 082 €

Annexes : documents budgétaires

La présente délibération a pour objet d'approuver les budgets supplémentaires 2026 de l'ensemble des budgets de REDON Agglomération

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

Lors de sa séance du 15 décembre 2025, le Conseil communautaire a adopté le budget primitif 2026. A cette date, l'exercice budgétaire n'étant pas terminé, les résultats de l'exercice 2025 n'étaient pas connus. Il est donc nécessaire d'adopter un budget supplémentaire (BS) pour chacun des budgets de REDON Agglomération.

Un budget supplémentaire est une catégorie particulière de décision modificative, qui a pour objet principal la reprise au budget de l'exercice en cours des résultats de l'année précédente, constatés par le compte administratif (ou le compte financier unique). Les résultats de fonctionnement 2025 sont affectés conformément aux délibérations prises lors de la présente réunion du Conseil communautaire.

Il prévoit également le rattachement à l'exercice en cours des restes à réaliser en dépenses et en recettes.

Le budget supplémentaire peut également prévoir des modifications budgétaires, comme toute autre décision modificative.

Observations générales sur les budgets des SPIC – services publics industriels et commerciaux (Gestion des déchets, Eau potable, Assainissement, Production d'énergie photovoltaïque) :

Suite à une modification règlementaire des nomenclatures comptables M4, applicables aux SPIC, entrée en vigueur au 1er janvier 2026, l'ordonnateur peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, réaliser des virements de crédits entre chapitres (hors chapitres d'ordre et dépenses de personnel), dans une limite ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

Il est proposé, à l'occasion du vote du présent BS, de permettre ces virements de crédits entre chapitre, à hauteur de 7,5% pour les budgets des SPIC. Les maquettes budgétaires sont rédigées en ce sens. Ce dispositif, déjà prévu par la M57, permet d'éviter des décisions modificatives à faible enjeu.

Modifications budgétaires proposées

Les tableaux ci-dessous présentent pour chaque budget les mouvements de crédits proposés (montants exprimés en euros).

Comme le permet la règlementation budgétaire, les budgets Administration générale et Piscines sont votés en excédent sur la section d'investissement. Ces excédents sont nécessaires, pour financer les futurs investissements, en particulier pour la piscine de Redon, et limiter le recours à l'emprunt.

Lors du vote du budget primitif, des emprunts avaient été prévus sur différents budgets. Compte tenu des résultats 2025, ces emprunts ne devraient plus être nécessaires, sauf pour le budget Assainissement. Les crédits correspondants ont donc été supprimés ou notablement réduits.

Enfin, les budgets Administration générale, Gestion des déchets et assainissement sont impactés par la réforme des modalités de versement du FCTVA (régime N-1) : sur 2026, seules les dépenses de fin 2025 peuvent donner droit au FCTVA. Les dépenses effectuées en 2026 ne donneront droit au FCTVA qu'en 2027.

b) Budget Administration générale

Les principaux mouvements de crédits sont les suivants, en fonctionnement :

- Chapitre 011: travaux de réparation suite au sinistre du site V.Hugo (300 000 euros); travaux d'entretien des bâtiments (192 000 euros); besoins liés au développement économique (143 000 euros); besoins liés à l'enfance-santé (68 000 euros, cofinancés)
- Chapitre 012: remboursement des travaux de voirie aux communes (120 000 euros); créations de poste (68 650 euros); révision du taux de "turn-over" prévu au budget primitif (151 350 euros)
- Chapitre 014: conférence des financeurs (110 000 euros)
- Chapitre 65: subvention d'équilibre au budget piscines (150 000 euros); intelligence artificielle (50 000 euros); formation des élus (15 000 euros)
- Chapitre 74: recettes conférences des financeurs (+146 000 euros); suppression de la DCRTP (-100 000 euros); report du FCTVA (-38 000 euros)

Les principaux mouvements de crédits sont les suivants, en investissement :

- Chapitre 26: participation aux sociétés d'énergie renouvelable (50 000 euros)
- Chapitre 4581: régularisation comptable - opération Confluence (65 000 euros)
- Chapitre 204: l'augmentation prévue concerne les fonds de concours
- Chapitre 20: finalisation du schéma des eaux pluviales (100 000 euros); 75 000 pour les besoins informatiques, dont 50 000 pour l'intelligence artificielle et 25 000 pour diverses autres dépenses de la Direction des Systèmes d'Information.

	Budget de l'exercice	Budget supplémentaire 2026		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	4 411 004,12	-	901 287,00	5 312 291,12
012	10 883 000,00	-	340 000,00	11 223 000,00
014	5 751 412,00	-	210 000,00	5 961 412,00
65	7 598 750,88	264 433,00	325 000,00	8 188 183,88
66	345 500,00	-	-	345 500,00
67	82 600,00	-	50 000,00	132 600,00
68	199 500,00	-	-	199 500,00
023	-	-	2 230 571,91	2 230 571,91
042	3 644 102,00	-	-	3 644 102,00
Total Dépenses	**32 915 869,00**	**264 433,00**	**4 056 858,91**	**37 237 160,91**
Recettes				-
013	87 000,00	-	-	87 000,00
731	8 330 500,00	-	80 000,00	8 410 500,00
70	3 711 504,00	-	- 7 625,00	3 703 879,00
73	11 582 131,00	-	-	11 582 131,00
74	7 268 172,00	-	- 15 107,00	7 253 065,00
75	1 229 960,00	-	-	1 229 960,00
76	6 000,00	-	-	6 000,00
77	80 102,00	-	-	80 102,00
78	5 000			5 000,00
042	615 500,00	-	-	615 500,00
002	-	-	4 264 023,91	4 264 023,91
Total Recettes	**32 915 869,00**	**-**	**4 321 291,91**	**37 237 160,91**
Investissement				-
Dépenses				
204	4 300 676,00	50 000,00	1 172 151,67	5 522 827,67
16	2 218 000,00	-	-	2 218 000,00
20	1 439 734,20	-	175 000,00	1 614 734,20
21	1 965 908,00	-	157 854,00	2 123 762,00
23	1 061 632,80	-	66 150,00	1 127 782,80
26	35 000,00	-	50 000,00	85 000,00
4581	230 000,00	-	65 000,00	295 000,00
040	615 500,00	-	-	615 500,00
041	2 500 000,00	-	500 000,00	3 000 000,00
Total Dépenses	**14 366 451,00**	**50 000,00**	**2 186 155,67**	**16 602 606,67**
Recettes				-
10	200 000,00	24 250,00	2 836 000,00	3 060 250,00
13	279 378,00	10 702,00	-	290 080,00
16	6 272 073,00	-	- 6 268 073,00	4 000,00
024	1 124 898,00			1 124 898,00
27	116 000	-	-	116 000,00
4582	230 000,00	10 700,00	-	240 700,00
021	-	-	2 230 571,91	2 230 571,91
040	3 644 102,00	-	-	3 644 102,00
041	2 500 000,00	-	500 000,00	3 000 000,00
001	-	-	3 892 004,76	3 892 004,76
Total Recettes	**14 366 451,00**	**45 652,00**	**3 190 503,67**	**17 602 606,67**

b) Budgets annexes

Les principaux mouvements de crédits proposés sont les suivants :

- ajout de crédits pour des écritures d'ordre complémentaires sur les budgets transports, assainissement, lotissements-parcs d'activité (chapitres 040 et 042)

- piscines : ajout de 150 000 euros pour des travaux sur les piscines de Redon et Guémené-Penfao (chapitre 21)

- budgets Eau potable et assainissement : jusqu'ici, REDON Agglomération a pris en charge l'intégralité du remboursement des emprunts du SIE de Port de Roche, en cours de dissolution. La commune de Sainte-Anne-sur-Vilaine (via ses EPCI) sera amenée à rembourser une partie des emprunts contractées (chapitres 27 et 76).

TRANSPORTS SCOLAIRES ET URBAINS

	Budget de l'exercice	Budget supplémentaire 2026		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC)	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	7 919 851,97	-	-	7 919 851,97
012	400 000,00	-	-	400 000,00
65	24 120,00	9 157,50	-	33 277,50
67	1 000,00	-	-	1 000,00
68	20 000,00	-	-	20 000,00
023	274 940,00	-	-	274 940,00
042	30 000,00	-	85 000,00	115 000,00
Total Dépenses	**8 669 911,97**	**9 157,50**	**85 000,00**	**8 764 069,47**
Recettes				
013	3 500,00	-	-	3 500,00
731	1 800 000,00	-	84 157,50	1 884 157,50
70	755 000,00	-	-	755 000,00
74	3 798 532,25	-	-	3 798 532,25
75	2 304 879,72	-	-	2 304 879,72
042	8 000,00	-	10 000,00	18 000,00
Total Recettes	**8 669 911,97**	**-**	**94 157,50**	**8 764 069,47**
Investissement				
Dépenses				
204	7 000,00	7 000,00	-	14 000,00
20	-	1 600,00	-	1 600,00
21	289 940,00	292 586,22	-	582 526,22
040	8 000,00	-	10 000,00	18 000,00
041	5 000,00	-	-	5 000,00
Total Dépenses	**309 940,00**	**301 186,22**	**10 000,00**	**621 126,22**
Recettes				
16	-	-	141 029,07	141 029,07
021	274 940,00	-	-	274 940,00
040	30 000,00	-	85 000,00	115 000,00
041	5 000,00	-	-	5 000,00
001	-	-	85 157,15	85 157,15
Total Recettes	**309 940,00**	**-**	**311 186,22**	**621 126,22**

	PISCINES			
	Budget de l'exercice	Budget supplémentaire 2026		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	1 066 284,00	-	-	1 066 284,00
012	1 132 000,00	-	-	1 132 000,00
65	14 180,00	-	-	14 180,00
66	4 930,00	-	-	4 930,00
67	2 000,00	-	-	2 000,00
68	1 000,00	-	-	1 000,00
023	130 810,00	-	150 000,00	280 810,00
042	300 000,00	-	-	300 000,00
Total Dépenses	**2 651 204,00**	**-**	**150 000,00**	**2 801 204,00**
Recettes				
013	11 500,00	-	-	11 500,00
70	643 135,00	-	-	643 135,00
75	1 976 569,00	-	150 000,00	2 126 569,00
042	20 000,00	-	-	20 000,00
Total Recettes	**2 651 204,00**	**-**	**150 000,00**	**2 801 204,00**
Investissement				
Dépenses				
16	25 000,00	-	-	25 000,00
20	169 000,00	-	-	169 000,00
21	216 810,00	18 011,84	150 000,00	384 821,84
040	20 000,00	-	-	20 000,00
041	30 000,00	-	-	30 000,00
Total Dépenses	**460 810,00**	**18 011,84**	**150 000,00**	**628 821,84**
Recettes				
021	130 810,00	-	150 000,00	280 810,00
040	300 000,00	-	-	300 000,00
041	30 000,00	-	-	30 000,00
001	-	-	2 934 111,21	2 934 111,21
Total Recettes	**460 810,00**	**-**	**3 084 111,21**	**3 544 921,21**

	GESTION DES DECHETS			
	Budget de l'exercice	Budget supplémentaire 2026		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	7 140 302,32	-	20 880,00	7 161 182,32
012	2 010 000,00	-	-	2 010 000,00
65	191 950,00	2 826,20	33 120,00	227 896,20
66	43 778,00	-	-	43 778,00
67	114 000,00	-	-	114 000,00
68	150 000,00	-	-	150 000,00
023	396 808,68	-	568 410,24	965 218,92
042	1 280 000,00	-	-	1 280 000,00
Total Dépenses	**11 326 839,00**	**2 826,20**	**622 410,24**	**11 952 075,44**
Recettes				
013	15 000,00	-	-	15 000,00
70	9 338 615,00	-	-	9 338 615,00
74	1 785 246,00	-	-	1 785 246,00
75	32 478,00	-	- 1 000,00	31 478,00
77	15 500,00	-	-	15 500,00
042	140 000,00	-	-	140 000,00
002	-	-	626 236,44	626 236,44
Total Recettes	**11 326 839,00**	**-**	**625 236,44**	**11 952 075,44**
Investissement				
Dépenses				
13	-	-	54 000,00	54 000,00
16	336 666,68	-	-	336 666,68
20	135 832,00	-	-	135 832,00
21	1 107 960,00	87 715,89	42 000,00	1 237 675,89
23	1 006 350,00	-	-	1 006 350,00
040	140 000,00	-	-	140 000,00
041	600 000,00	-	-	600 000,00
001	-	-	1 797 077,68	1 797 077,68
Total Dépenses	**3 326 808,68**	**87 715,89**	**1 893 077,68**	**5 307 602,25**
Recettes				
10	250 000,00	-	1 942 000,00	2 192 000,00
16	800 000,00	-	- 529 616,67	270 383,33
021	396 808,68	-	568 410,24	965 218,92
040	1 280 000,00	-	-	1 280 000,00
041	600 000,00	-	-	600 000,00
Total Recettes	**3 326 808,68**	**-**	**1 980 793,57**	**5 307 602,25**

Monsieur Alexis MATULL :
Il y a eu le remboursement d'une avance de subvention qui avait été versée par la Région Pays de la Loire pour une BOM, une Benne à Ordures Ménagères, qui était à hydrogène et qui ne sera finalement pas achetée. Donc il y a un remboursement de 54 000 € qui sera intégré dans les dépenses d'investissement.

	EAU POTABLE			
	Budget de l'exercice	Budget supplémentair		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	381 800,00	-	-	381 800,00
012	76 720,00	-	-	76 720,00
65	19 200,00	1 700,00	-	20 900,00
66	143 000,00	-	-	143 000,00
67	1 500,00	-	-	1 500,00
023	853 880,00	-	712 200,86	1 566 080,86
042	350 000,00	-	-	350 000,00
Total Dépenses	**1 826 100,00**	**1 700,00**	**712 200,86**	**2 540 000,86**
Recettes				-
70	1 793 100,00	-	-	1 793 100,00
75	2 000,00			2 000,00
76	-	-	27 000,00	27 000,00
77	1 000,00	-	-	1 000,00
042	30 000,00	-	-	30 000,00
002	-	-	686 900,86	686 900,86
Total Recettes	**1 826 100,00**	-	**713 900,86**	**2 540 000,86**
Investissement				-
Dépenses				-
16	230 000,00	-	-	230 000,00
20	162 366,00	184 048,25	-	346 414,25
23	2 606 500,00	202 686,66	168 415,77	2 977 602,43
4581	18 001,00	-	-	18 001,00
040	30 000,00	-	-	30 000,00
041	400 000,00	-	-	400 000,00
Total Dépenses	**3 446 867,00**	**386 734,91**	**168 415,77**	**4 002 017,68**
Recettes				-
10	-	-	1 000 000,00	1 000 000,00
13	222 330,00	-	-	222 330,00
16	1 602 656,00	-	- 1 602 656,00	-
27	-	-	38 000,00	38 000,00
4582	18 001,00	41 081,24	-	59 082,24
021	853 880,00	-	712 200,86	1 566 080,86
040	350 000,00	-	-	350 000,00
041	400 000,00	-	-	400 000,00
001	-	-	366 524,58	366 524,58
Total Recettes	**3 446 867,00**	**41 081,24**	**514 069,44**	**4 002 017,68**

	REGIE ASSAINISSEMENT			
	Budget de l'exercice	Budget supplémentair		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	3 587 230,00	-	-	3 587 230,00
012	695 000,00	-	-	695 000,00
65	47 510,00	-	-	47 510,00
66	295 000,00	-	-	295 000,00
67	32 700,00	-	-	32 700,00
68	10 000,00	-	-	10 000,00
023	765 880,00	-	858 384,26	1 624 264,26
042	1 550 000,00	-	-	1 550 000,00
Total Dépenses	**6 983 320,00**	**-**	**858 384,26**	**7 841 704,26**
Recettes				
013	6 500,00	-	-	6 500,00
70	6 659 700,00	-	-	6 659 700,00
74	7 500,00	-	-	7 500,00
75	6 010,00	-	- 1 000,00	5 010,00
76	3 610,00	-	9 000,00	12 610,00
77	-	-	-	-
042	300 000,00	-	350 000,00	650 000,00
002	-	-	500 384,26	500 384,26
Total Recettes	**6 983 320,00**	**-**	**858 384,26**	**7 841 704,26**
Investissement				
Dépenses				
13	3 500,00	-	-	3 500,00
16	790 000,00	-	-	790 000,00
20	815 311,00	5 085,00	-	820 396,00
21	35 610,00	3 483,07	-	39 093,07
23	7 208 092,00	-	-	7 208 092,00
040	300 000,00	-	350 000,00	650 000,00
041	1 500 000,00	-	-	1 500 000,00
001	-	-	1 759 673,70	1 759 673,70
Total Dépenses	**10 652 513,00**	**8 568,07**	**2 109 673,70**	**12 770 754,77**
Recettes				
10	350 000,00	-	1 658 332,73	2 008 332,73
13	1 904 756,00	-	-	1 904 756,00
16	4 577 077,00	-	- 420 475,22	4 156 601,78
27	4 800,00	-	22 000,00	26 800,00
021	765 880,00	-	858 384,26	1 624 264,26
040	1 550 000,00	-	-	1 550 000,00
041	1 500 000,00	-	-	1 500 000,00
Total Recettes	10 652 513,00	-	2 118 241,77	12 770 754,77

	PROD. ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE			
	Budget de l'exercice	Budget supplémentaire 2026		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	12 844,68	-	75 014,92	87 859,60
65	600,00	-	-	600,00
66	1 222,00	-	-	1 222,00
67	2 000,00	-	-	2 000,00
68	1 000,00	-	-	1 000,00
69	2 000,00	-	2 000,00	4 000,00
023	1 333,32	-	-	1 333,32
042	14 000,00	-	-	14 000,00
Total Dépenses	**35 000,00**	**-**	**77 014,92**	**112 014,92**
Recettes				
70	35 000,00	-	-	35 000,00
002	-	-	77 014,92	77 014,92
Total Recettes	**35 000,00**	**-**	**77 014,92**	**112 014,92**
Investissement				
Dépenses				
16	15 333,32	-	-	15 333,32
23	-	-	19 042,68	19 042,68
001	-	-	957,32	957,32
Total Dépenses	**15 333,32**	**-**	**20 000,00**	**35 333,32**
Recettes				
10	-	-	20 000,00	20 000,00
021	1 333,32	-	-	1 333,32
040	14 000,00	-	-	14 000,00
Total Recettes	**15 333,32**	**-**	**20 000,00**	**35 333,32**

	LOTISSEMENTS - PARCS D'ACTIVITE			
	Budget de l'exercice	Budget supplémentaire 2026		Total inscrit après BS
Chapitre	BP 2026 + virements de crédits (BP+VC).	Restes à réaliser 2025 (RAR)	Propositions nouvelles BS	BP+VC+RAR+BS.
Fonctionnement				
Dépenses				
011	881 400,00	-	154 981,69	1 036 381,69
65	700,00	-	-	700,00
042	5 922 000,00	-	-	5 922 000,00
Total Dépenses	**6 804 100,00**	-	**154 981,69**	**6 959 081,69**
Recettes				
70	880 000,00	-	-	880 000,00
75	2 100,00	-	288 919,90	291 019,90
042	5 922 000,00	-	- 379 140,25	5 542 859,75
002	-	-	245 202,04	245 202,04
Total Recettes	**6 804 100,00**	-	**154 981,69**	**6 959 081,69**
Investissement				
Dépenses				
040	5 922 000,00	-	- 379 140,25	5 542 859,75
001	-	-	5 627 473,74	5 627 473,74
Total Dépenses	**5 922 000,00**	-	**5 248 333,49**	**11 170 333,49**
Recettes				
16	-	-	5 248 333,49	5 248 333,49
040	5 922 000,00	-	-	5 922 000,00
Total Recettes	**5 922 000,00**	-	**5 248 333,49**	**11 170 333,49**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-28, L.1612-26, L.1612-35-III ;

VU le compte administratif 2025 ;

CONSIDERANT le document technique du budget supplémentaire 2026 soumis à l'assemblée délibérante, respectant les nomenclatures budgétaires et comptables M57, M4 et M49 ;

Monsieur le Président :
Merci Alexis pour cette synthèse rapide mais complète et précise. Tous ces chiffres, on les découvre et c'est la première fois que nous votons notre budget supplémentaire. Il y a la petite gymnastique intellectuelle avec le budget supplémentaire sur lequel on n'est pas familier. Mais je sais que la commission finances va y travailler de manière à nous apporter les bonnes explications en la matière.

Monsieur Yohann MORISOT :
J'ai l'impression qu'on n'est pas en accord sur la présentation et le montant qui est repris en délibération sur l'administration générale.

Monsieur le Président :
Est ce qu'on peut le vérifier ? Madame la Directrice Générale Adjointe.

Monsieur Alexis MATULL :
Est-ce que tu peux nous dire de quelle page il s'agit s'il te plaît ?

Monsieur Yohann MORISOT :
Sur la délibération, c'est le premier tableau Administration Générale où on reporte 37 232 160. Et sur la présentation c'était marqué 37 162 000.

Monsieur le Président :
Alors où est l'erreur ? Il y a un chiffre qui n'est pas bon.

Monsieur Yohann MORISOT :
C'est sur la partie fonctionnement uniquement de l'administration générale.

Madame Anne-Cécile DREAN – Directrice Générale Adjointe aux Ressources :
On va vérifier les maquettes budgétaires pour s'assurer que le montant qui est dans la délibération est le bon montant. Parce que parfois il peut y avoir des reprises de chiffres, des copier-coller malheureux ou des doigts qui ripent. C'est le chiffre de la délibération qui fera foi et il faut qu'il soit concordant avec les maquettes budgétaires qui seront envoyées à la préfecture. On va faire cette vérification-là.

Monsieur le Président :
On se donne un peu de temps le temps de faire la vérification.
Merci Yohann.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les budgets supplémentaires 2026 du budget principal, des budgets annexes et annexés de REDON Agglomération, selon les éléments présentés dans les documents budgétaires joints, et synthétisés dans le présent rapport ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°14_CC_2026_123_ Approbation du Plan pluriannuel d'investissement - budget Administration générale**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°14

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION – BUDGET ADMINISTRATION GENERALE – APPROBATION DU PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT, DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CREDITS DE PAIEMENT

La présente délibération a pour objet d'approuver et d'actualiser le plan pluriannuel d'investissement, les autorisations de programme et les crédits de paiement subséquents, suite à l'approbation du budget supplémentaire 2026

Rapport de Monsieur Alexis MATULL, Vice-président,

En application des articles L5211-36, L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil communautaire est compétent pour créer des autorisations de programme et répartir les crédits de paiement correspondants.

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné.

Le vote de l'autorisation de programme est accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercices des crédits de paiement et d'une évaluation des ressources pour y faire face. En effet, les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les autorisations de programme ont été intégrées dans un plan pluriannuel d'investissements (PPI), outil de prospective pluriannuelle des dépenses d'investissements.
Pour rappel, le plan pluriannuel d'investissement et les autorisations de programme correspondantes portent sur l'ensemble du budget administration générale, y compris sur les dépenses relevant auparavant des budgets annexes Développement économique et Théâtre, clôturés au 31 décembre 2022.

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU les articles L5211-36, L2311-3, L.5217-10-7 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier le plan pluriannuel des investissements (PPI) 2023-2027 au rythme d'avancement des projets ;

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour le PPI en ouvrant de nouvelles autorisations de programmes ou en clôturant les autorisations de programmes terminées et/ou obsolètes ;

CONSIDERANT les projets inscrits au budget primitif 2026 et rectifiés par le budget supplémentaire 2026 ;

CONSIDERANT le plan pluriannuel d'investissement actualisé, ci-dessous :

	Montant total AP 2023-2027			Montant des crédits de paiement (CP) par année		
Super-opération	Pour mémoire, Montant AP avant révision.	Révision N.	Montant AP révisé.	CP antérieurs	2026	2027.
022014/2014 - THD	9 936 546,22 €	- 52,78 €	9 936 493,44 €	8 736 493,44 €	595 000,00 €	605 000,00 €
022016/2016 - PLH	4 374 970,99 €	- 527 161,80 €	3 847 809,19 €	1 865 381,19 €	591 500,00 €	1 390 928,00 €
101 - RESSOURCES	779 199,19 €	9 343,09 €	788 542,28 €	383 684,28 €	357 248,00 €	47 610,00 €
112 - PLANIFICATION	1 269 864,34 €	- 112 046,42 €	1 157 817,92 €	657 285,72 €	500 532,20 €	- €
202 - PATRIMOINE	6 441 722,37 €	- 1 350 643,07 €	5 091 079,30 €	2 042 525,30 €	1 732 386,80 €	1 316 167,20 €
303 - NUMERIQUE	1 774 299,97 €	- 21 749,56 €	1 752 550,41 €	777 550,41 €	610 418,00 €	364 582,00 €
404 - TOURISME	353 481,99 €	- 108 920,00 €	244 561,99 €	4 561,99 €	100 000,00 €	140 000,00 €
505 - TRANSITIONS	306 678,66 €	- 87 558,58 €	219 120,08 €	50 400,95 €	5 000,00 €	163 719,13 €
606 - FONCIER	5 886 132,79 €	- 922 393,24 €	4 963 739,55 €	984 258,30 €	1 352 370,00 €	2 627 111,25 €
707 - ECONOMIE	1 899 955,18 €	- 270 036,51 €	1 629 918,67 €	369 550,02 €	453 000,00 €	807 368,65 €
808 - FONDS DE CONCOURS	6 502 281,80 €	- 1 731 600,39 €	4 770 681,41 €	2 175 289,15 €	2 272 151,67 €	323 240,59 €
TOTAL	39 525 133,50 €	- 5 122 819,26 €	34 402 314,24 €	18 046 980,75 €	8 569 606,67 €	7 785 726,82 €

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Bonjour, merci pour cette présentation. Personnellement, je n'ai pas compris le sens de ce plan pluriannuel d'investissement. Enfin, je trouve qu'on a très peu d'éléments hors des chiffres et du coup c'est très difficile de se prononcer.

Monsieur le Président :
Effectivement. On a au total un montant de 34 millions d'euros. Vous avez des choses qui ont été payées entièrement et de façon massive : le Très Haut Débit, le PLH *[Plan Local Habitat]* (c'est tout ce qui concerne l'habitat), les ressources (c'est tout ce qui concerne les moyens de la collectivité), y compris une partie du numérique. Je ne vais pas reprendre tous les éléments, mais ce que je vous propose, c'est qu'on transmette à chacune et chacun d'entre vous un tableau détaillé par fonctions, puisqu'effectivement la fonction planification... Monsieur le directeur, qu'est-ce qu'il y a dedans ?

Monsieur Christophe BIDAUD – Directeur Général des Services :
SCoT *[Schéma de Cohérence Territoriale]* et PLUi *[Plan Local d'Urbanisme Intercommunal]*.

Monsieur le Président :
Si je prends la fonction patrimoine, c'est l'ensemble de nos bâtiments. Il y a également tous les PLU communaux, et vous souvenez, dans le précédent mandat, on a fait le transfert de charges. Le tourisme, c'est ce qui est porté directement par REDON Agglomération, les transitions avec l'énergie en premier, la question du foncier avec tout ce qui relève des réserves foncières en particulier, l'économie avec les projets bâtimentaires et les fonds de concours qui sont votés mais qui ne sont pas versés aux communes parce qu'elles n'ont pas déposé leurs dossiers.
Ce que je vous propose, c'est qu'on fasse un beau tableau A3 avec l'ensemble des lignes et des programmes détaillés. Ça vous va ? J'ai répondu à votre attente ?

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Oui ça va, mais je vais m'abstenir faute d'avoir plus d'informations.

Monsieur le Président :
On aurait dû fournir le tableau effectivement.

Monsieur Alexis MATULL :
Pour compléter, je comprends le côté frustrant de l'exercice. Ce tableau, c'est la déclinaison du plan pluriannuel d'investissement qui est la déclinaison du projet de territoire qui a été adopté sur le précédent mandat. Ce qui fait que là, c'est le chevauchement entre le précédent mandat et le nouveau mandat, ce qui explique aussi que ces chiffres-là n'ont pas forcément été vus déjà par les nouveaux élus, ce qui est normal.
On arrive un petit peu en bout de course en début de mandat. C'est comme pour le budget supplémentaire ou l'adoption du compte administratif, on vient reprendre quelque chose qui a été fait par d'autres personnes que nous, même si certains d'entre nous étaient présents, c'était un autre Conseil communautaire.

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Ça y est, j'ai compris.

Monsieur le Président :
Merci. On revient sur la délibération concernant l'ensemble des budgets supplémentaires. Après vérification, c'est le chiffre qui est dans la délibération qui est le bon.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver le plan pluriannuel d'investissement (PPI) présenté supra ;**
- **d'approuver la révision des autorisations de programme conformément au PPI ;**
- **d'approuver les échéanciers des crédits de paiement selon le PPI ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°15_CC_2026_124_ Création_commissions_thematiques_2026-2032**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°15

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	1

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Abstention : Hubert DU PLESSIS

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – CREATION DES COMMISSIONS THEMATIQUES INTERCOMMUNALES : DEFINITION DES PRINCIPES DE CONSTITUTION ET DU CALENDRIER

La présente délibération a pour objectif de créer les commissions thématiques intercommunales.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

L'article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour les Conseils Communautaires de créer en leur sein des commissions destinées à améliorer le fonctionnement de la gouvernance territoriale. Il s'agira notamment, par les discussions préalables aux décisions prises dans le cadre des délibérations du Conseil communautaire ou du Bureau Exécutif, de nourrir le fonctionnement démocratique.

Elles sont constituées en règle générale pour la durée du mandat mais peuvent être créées pour une durée limitée pour l'examen d'une question particulière.
Leur rôle est d'étudier les questions soumises au Conseil Communautaire soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Pour la mandature 2026-2032, REDON Agglomération se propose d'organiser sa gouvernance autour de 5 pôles de compétences :

- Aménagement durable
- Economie et développement
- Environnement
- Services à la population et cohésion sociale
- Ressources

Aussi, les commissions thématiques intercommunales seront organisées dans ce cadre et rattachée à un pôle de compétences.
Chaque pôle de compétences disposera d'un vice-président référent, membre du Bureau exécutif et chaque commission élira un(e) vice-président (e).
Le fonctionnement démocratique, à l'échelle d'un territoire intercommunal, nécessite un dialogue nourri dans la durée entre l'EPCI, REDON Agglomération, et l'ensemble des communes qui en sont membres. C'est pourquoi il est proposé que les commissions thématiques intercommunales comportent :

- des délégués communautaires titulaires ;
- des délégués communautaires suppléants ;
  Etant entendu que les Vice-présidents et les Conseillers communautaires délégués en charge des questions de la commission sont membres de droit de ladite commission ;
- des conseillers municipaux qui n'appartiennent pas aux deux catégories susmentionnées, mais qui, en raison de leur délégation communale pour les adjoints et conseillers délégués, ou de leurs centres d'intérêt peuvent légitimement apporter des idées et des éclairages sur des sujets concernant l'agglomération.

Il est proposé d'associer à chacune de ces commissions thématiques :

- Pour les communes de moins de 3 500 habitants : deux élus municipaux par commune (1 titulaire et 1 suppléant)
- Pour les communes de plus de 3 500 habitants : trois élus municipaux par commune (2 titulaires et 1 suppléant)
- Pour la ville de Redon : quatre élus municipaux (3 titulaires et 1 suppléant).

Ces commissions thématiques intercommunales sont des commissions d'étude. Elles émettent des avis et peuvent formuler des propositions mais ne disposent d'aucun pouvoir propre, le Conseil Communautaire étant le seul compétent pour régler, par ses délibérations, les affaires de REDON Agglomération.

Aucune disposition législative ou réglementaire n'apporte de précisions sur l'organisation de leurs travaux. Il reviendra au Conseil communautaire de fixer, le cas échéant dans son règlement intérieur, les règles de fonctionnement des commissions thématiques intercommunales.

Elles sont convoquées par le Président de REDON Agglomération, qui en est le président de droit, ou par son représentant ayant délégation, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent.
Lors de cette première réunion, les commissions thématiques intercommunales désignent un Vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Président de REDON Agglomération est absent ou empêché.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122—22 et L. 5211-1 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°35-2019-12-27-009 date du 27 décembre 2019, portant modification des statuts de la communauté d'agglomération REDON Agglomération, conformément à l'article L. 5211-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT qu'au regard des articles énoncés ci-dessus, peuvent être formées « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil Communautaire soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres » ;

CONSIDERANT que ces commissions thématiques intercommunales participent à l'amélioration du fonctionnement du Conseil communautaire dans le cadre de la préparation des délibérations ;

CONSIDERANT la nécessité d'ouverture des commissions thématiques intercommunales à des conseillers municipaux non conseillers communautaires, titulaires ou suppléants, dans le cadre ci-dessus défini et conformément au tableau de répartition annexé ;

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
J'ai déjà exprimé mon désaccord sur la composition d'une commission.
La commission, que vous intitulez » Aménagement », rassemble deux choses qui, à mon avis, sont différentes. D'une part l'urbanisme et d'autre part la politique de l'habitat. Il y a des passerelles entre les deux, mais je pense qu'il y a aussi des différences à faire valoir sur chacun de ces deux groupes. Et donc là-dessus, je l'ai déjà exprimé et ça me renvoie à ce que nous avions vécu sous l'ancien mandat. On avait un moment donné englobé dans une espèce de grande commission le développement économique, le développement touristique, je crois qu'il y avait l'agriculture et je me demande même s'il n'y avait pas aussi l'insertion puisque je recevais des invitations sur l'insertion dans lequel je n'avais pas choisi de m'inscrire.
C'est peut-être dommage, mais je n'avais pas choisi. Et là, je crains que ça fasse la même chose et qu'à un moment donné, les gens qui sont dans cette commission se démobilisent parce qu'ils viennent pour l'un, ou alors peut-être pour les deux, mais à ce moment-là ils s'inscrivent dans les deux commissions, mais ils risquent aussi de se désintéresser d'un aspect ou de l'autre et finalement d'abandonner complètement.
Moi, sur ce sujet-là, du fait que je suppose que ça va passer en l'état, je m'abstiendrai.
Et ensuite, sur les suppléants, je pense que c'est en effet une idée vertueuse, mais qui dans la réalité fonctionne mal. On le voit bien, moi je l'ai vécu en tant que suppléant, je n'étais jamais informé si mon titulaire n'allait pas à la réunion et donc le système de suppléant marche mal. Je ne sais pas si, sauf si les suppléants sont systématiquement invités en commission, à ce moment-là, oui, ça de l'intérêt. Mais s'il est dit qu'ils ne sont là que pour remplacer le titulaire quand le titulaire est absent, je pense que ça ne fonctionnera pas bien.

Monsieur le Président :
Alors deux ou trois choses et puis les collègues pourront compléter. Je passerai ensuite la parole à Pascal DUCHENE.
En ce qui concerne les invitations au Conseil communautaire, titulaires et suppléants reçoivent les mêmes informations pour y assister. Le Conseil communautaire se tient en séance publique. Systématiquement, les suppléants ou des conseillers municipaux qui ne seraient pas conseillers communautaires peuvent très bien venir y assister sans participer aux débats.
En ce qui concerne les commissions, deux sujets. Le premier concerne l'étendue des commissions. Je l'ai dit tout à l'heure, il y a eu un échange en Bureau exécutif, en Conférence des maires, mais en particulier en Bureau exécutif. J'ai entendu les collègues vice-présidents et conseillers délégués qui, sur l'aménagement durable, ont émis ce souhait.
Pascal DUCHENE va pouvoir, et Thierry POULAIN, s'il le souhaite, développer le parti pris. Mais il va de soi qu'il y aura naturellement des questions thématiques avec un groupe de travail ad hoc. Néanmoins, il convient quand même de préciser que sur le travail que nous avons à faire au niveau du suivi du SCoT et au niveau de la création du PLUi et du suivi des 31 PLU, il faut que les choses soient strictement formelles, c'est extrêmement important. Par contre, il va de soi que dans les commissions, les personnes sont invitées, mais si elles ne viennent pas, c'est à chaque membre de commission d'informer un éventuel suppléant qui pourrait participer aux commissions. Mais c'est une difficulté Hubert, J'en conviens.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Il y a une question que j'avais oublié de poser en plus, est-ce à dire que la commission urbanisme va remplacer le COPIL urbanisme ?

Monsieur le Président :
Je pense que oui.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Nous avions créé le COPIL lors du précédent mandat parce qu'il nous avait semblé qu'au niveau gouvernance, c'était important que toutes les communes soient représentées, ce qui n'était pas le cas dans la commission urbanisme et que sur un sujet aussi important qui engage l'avenir de toutes nos communes, il était nécessaire que toutes les communes soient bien représentées. Je rappelle que c'est dans la gouvernance qu'il avait été retenu le principe d'un COPIL où le travail ne se fait pas forcément de la même manière qu'en commission.

Monsieur Pascal DUCHENE.
Mes camarades Franck et Thierry pourront intervenir. Il ne faut pas confondre une commission et un COPIL, pas plus qu'un COSTRAT *[Comité stratégique]*. Là, on parle des commissions et il nous est apparu opportun de lier les sujets de l'aménagement durable avec ceux du logement. Les documents qui nous intéressent, ce sont à la fois le PLH, le SCoT que nous avons validé et l'écriture du PLUi. Il est donc apparu cohérent de proposer une commission qui rassemble ces sujets.
Nous avons discuté avec Thierry et Franck. On avait même imaginé différents scénarios et intégré les mobilités. Il nous est apparu que ce n'était pas opportun, que le sujet pouvait être défait. Ça, c'est pour les commissions.
Et je reprends ce que disait Jean-François tout à l'heure, l'épuisement des élus. D'autant que, en ce qui concerne l'aménagement durable et SCOT, et PLUI, il va y avoir, comme pour le mandat précédent, beaucoup de travail. A cet égard, je réunissais les collègues mardi dernier, très nombreux sur l'ADS *[Application du droit des Sols]* et nous aurons d'autres travaux à poursuivre et nous réactualiseront COPIL et COSTRAT autant que besoin dès la rentrée prochaine évidemment.
Je parle bien des commissions. La délibération porte sur les commissions, pas sur les COPIL, SCoT et PLUi. Et je n'ai pas souvenir par ailleurs qu'une commission ait rassemblé des objets aussi hétéroclites que ceux que tu mentionnais tout à l'heure Hubert, je ne me rappelle pas. Moi ce que je peux dire par contre, c'est que la commission Aménagement s'est épuisée au profit précisément du COPIL, où tu étais très actif, sur le SCoT et aussi sur le PLUi parce que c'était le bon endroit pour travailler, et que la Commission s'est épuisée au regard de l'actualité et de l'urgence que nous avions à élaborer nos documents d'orientation pour un premier temps, pour le SCoT, et réglementaires pour un second temps.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Par rapport à ce que vient de dire Pascal DUCHENE, qu'il n'a pas mémoire d'une commission qui aurait réuni autant de choses aussi hétéroclites. Il n'empêche que c'est bien une réalité.
Il y avait une commission développement économique, une commission agriculture, une commission tourisme, une commission Insertion. Et il a bien été décidé à un moment donné de réunir ces quatre commissions. Je n'ai rien inventé.

Monsieur le Président :
Je rappelle que ce qui s'est passé dans le dernier mandat, dans l'organisation, ça s'est fait dans la concertation avec les collègues qui ont décidé de le faire ensemble. Après, on l'a évoqué, Isabelle BARATHON l'a évoqué à plusieurs reprises en particulier, il avait été souhaité que le tourisme ait sa propre commission. On verra un petit peu comment les choses peuvent se présenter sur le sujet qui nous occupe, à savoir l'aménagement.
Et je le redis, que ce soit le SCoT ou le PLUi, le comité de pilotage doit permettre à chaque commune d'avoir un représentant. Et je rappelle également que la Conférence des maires apporte son éclairage et un avis. Ensuite ça arrive en Conseil communautaire.
Il y a ces étapes là et il faut que les choses soient très formelles et y compris que l'on passe autant de temps que nécessaire au vote, puisque s'il y a des sujets qui peuvent non pas être tendus, mais où il y aura beaucoup de débats autour du Zéro artificialisation nette, par exemple, et bien il faut vraiment formaliser les débats, les orientations et les décisions pour que nous soyons irréprochables et en tout cas que chacun ait bien été entendu et qu'il n'y ai pas de débat autour de cela.

Monsieur Jean-Luc LEVESQUE :
Je voulais revenir sur la démobilisation qu'on a pu avoir dans certaines commissions en fin de mandat. Au-delà des spécificités qui étaient très intéressantes, à partir du moment où on n'est pas suffisamment nombreux, il n'y a aucun intérêt à faire une commission. Le test de réunir plusieurs commissions, c'était aussi avant tout de déplacer des gens et d'avoir un débat, même si on n'avait pas forcément une spécificité telle, mais de débattre entre des communes et l'agglomération. Et à part Isabelle qui n'a pas retrouvé son compte peut-être au niveau du tourisme, au niveau économique, entre l'agriculture, l'insertion et le développement économique, on a eu des bons débats et on a retrouvé un peu de mobilisation grâce à ça.

Monsieur Jérôme RICORDEL :
Bonsoir à toutes et à tous. Juste peut-être pour rappeler qu'il y a eu deux Conseils d'exploitation qui ont été créés niveau assainissement et niveau déchets. Il serait bon que dans les commissions Déchets et Assainissement ce soit exactement les mêmes élus qui soient dans les deux. Pour l'avoir vécu le mandat passé, effectivement, quand on a des niveaux d'information qui sont très décalés entre élus, ça peut être compliqué à gérer. Regardez celles et ceux qui sont dans ces deux conseils exploitation, ils ont déjà été réunis d'ailleurs si je ne me trompe pas, pour que ce soit bien les mêmes élus derrière en commission.

Monsieur Joël CRUBLET :
C'est peut-être à la marge, un petit détail, dans le pôle Aménagement du territoire qui est déjà assez conséquent. Je vois voirie intercommunale. Ce serait peut-être plus à remettre dans la partie mobilité ?
Bien qu'elle ait sa place dans l'Aménagement, mais comme ça on intègre je dirais toutes les mobilités dans cette partie-là.

Monsieur le Président :
Les retours que j'ai eu du précédent mandat, mais peut-être que les collègues vont pouvoir s'exprimer Thierry ou Franck, c'est un groupe de travail qui fait l'objet peut-être d'une réunion spécifique. Parce que sur la question de la voirie intercommunale, il faut que chaque territoire soit représenté.

Monsieur Thierry POULAIN :
Tu as tout dit. Ça peut être des réunions spécifiques effectivement pour la voirie et il ne faut pas mélanger les sujets.
Après moi, que la voirie aille à la mobilité ou aux transports, si Franck est d'accord, très bien.

Monsieur le Président :
On a quand même un vice-président qui a la compétence, donc vous pourrez co-animer, mais c'est plutôt toi Thierry qui gère cette compétence-là

Monsieur Jérôme RICORDEL :
Juste pour compléter, on l'avait dit en début de mandat-ci pour avoir un peu de souplesse, moi je me souviens sur certains sujets, de pouvoir inviter des collègues qui étaient dans d'autres commissions sur un sujet bien précis. Ça peut être intéressant. Je pensais à l'économie circulaire où Jean-Luc était venu avec nous, sur le broyage à domicile on faisait intervenir l'économie sociale et solidaire. Donc il faut avoir cette souplesse là aussi. Ce n'est pas forcément le périmètre de départ des commissions, mais avoir un peu de souplesse pour faire intervenir d'autres personnes qui sont ou intéressées ou motivées, mais là c'est du coup peut-être dès fois sur des comités ou sur d'autres commissions un peu élargies.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à 54 voix Pour et 1 Abstention :

- **de créer les 12 Commissions thématiques intercommunales suivantes s'inscrivant dans les pôles de compétences ci-dessous listés :**
  - **Pôle de compétences Aménagement durable**
    - **Commission Aménagement ;**
    - **Commission Mobilité ;**
  - **Pôle de compétences Economie et développement**
    - **Commission Economie ;**
    - **Commission Tourisme**
  - **Pôle de compétences Environnement**
    - **Commission Cycle de l'eau ;**
    - **Commission Transition écologique ;**
    - **Commission Déchets**

- Pôle de compétences Services à la population et cohésion sociale
  - Commission Culture ;
  - Commission Activités de plein Air, Infrastructures nautiques ;
  - Commission Parcours de l'enfant
  - Commission Santé-Autonomie
- Pôle de compétences Ressources
  - Commission Ressources ;

- **d'ouvrir les inscriptions des conseillers communautaires titulaires ou suppléants au sein des commissions thématiques intercommunales ;**
- **de saisir les maires des 31 communes membres de la demande d'inscription de plusieurs de leurs conseillers et conseillères municipales, non membres du conseil communautaire de REDON Agglomération, à raison de 1 titulaire et 1 suppléant par commune (1 titulaire supplémentaire pour les communes de plus de 3 500 habitants, et 2 titulaires supplémentaires pour la ville de Redon) au sein de ces commissions avec une sollicitation de retour d'information pour le vendredi 17 juillet 2026 ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

LES CONCLUSIONS MISES AUX VOIX SONT ADOPTEES A 54 VOIX POUR ET UNE ABSTENTION.

Fait et délibéré en séance le 15/06/2026

Le Secrétaire de séance,
Pierrick LAUNAY

Le Président,
Jean-François MARY

- **Délibération n°16_CC_2026_125_ Commission de Délégation du Service Public_Election membres**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°16

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES - COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) – ELECTION DES MEMBRES

La présente délibération a pour objet de procéder à l'installation et à l'élection des membres de la commission de délégation de service public.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

VU les dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que la Commission de Délégation de Service Public, pour un établissement public, est composée de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires ;

VU le renouvellement des assemblées délibérantes à l'issue des élections municipales ;

VU la délibération n°CC_2026_63 du Conseil communautaire du 30 mars 2026, fixant les conditions de dépôt des listes ;

CONSIDERANT les listes déposées auprès du Président de REDON Agglomération ;

L'article L. 2121-21 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou représentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.
Il est proposé de faire application de cet article pour désigner les membres de la CDSP.

Nombre de liste déposé : 1

Monsieur le Président :
Membres titulaires : Jany LEBEL, Jacques CARPENTIER, Aurélie MEZIERE, Delphine BOUTON, et pour l'instant suppléants : Frank HERSEMEULE, Marie-Laure PONDARD, Sophie BOUCHON, Françoise BOUSSEKEY.
Il manque un titulaire, et un ou une suppléante.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Je ne suis pas sûr que Delphine BOUTON s'était positionnée sur cette commission. C'est plutôt sur la commission d'appel d'offres qu'elle s'était positionnée.

Monsieur le Président :
C'est la même.
Alors, est-ce qu'il y a d'autres personnes ?

Madame Fabienne GLET :
Moi je m'étais proposée et je suis bien inscrite dans le tableau Jean-François.

Monsieur le Président :
D'accord, Fabienne. C'est bon ?

Madame Fabienne GLET :
En suppléante.

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Il me semble avoir compris que ces commissions se déroulaient essentiellement en journée ?

Monsieur le Président :
Oui plutôt en journée les CAO parce que souvent ça fait appel à de la maîtrise d'œuvre et à des tiers, donc c'est plutôt en journée.
Yohann, les horaires qui sont envisagés ce n'était pas le lundi ?

Monsieur Yohann MORISOT :
Oui, c'était prévu plutôt le lundi de 10 h à 12 h. On pointait ça tous les quinze jours histoire de les avoir aux agendas. Et on se réunit dans la mesure où il y a des sujets à traiter, sachant que ça peut aussi se faire par visio pour faciliter la présence.

Monsieur le Président :
Ok. Est-ce que quelqu'un souhaite être titulaire ?

Monsieur Gilles BERTRAND :
Moi je veux bien être titulaire, mais il y a déjà ma Maire.

Monsieur le Président :
Vous serez bien représentés.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les modalités d'élection des membres de la CDSP et l'application de l'article L. 2121-21 du CGCT ;**
- **de procéder à l'élection des membres de la commission de délégation de service public à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;**
- **de proclamer les conseillers communautaires suivants élus membres de la commission :**

Membres titulaires	Membres suppléants
LEBEL Jany	HERSEMEULE Franck
CARPENTIER Jacques	PONDARD Marie-Laure
MEZIERE Aurélie	BOUCHON Sophie
BOUTON Delphine	BOUSSEKEY Françoise
Gilles BERTRAND	GLET Fabienne

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°17_CC_2026_126_ Commission d'Appel d'Offres : Election membres**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°17

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES - COMMANDE PUBLIQUE – ÉLECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

La présente délibération a pour objet de procéder à l'installation et à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

VU les dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que la Commission d'Appel d'Offres, pour un établissement public, est composée de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires ;

VU le renouvellement des assemblées délibérantes à l'issue des élections municipales ;

VU la délibération n°CC_2026_62 du Conseil communautaire du 30 mars 2026, fixant les conditions de dépôt des listes ;

CONSIDERANT les listes déposées auprès du Président de REDON Agglomération ;

L'article L. 2121-21 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou représentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.
Il est proposé de faire application de cet article pour désigner les membres de la CAO.

Nombre de liste déposé : 1

Monsieur le Président :
C'est la même que la Commission de Délégation de Service Public. Je rajoute Gilles BERTRAND également. C'est la même chose

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **D'approuver les modalités d'élection des membres de la CAO et l'application de l'article L. 2121-21 du CGCT ;**
- **de procéder à l'élection des membres de la commission d'appel d'offres à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;**
- **de proclamer les conseillers communautaires suivants élus membres de la commission :**

Membres titulaires	Membres suppléants
LEBEL Jany	HERSEMEULE Franck
CARPENTIER Jacques	PONDARD Marie-Laure
MEZIERE Aurélie	BOUCHON Sophie
BOUTON Delphine	BOUSSEKEY Françoise
Gilles BERTRAND	GLET Fabienne

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°18_CC_2026_127_ Amicale Pays Redon : Désignation représentants REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°18

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU SEIN DE L'AMICALE DES TERRITORIAUX DU PAYS DE REDON

La présente délibération a pour objet de procéder à la désignation des représentants de REDON Agglomération à l'Amicale des Territoriaux du Pays de Redon.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

REDON Agglomération est, pour son personnel, adhérente à l'Amicale des Territoriaux du Pays de REDON.
Cette amicale a pour but :

- de créer et d'entretenir entre tous les membres des liens de camaraderie et d'amitié ;
- de pratiquer l'entraide ;
- d'organiser des manifestations à l'exclusion de toute manifestation à caractère politique ou confessionnel.

Chaque collectivité ou autre structure adhérente à l'Amicale des Territoriaux du Pays de REDON est représentée en Assemblée Générale par son "Délégué" qui exerce son droit de vote sur toutes les questions à l'ordre du jour.

Eu égard, et conformément aux statuts de l'Amicale des Territoriaux du Pays de REDON, REDON Agglomération est représentée à l'assemblée générale de cette Amicale par un délégué élu par notre assemblée délibérante.

Madame Françoise BOUSSEKEY :
Ça me semble cohérent d'être là.

Monsieur le Président :
Il y a un certain nombre de communes du territoire qui adhèrent à cette amicale, mais pas toutes. On pourra aussi adresser une information à tous les collègues.

Monsieur Benoît QUELARD :
Pour la petite histoire, j'étais à l'amicale cet après-midi parce qu'ils élisaient le Bureau. Et effectivement, lorsque je posais la question, ils me disaient que oui, le COS apparemment faisait agglo et ville. Ça me paraissait surprenant parce que moi j'y suis au titre de représentant de la ville de Redon aux Ressources Humaines, comme toi apparemment Françoise. On sera tous les deux là-bas et on est bien reçus, tu verras. Le siège social, c'est la maison du cimetière.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de valider la proposition du Bureau Exécutif ;**
- **de désigner Madame Françoise BOUSSEKEY, Vice-Présidente déléguée Affaires Générales et Ressources Humaines**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°19_CC_2026_128_ COS Breizh : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°19

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU SEIN DU COS BREIZH

La présente délibération a pour objet de procéder à la désignation des représentants de REDON Agglomération au sein du COS BREIZH.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

REDON Agglomération est pour son personnel, adhérente au Comité des Œuvres Sociales (COS) Breizh.
Le COS Breizh est une Association loi 1901 à but non lucratif, un outil d'action sociale de proximité destiné aux agents actifs et retraités employés de la Fonction Publique Territoriale et autres structures associatives.

Chaque collectivité ou autre structure adhérente du COS Breizh est représentée en Assemblée Générale par son "Délégué" qui exerce son droit de vote sur toutes les questions à l'ordre du jour, et fixe les montants de cotisation (participation des structures et cotisation individuelle).

La décision d'adhérer au COS Breizh depuis de nombreuses années déjà, est motivée par le fait qu'il travaille en priorité avec les professionnels du département et de la région pour que les retombées économiques se fassent sur le territoire pour participer à l'économie locale.

Eu égard, et conformément aux statuts du COS Breizh, REDON Agglomération est représentée à l'assemblée générale de cette association par un délégué élu par notre assemblée délibérante.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de valider la proposition du Bureau Exécutif ;**
- **de désigner Madame Françoise BOUSSEKEY, Vice-Présidente déléguée Affaires Générales et Ressources Humaines**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

2. ENVIRONNEMENT

- **Délibération n°20_CC_2026_129_ Ajustement des représentants de REDON Agglomération au sein du Syndicat Mixte Aménagement du Grand Site Naturel de la Basse Vallée de l'Oust.**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°20

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CYCLE DE L'EAU – AJUSTEMENT DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT DU GRAND SITE NATUREL DE LA BASSE VALLEE DE L'OUST

La présente délibération a pour objet d'approuver l'ajustement des représentants de REDON Agglomération au sein du Syndicat Mixte Aménagement du Grand Site Naturel de la Basse Vallée de l'Oust.

Rapport de M. Jean-François MARY, Président,

REDON Agglomération est membre du syndicat mixte d'Aménagement du Grand Site de la Basse Vallée de l'Oust en lieu et place de certaines de ses communes membres depuis le 17/12/2012.

Le syndicat est compétent en matière de PLANS D'EAU RIVIERES ET MILIEUX AQUATIQUES, sur une partie des communes de REDON Agglomération (Bains-sur-Oust, Les Fougerêts, Peillac, Saint-Perreux, Saint-Jean-la-Poterie et Saint-Vincent-sur-Oust) ;

VU l'article 59 de la loi du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU les articles L. 5212-7, L. 5212-8 et L. 5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°13-10 du 3 avril 2013 relatif à la modification des statuts du syndicat d'aménagement du Grand site naturel de la Basse vallée de l'Oust ;

VU la demande émise par la commune de Peillac de procéder à l'ajustement de leurs représentants ;

CONSIDERANT le mode de gouvernance du syndicat et la nécessité de nommer deux délégués titulaires et un délégué suppléant par commune représentant REDON Agglomération ;

CONSIDERANT la nécessité d'abroger la délibération CC_2026_85 du Conseil communautaire du 27 avril 2026

Monsieur le Président :
Madame le Maire de Les Fougerêts, y a-t-il un suppléant ?

Madame Françoise GRIGNAC :
Monsieur DE BOUVIER.

Monsieur le Président :
D'accord, Monsieur DE BOUVIER.

Monsieur le Président :
Prénom, Gaël ?

Madame Françoise GRIGNAC :
Lionel.

Monsieur le Président :
Lionel, pardon.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les ajustements suivants :**

Communes	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Bains-sur-Oust	Marie-Laure PONDARD	Marie-Christine ROUXEL
	Dominique HEMERY	
Les Fougerêts	Françoise GRIGNAC	Lionel DE BOUVIER DE MATHIEU DE VIENNE
	Véronique L'HOMME	
Peillac	~~Philippe BECUWE~~ Robert MOUCHY	~~Robert MOUCHY~~ Elodie LECLERCQ
	~~Isabelle DERUYTER~~ Anthony SERAZIN	
Saint-Perreux	Pierrick LAUNAY	Anne-Sophie REGENT
	Mario GUICHARD	
Saint-Jean-la-Poterie	Alexis MATULL	Hélène FOURNEL
	Jany LE BEL	
Saint-Vincent-sur-Oust	Pierrick LE BOTERFF	Denis JANNOT
	Aurélien RIDE	

- **d'abroger la délibération CC_2026_85 du Conseil communautaire du 27 avril 2026 ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°21_CC_2026_130_ AMORCE : Désignation représentants REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°21

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

ENVIRONNEMENT – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE REDON AGGLOMÉRATION AU SEIN D'AMORCE

La présente délibération a pour objet de désigner un délégué au sein de l'association AMORCE.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

VU les statuts de l'association AMORCE de type loi 1901 en vigueur ;

VU la délibération du Conseil communautaire du14 mars 2011 approuvant l'adhésion de REDON Agglomération à l'association Amorce ;

CONSIDERANT qu'Amorce est le premier réseau Français d'acteurs locaux d'information de partage d'expériences et d'accompagnement des décideurs en matière de politiques énergie-climat des territoires, de gestion territoriale des déchets et de gestion de l'eau ;

CONSIDERANT le mode de gouvernance de l'association et la nécessité de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant représentant REDON Agglomération au sein des diverses instances de l'association.

Sur ce rapport, il est proposé au Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **de désigner M. Yoann LE FOL en tant que titulaire au sein des diverses instances de l'association, ainsi que M. Jean-Luc LEVESQUE en tant que suppléant,**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°22_CC_2026_131_ CPIE Val de Vilaine : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°22

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

ENVIRONNEMENT - DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DU CPIE VAL DE VILAINE (CENTRE DE PERFECTIONNEMENT ET D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT)

La présente délibération a pour objet d'approuver la nomination des délégués au sein du CPIE Val de Vilaine, Établissement conventionné avec REDON Agglomération, basé à Saint-Just.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Le CPIE Val de Vilaine est une organisation active dans les domaines de l'environnement, du social et de l'économie inclusive, de la conservation du patrimoine, de l'accueil de loisirs...

REDON Agglomération participe à ses travaux et à la définition de ses programmes d'intervention qui se font en direct et aussi en lien avec les communes-membres.

Monsieur le Président :
Titulaires Jean-Luc LEVESQUE, Nicolas DEBRAY, Fabienne GLET, Yvonnick PERRIN. Et aujourd'hui comme suppléants Laurent SULLEROT et Rose-Line PREVERT. Il y a d'autres personnes qui souhaitent être suppléants ? Il me manque deux noms. Joël CRUBLET. Et deuxième suppléant, des communes plutôt brétiliennes d'ailleurs. Personne d'autre ? Est-ce que quelqu'un veut malgré tout faire l'effort ? Sinon on va élire que trois suppléants.
On part sur trois suppléants.

Sur ce rapport, le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité :

- **de valider les représentations suivantes de REDON Agglomération au sein du CPIE Val de Vilaine :**

Titulaires (4)	Suppléants (4)
LEVESQUE Jean-Luc	SULLEROT Laurent
DEBRAY Nicolas	PREVERT Rose-Line
GLET Fabienne	Joël CRUBLET
PERRIN Yvonnick	

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°23_CC_2026_132_ Comité régional de la biodiversité du Pays de la Loire : Désignation représentant REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°23

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

TRANSITION ECOLOGIQUE – COMITÉ RÉGIONAL DE LA BIODIVERSITÉ PAYS DE LA LOIRE – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE REDON AGGLOMÉRATION

La présente délibération a pour objet de désigner un représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de la région Pays de la Loire.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Les comités régionaux de la biodiversité (CRB) ont été prévus par la loi pour la reconquête de la biodiversité de 2016 et viennent remplacer les comités régionaux "trames verte et bleue" issus du Grenelle de l'environnement.

Ces comités constituent "*le lieu privilégié d'information, d'échange, de concertation et de consultation sur toute question relative à la biodiversité au sein de la région*", prévoit le décret. Ils sont associés à l'élaboration et au suivi de la stratégie régionale pour la biodiversité (SRC) ainsi qu'au schéma régional de cohérence écologique (SRCE), de même qu'à l'élaboration du schéma régional d'aménagement, de développement durable, et d'égalité des territoires (SRADDET).

Les comités régionaux sont consultés sur les orientations des contrats de plan Etat-Régions ainsi que sur les orientations stratégiques des agences régionales de la biodiversité. Leur avis peut être recueilli sur les projets de documents de planification relatifs aux continuités écologiques préalablement à l'enquête publique.

Le Président du Conseil Régional et le Préfet de région peuvent également consulter le Comité Régional de la Biodiversité sur toute mesure réglementaire, tout document de planification ou projet ayant trait à la biodiversité au sein de la région.

Le comité est présidé conjointement par le Président du Conseil Régional et par le Préfet de région ; ses membres sont répartis en cinq collèges représentant respectivement :

- les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- l'Etat et les établissements publics de l'Etat ;
- les organismes socio-professionnels et usagers de la nature ;
- les associations, organismes et fondations œuvrant pour la préservation de la biodiversité, gestionnaires d'espaces naturels ;
- les scientifiques et personnes qualifiées.

Les membres sont désignés conjointement par les deux présidents pour une durée de cinq ans avec un objectif de parité hommes/femmes. Les fonctions sont exercées à titre gratuit.

VU le Code de l'Environnement et ses articles relatifs aux Comités régionaux de la biodiversité ;

CONSIDERANT la nécessité de désigner un représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de la région Pays de la Loire ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner M. Rémi BESLE, représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de la Région Pays de la Loire ;**
- **de désigner M. Jérôme RICORDEL, observateur de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de la Région Pays de la Loire ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°24_CC_2026_133_ Conférence bretonne de la biodiversité : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°24

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

TRANSITION ECOLOGIQUE - CONFÉRENCE BRETONNE DE LA BIODIVERSITÉ – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE REDON AGGLOMÉRATION

La présente délibération a pour objet de désigner un représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de Bretagne, dénommé « Conférence Bretonne de la Biodiversité ».

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Les Comités Régionaux de la Biodiversité (CRB) ont été prévus par la loi pour la reconquête de la biodiversité de 2016 et viennent remplacer les comités régionaux "trames verte et bleue" issus du Grenelle de l'environnement.

Ces comités constituent "*le lieu privilégié d'information, d'échange, de concertation et de consultation sur toute question relative à la biodiversité au sein de la région*", prévoit le décret. Ils sont associés à l'élaboration et au suivi de la stratégie régionale pour la biodiversité (SRC) ainsi qu'au schéma régional de cohérence écologique (SRCE), de même qu'à l'élaboration du schéma régional d'aménagement, de développement durable, et d'égalité des territoires (SRADDET).

Les comités régionaux sont consultés sur les orientations des contrats de plan Etat-Régions ainsi que sur les orientations stratégiques des agences régionales de la biodiversité. Leur avis peut être recueilli sur les projets de documents de planification relatifs aux continuités écologiques préalablement à l'enquête publique.

Le Président du Conseil Régional et le Préfet de région peuvent également consulter le Comité Régional de la Biodiversité sur toute mesure réglementaire, tout document de planification ou projet ayant trait à la biodiversité au sein de la région.

Le comité est présidé conjointement par le Président du Conseil Régional et par le Préfet de région ; ses membres sont répartis en cinq collèges représentant respectivement :

- les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- l'Etat et les établissements publics de l'Etat ;
- les organismes socio-professionnels et usagers de la nature ;
- les associations, organismes et fondations oeuvrant pour la préservation de la biodiversité, gestionnaires d'espaces naturels ;
- les scientifiques et personnes qualifiées.

Les membres sont désignés conjointement par les deux présidents pour une durée de cinq ans avec un objectif de parité hommes/femmes. Les fonctions sont exercées à titre gratuit.

En Bretagne, le Comité Régional de la Biodiversité prend le nom de « **Conférence Bretonne de la Biodiversité** »

VU le Code de l'Environnement et ses articles relatifs aux Comités régionaux de la biodiversité ;

CONSIDERANT la nécessité de désigner un représentant de REDON Agglomération au Comité Régional de la Biodiversité de Bretagne – Conférence Bretonne de la Biodiversité.

Monsieur le Président :
Pour l'instant moi je n'ai personne d'inscrit. Qui serait intéressé pour participer à cette Conférence bretonne de la biodiversité qui se réunit à peu près deux ou trois fois par an ? C'est l'occasion de rencontrer aussi des acteurs d'autres territoires bretons. Alors, Madame Léa TERRAUBE.

Madame Isabelle DERUYTER :
Je veux bien aussi Jean-François.

Monsieur le Président :
D'accord, ok, Isabelle.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner Mme Léa TERRAUBE, représentante de REDON Agglomération à la Conférence Bretonne de la Biodiversité ;**
- **de désigner Mme Isabelle DERUYTER, observatrice pour REDON Agglomération à la Conférence Bretonne de la Biodiversité ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°25_CC_2026_134_ La Redonnerie : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°25

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

DECHETS – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU SEIN DU CONSEIL D'AMINISTRATION DE L'ASSOCIATION LA REDONNERIE

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération dans les instances de gouvernance de l'association Recyclerie de Redon (La Redonnerie).

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

VU la loi N°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, modifiant l'article 541-1 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés ;

VU la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

VU la délibération n°CC2026_37 du 02 mars 2026 approuvant le lancement du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2026-2032 ;

CONSIDERANT la convention de partenariat en cours avec la recyclerie de Redon formalisant le projet de soutien de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT que le projet de Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés se décline en 6 axes dont un vise la promotion du réemploi des objets et matériaux et vise à développer des partenariats avec les acteurs du réemploi soutenus par la collectivité ;

CONSIDERANT que la Recyclerie de Redon est un acteur reconnu et contribue activement par son activité à réduire l'enfouissement des déchets, à l'insertion des publics et à la mobilisation de nombreux bénévoles et citoyens ;

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Dans la délibération initiale, il était mentionné deux élus. Il y a eu une modification sur le nombre de sièges ?

Monsieur Yoann LE FOL :
Peut-être pour spécifier. Ce n'est pas une représentation au Conseil d'administration. C'est vraiment pour être invité parce que sinon ça pose des questions d'ordre institutionnel. C'est vraiment qu'on peut être présent aussi pour comprendre l'actualité de l'association et pouvoir en débattre s'il y a besoin. Au niveau de l'agglo.

Monsieur le Président :
Il y a bien qu'une personne qui est sollicitée ?

Monsieur Yoann LE FOL :
Oui.

Monsieur Jérôme RICORDEL :
Si je peux juste compléter, parce ce que je faisais partie du Conseil d'administration sur proposition de la Redonnerie. C'était très cohérent à la Redonnerie, mais dès lors que je siégeais ici, il fallait que je sorte de la salle dès que l'on parlait de la Redonnerie. Alors que j'avais une masse d'informations, mais je ne pouvais pas en parler. Donc j'avais proposé au Président de la Redonnerie qu'on trouve un autre fonctionnement, c'était de ne plus être administrateur mais d'être invité. Ce qui permet d'avoir toutes les informations comme avant, et ensuite de pouvoir en parler quand même aux élus que vous êtes autour de la table.

Monsieur le Président :
C'est le fameux sujet des conflits d'intérêts que l'on retrouve ici ou là.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la désignation d'un élu de REDON Agglomération, invité aux instances de la Recyclerie de Redon pendant la durée du mandat 2026-2032 :**
  - **M. Yoann LE FOL**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°26_CC_2026_135_ Assemblée bretonne de l'eau : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°26

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CYCLE DE L'EAU – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU SEIN DE L'ASSEMBLEE BRETONNE DE L'EAU

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de l'Assemblée bretonne de l'eau.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

L'Assemblée Bretonne de l'Eau (ABE) est un lieu d'information, de partage de connaissances et de concertation sur les problématiques liées à l'eau. Pilotée par la Région Bretagne, elle doit permettre de redonner un poids politique à l'eau tout en proposant des outils opérationnels pour appuyer la prise de décisions dans les territoires.

L'ABE est composée de 123 membres répartis en trois collèges : le collège des acteurs publics (EPCI, CLE, départements, syndicats,...), le collège des opérateurs économiques (agriculture, industrie, pêche, tourisme,....) et le collège des représentants de la société civile (associations environnementales, associations de consommateurs, fédération de pêche,...).

Les membres et les partenaires se réunissent une à deux fois par ans en séance plénière pour débattre des grandes orientations en lien avec la politique de l'eau. L'ABE dispose de groupes de travail thématiques pour mettre en place des projets concrets (campagne de communication sur la sobriété, retours d'expérience, journées thématiques,...). L'ABE peut également voter des vœux pour porter la voix de l'eau au niveau régional, national ou européen.

Si les séances plénières et les groupes de travail sont ouverts à tous, seul les membres de l'ABE peuvent prendre part aux votes pour l'élection du bureau ou pour les vœux. Les structures membres sont désignées par la Région Bretagne pour une durée de 6 ans (2023-2029).
Chaque structure est ensuite libre de désigner un·e représentant·e et un·e suppléant·e en respectant la parité.

REDON Agglomération est membre de l'ABE depuis janvier 2022.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT la nécessité de désigner un représentant et un suppléant de REDON Agglomération à l'Assemblée Bretonne de l'Eau ;

Monsieur le Président :
Pour les personnes qui souhaitent participer davantage aux travaux, elles peuvent également s'engager dans des commissions ad hoc qui sont créées par l'Assemblée bretonne de locaux. Les travaux, les groupes de travail thématiques en particulier qui sont évoqués là, puis il y a des vœux qui sont votés. Par exemple, nous sommes allés au mois de septembre dernier à Bruxelles rencontrer la Commission européenne sur les responsables autour de la qualité de l'eau en particulier pour faire le lien, la politique agricole commune.
Deux personnes : Franck HERSEMEULE en titulaire et Jacques CARPENTIER en suppléant.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner M. Franck HERSEMEULE, représentant titulaire de REDON Agglomération à l'Assemblée Bretonne de l'Eau ;**
- **de désigner M. Jacques CARPENTIER, représentant suppléant pour REDON Agglomération à l'Assemblée Bretonne de l'Eau;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

3. ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

- **Délibération n°27_CC_2026_136_ Réseau des collectivités Economie Solidaire : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°27

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

ECONOMIE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DU RESEAU DES COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE (RTES)

La présente délibération a pour objet la désignation des représentants au sein du Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) réunit des collectivités territoriales qui s'engagent pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) sur leur territoire.

Les collectivités adhérentes s'engagent autour d'une charte, avec la conviction que l'ESS est en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux, et environnementaux des territoires.

VU la décision du Président 2016_43 validant l'adhésion de REDON Agglomération au RTES ;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de nommer, un représentant de REDON Agglomération au sein du RTES :**
  Titulaire : Mme Aurélie MEZIERE
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision**

- **Délibération n°28_CC_2026_137_ Etablissements publics enseignement : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°28

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	53
Votants	55
Vote	
Pour	55
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

ECONOMIE - DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DES CONSEIL D'ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT

La présente délibération a pour objet d'approuver la nomination des délégués au sein des Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement (Lycées et collège Beaumont, EREA et collège Bellevue).

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Plusieurs établissements d'enseignement secondaire et supérieur de Redon ont ouvert leurs instances à des représentants des collectivités territoriales.
REDON Agglomération siège au sein des conseils d'établissements suivants :

- Lycée d'enseignement général Beaumont ;
- Lycée d'enseignement professionnel Beaumont ;
- Collège Beaumont Redon ;
- Collège Bellevue Redon ;
- Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) Redon.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération.

Monsieur le Président :
Ce qui est intéressant, c'est d'avoir un regard, par exemple sur des questions de carte scolaire, de projets pédagogiques, de faire le lien avec les communes. Et puis avec REDON Agglomération nous avons par exemple un vrai sujet dans les années qui viennent sur l'évolution démographique, avec potentiellement des fermetures de sections, voir peut-être ici ou là des fermetures d'établissements.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de valider les représentations suivantes de REDON Agglomération au sein de ces établissements :**

1 – Lycée d'enseignement général Beaumont

Titulaire	Suppléante
Jacques CARPENTIER	Isabelle DERUYTER

2 – Lycée d'enseignement professionnel Beaumont

Titulaire	Suppléante
Jacques CARPENTIER	Isabelle DERUYTER

3 – Collège Beaumont

Titulaire	Suppléante
Jacques CARPENTIER	Isabelle DERUYTER

4 – Collège Bellevue

Titulaire	Suppléante
Jacques CARPENTIER	Isabelle DERUYTER

5 – EREA

Titulaire	Suppléante
Jacques CARPENTIER	Isabelle DERUYTER

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

Monsieur le Président :
La séance est suspendue.

Suspension de séance de 20 minutes.

4. AMENAGEMENT DURABLE

- **Délibération n°29_CC_2026_138_ LANDISET : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°29

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – SOCIETE DE DEVELOPPEMENT « SAS à capital variable LANDISET » - DESIGNATION DES REPRESENTANTS

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable LANDISET.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Créée en 2020, la société a pour objet de porter un projet de production d'énergies renouvelables sur la commune de Saint-Ganton, à savoir :

- Le développement, le financement, la construction, l'installation, l'exploitation, l'animation et le suivi d'exploitation technique du site de production d'énergies renouvelables du parc éolien de Saint-Ganton ;
- La vente desdites énergies produites ;
- La promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie notamment dans le cadre de l'organisation de formations, séminaires, colloques, manifestations à destination de tous publics ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de la société et susceptibles de faciliter son développement.

REDON Agglomération est entrée au capital de la société en décembre 2019.

VU la délibération n°2019_218 du conseil communautaire du 19 décembre 2019 approuvant la prise de participation au capital de la société par actions simplifiée à capital variable « Landiset » portant le projet de parc éolien sur la commune de Saint-Ganton ;

VU les statuts en vigueur de la société, immatriculée au R.C.S. de Rennes, sous le n° 851 680 710 et identifiée à l'INSEE sous le n° SIRET 851 680 710 00015 ;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT les conditions de représentation au sein de la société ;

Sur ce rapport, le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner comme représentant de REDON Agglomération, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil de direction de la société :**
  - **M. Rémi BESLE en tant que titulaire,**
- **de désigner M. Rémi BESLE comme représentant au sein du collège « collectivités », avec voix délibérative ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°30_CC_2026_139_ PLESSEOL : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°30

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – SOCIETE DE DEVELOPPEMENT « SAS à capital variable PLESSEOLE» - DESIGNATION DES REPRESENTANTS

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable PLESSEOLE.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Créée en 2020, la société PLESSEOLE a pour objet de porter un projet de production d'énergies renouvelables, à savoir :

- Le développement, le financement, la construction, l'installation, l'exploitation, l'animation et le suivi d'exploitation technique du site de production d'énergiess renouvelables du parc éolien de Plessé ;
- La vente desdites énergies produites et des produits accessoires ;
- La promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergies, notamment dans le cadre de l'organisation de formations, séminaires, colloques, manifestations à destination de tous publics ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de la société et susceptibles de faciliter son développement.

REDON Agglomération est entrée au capital de la société en décembre 2019.

VU la délibération n°2019_219 du conseil communautaire du 19 décembre 2019 approuvant la prise de participation au capital de la société par actions simplifiée à capital variable « Plesséole », portant le projet de parc éolien sur la commune de Plessé ;

VU les statuts en vigueur de la société, immatriculée au R.C.S. de Saint-Nazaire, sous le n° 848 824 785 et identifiée à l'INSEE sous le n° SIRET 848 824 785 00010 ;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT les conditions de représentation au sein de la société ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner comme représentants de REDON Agglomération, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil de direction de la société :**
  - **M. Jean-Luc LEVESQUE, en tant que titulaire,**
  - **M. Aurélie MEZIERE, en tant que suppléante,**
- **de désigner M. Jean-Luc LEVESQUE comme représentant au sein du collège « collectivités », avec voix délibérative ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°31_CC_2026_140_ TESDAN LE VENT : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°31

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – SOCIETE « SAS TESDAN LE VENT » - DESIGNATION DES REPRESENTANTS

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable TESDAN le vent, suite au renouvellement de l'assemblée délibérante.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Créée en 2018, la société a pour objet :
- la production d'énergies renouvelables ;
- la construction, l'installation, l'exploitation, l'animation et le suivi d'exploitation technique et administratif de sites de production d'énergies renouvelables ;
- la vente desdites énergies ainsi que de tous matériels et accessoires destinés à la production d'énergie ;
- la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie notamment dans le cadre de l'organisation de formations, séminaires, colloques, manifestations à destination de tous publics ;
- la prise de participation sous toutes formes, soit par achat, souscription, apport, fusion, de tous biens et valeurs mobilières, dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, ainsi que la prise de contrôle sous toutes ses formes ;
- la gestion de ces divers investissements et participations et toutes opérations permettant le développement et le maintien de l'objet social ;

- l'animation effective des sociétés du groupe en participant à la conduite de la politique financière, commerciale, administrative et fiscale, et au contrôle des sociétés filiales ;
- et plus généralement, toutes opérations financières, techniques, mobilières ou immobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

REDON Agglomération est entrée au capital de la société en mars 2018.

VU la délibération n° 2018_043 du Conseil communautaire du 26 mars 2018 approuvant la prise de participation au capital de la société par actions simplifiée « Tesdan le Vent » portant le parc éolien sur la commune d'Avessac ;

VU les statuts en vigueur de la société, immatriculée au R.C.S. de Rennes, sous le n° 829 678 382 et identifiée à l'INSEE sous le n° SIRET 829 678 382 00013 ;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT les conditions de représentation au sein de la société ;

Monsieur le Président :
J'ai en titulaire, Jean-Luc LEVESQUE. Et il n'y a pas de suppléant.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Si je suis suppléant, je vais grandement rendre service à mon collègue Jean-Luc. Ça lui évitera de venir à chaque fois tout en étant représenté. Je veux bien être suppléant de Jean-Luc

Monsieur le Président :
D'accord, on note.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner comme représentants de REDON Agglomération, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil de direction de la société :**
  - **M. Jean-Luc LEVESQUE, en tant que titulaire,**
  - **M. Hubert DU PLESSIS, en tant que suppléant,**
- **de désigner M. Jean-Luc LEVESQUE comme représentant au sein du collège « acteurs de l'investissement territorial », avec voix délibérative ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°32_CC_2026_141_ FACEOLE : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°32

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – SOCIETE « FACEOLE » - DESIGNATION DES REPRESENTANTS

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable FACEOLE, suite au renouvellement de l'assemblée délibérante.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Créée en 2023, la société a pour objet de porter un projet de production d'énergies renouvelables, à savoir :

- Le développement, le financement, la construction, l'installation, l'exploitation, l'animation, la maintenance et le démantèlement d'un site de production d'énergies renouvelables sur les communes d'Avessac et de Fégréac ;
- La vente desdites énergies produites et des produits accessoires ;
- La promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergies, notamment dans le cadre de l'organisation de formations, séminaires, colloques, manifestations à destination de tous publics ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de la société et susceptibles de faciliter son développement.

REDON Agglomération est entrée au capital de la société en avril 2023.

VU la délibération n°2023_69 du conseil communautaire du 11 avrilL 2023 approuvant la prise de participation au capital de la société par actions simplifiée à capital variable « FACEOLE », portant le projet de parc éolien sur les communes d'Avessac et Fégréac ;

VU les statuts en vigueur de la société, immatriculée au R.C.S. de Saint-Nazaire, sous le n° 953430873 et identifiée à l'INSEE sous le n° SIRET 953 430 873 00018 ;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT les conditions de représentation au sein de la société ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner comme représentants de REDON Agglomération, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil de direction de la société :**
  - **M. Jean-Luc LEVESQUE, en tant que titulaire,**
  - **M. Jérôme RICORDEL, en tant que suppléant,**
- **de désigner M. Jean-Luc LEVESQUE comme représentant au sein du collège « collectivités », avec voix délibérative ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°33_CC_2026_142_ SolArz : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°33

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – SOCIETE « SOLARZ » - DESIGNATION DES REPRESENTANTS

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de la société SAS à capital variable SOLARZ, suite au renouvellement de l'assemblée délibérante.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Créée en 2025, la société SolArz est une Société par Actions Simplifiées (SAS) ayant pour objet social la production d'énergies renouvelables.

La SAS SolArz est une société citoyenne à gouvernance coopérative (1 actionnaire = 1 voix, quel que soit le nombre d'actions en sa possession) portée par des citoyens, des collectivités locales et des sociétés ou associations privées. Le système de répartition est pensé pour que les citoyen.nes restent au cœur des décisions de SolArz. Ainsi, le poids de chaque collège d'actionnaires dans les décisions est défini comme suit :

- 70% pour le collège des citoyen.nes ;
- 10% pour le collège des collectivités ;
- 20% pour le collège des autres acteurs et actrices.

L'objectif de cette société est de développer des outils de production d'énergie locale et de mettre à disposition cette énergie aux consommateurs du territoire, grâce à des boucles d'autoconsommation collective.

VU la délibération n°2026_33 du conseil communautaire du 02 mars 2026 approuvant la prise de participation au capital de la société par actions simplifiée à capital variable « SolArz »,

VU les statuts en vigueur de la société, immatriculée au R.C.S. de Rennes, sous le n° 942688565 et identifiée à l'INSEE sous le n° SIRET 942 688 565 00012 ;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT les conditions de représentation au sein de la société ;

Monsieur le Président :
Titulaire : Jean-Luc LEVESQUE. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui souhaite être suppléant ? Sinon on passe.

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Moi je veux bien

Monsieur le Président :
D'accord. On prend note de votre candidature M. HAIRAULT.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner comme représentants de REDON Agglomération, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil de direction de la société :**
  - **M. Jean-Luc LEVESQUE, en tant que titulaire,**
  - **M. Gaëtan HAIRAULT, en tant que suppléant,**
- **de désigner M. Jean-Luc LEVESQUE comme représentant au sein du collège « collectivités », avec voix délibérative ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°34_CC_2026_143_ Choco'BN : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°34

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – ASSOCIATION « CHoCoBN 44 » - DESIGNATION DES REPRESENTANTS

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON Agglomération au sein de l'association 'CHoCoBN 44", suite au renouvellement de l'assemblée délibérante.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

L'association Conservation de la Haie bOcagère, COllectif Bois Nord 44 (CHoCoBN 44) a pour objet d'organiser et de structurer la réémergence d'une filière bois bocage dans le département Loire-Atlantique, notamment sur sa partie nord. Elle vise la création d'une (ou plusieurs) sociétés ayant pour but la valorisation de la haie bocagère. Cette structure vise à maintenir des haies bocagères en bonne santé en incluant leur entretien et leur exploitation dans une filière locale et durable de valorisation économique. Cette filière permettra, également, la valorisation et la gestion durable des taillis, bosquets et petits boisements.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner M. Rémi BESLE comme représentant de REDON Agglomération, pour la durée du mandat en cours, au sein de l'association CHoCoBN 44**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°35_CC_2026_144_ Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 35 : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°35

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES 35 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en Ille-et-Vilaine.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) comprend, dans chaque département, les mesures destinées à permettre l'accès et le maintien dans un logement décent aux ménages éprouvant des difficultés particulières.

Entre autres choses, il définit les critères de constitution du contingent préfectoral, c'est-à-dire la liste des ménages prioritaires pour l'Etat dans l'accès au logement social. Les critères de priorité sont définis par l'article L411-1 du code de la construction et de l'habitation. Le PDALHPD décline l'application de ces critères en tenant compte du contexte local. L'Etat positionne ces ménages dans les logements sociaux qui lui sont réservés (25% des attributions). En Ille-et-Vilaine, le contingent préfectoral s'appelle Relogement Social Prioritaire (ou RSP), ce qui est synonyme.

Dans chaque département, l'accès à chaque contingent est indépendant. Ainsi par exemple, une personne reconnue victime de violences conjugales dans un des trois départements ne sera pas reconnue comme telle dans les deux autres, sauf à faire autant de dossiers que de département visé.

Dans le cadre de la conférence intercommunale du logement, les services de l'Etat travaillent avec l'agglomération à la simplification de l'accès au contingent préfectoral. Cependant, il est stratégique pour REDON Agglomération d'être représenté dans les trois comités responsables des trois PDALHPD, afin de porter ces enjeux d'accès au droit.

La délibération CC_2026_73 du 27 avril 2026 désigne Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, comme représentant de REDON Agglomération auprès du comité responsable du PDALHPD du Morbihan et Gilles HAUROGNE comme suppléant. Il convient d'étendre cette représentation aux deux autres départements. Afin de l'assister dans ce travail de représentation, il pourra s'appuyer sur des suppléants.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner les représentants de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées d'Ille et Vilaine	
Thierry POULAIN	Joël CRUBLET

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°36_CC_2026_145_ Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 44 : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°36

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES 44 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en Loire-Atlantique.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) comprend, dans chaque département, les mesures destinées à permettre l'accès et le maintien dans un logement décent aux ménages éprouvant des difficultés particulières.

Entre autres choses, il définit les critères de constitution du contingent préfectoral, c'est-à-dire la liste des ménages prioritaires pour l'Etat dans l'accès au logement social. Les critères de priorité sont définis par l'article L411-1 du code de la construction et de l'habitation. Le PDALHPD décline l'application de ces critères en tenant compte du contexte local. L'Etat positionne ces ménages dans les logements sociaux qui lui sont réservés (25% des attributions).

Dans chaque département, l'accès à chaque contingent est indépendant. Ainsi par exemple, une personne reconnue victime de violences conjugales dans un des trois départements ne sera pas reconnue comme telle dans les deux autres, sauf à faire autant de dossiers que de département visé.

Dans le cadre de la conférence intercommunale du logement, les services de l'Etat travaillent avec l'agglomération à la simplification de l'accès au contingent préfectoral. Cependant, il est stratégique pour REDON Agglomération d'être représenté dans les trois comités responsables des trois PDALHPD, afin de porter ces enjeux d'accès au droit.

La délibération CC_2026_73 du 27 avril 2026 désigne Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, comme représentant de REDON Agglomération auprès du comité responsable du PDALHPD du Morbihan et Gilles HAUROGNE comme suppléant. Il convient d'étendre cette représentation aux deux autres départements. Afin de l'assister dans ce travail de représentation, il pourra s'appuyer sur des suppléants.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de désigner les représentants de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées de Loire Atlantique	
Thierry POULAIN	Rémi BESLE

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°37_CC_2026_146_ Comités régionaux de l'habitat et de l'hébergement Bretagne : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°37

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – COMITES REGIONAUX DE L'HABITAT ET DE L'HEBERGEMENT BRETAGNE : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Comités régional de l'habitat et de l'hébergement Bretagne.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

La programmation annuelle du logement social s'organise au niveau de chaque région, dans le cadre du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement, appelé CRHH en Bretagne. Présidé par le préfet de région (coprésidé en Bretagne par le président du club Décentralisation et Habitat), il se réunit en plénière deux fois par an et rassemble les collectivités compétentes, les bailleurs, divers professionnels et associations en lien avec le logement et l'hébergement.

REDON Agglomération siège au CRHH de Bretagne. Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, est proposé pour représenter REDON Agglomération auprès de ces deux instances. Afin de l'assister dans ce travail de représentation, il pourra s'appuyer sur des suppléants.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la représentation de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement de Bretagne	
Thierry POULAIN	Joël CRUBLET

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°38_CC_2026_147_ Comités régionaux de l'habitat et de l'hébergement Pays de la Loire : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°38

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – COMITES REGIONAUX DE L'HABITAT ET DE L'HEBERGEMENT PAYS DE LA LOIRE : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au Comités régional de l'habitat et de l'hébergement Pays de la Loire.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

La programmation annuelle du logement social s'organise au niveau de chaque région, dans le cadre du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement, appelé CR2H en Pays de la Loire. Présidé par le préfet de région, il se réunit en plénière deux fois par an et rassemble les collectivités compétentes, les bailleurs, divers professionnels et associations en lien avec le logement et l'hébergement.

REDON Agglomération ne siège pas au CR2H des Pays de la Loire. Considérant qu'un tiers du territoire dépend de décisions prises dans le cadre du CR2H des Pays de la Loire, REDON Agglomération souhaite y siéger également.

Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, est proposé pour représenter REDON Agglomération auprès de ces deux instances. Afin de l'assister dans ce travail de représentation, il pourra s'appuyer sur des suppléants :

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la représentation de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Pays de la Loire	
Thierry POULAIN	Hubert DU PLESSIS

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°39_CC_2026_148_ Club Décentralisation et Habitat : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°39

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – CLUB DECENTRALISATION ET HABITAT : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au club Décentralisation et Habitat.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Le club Décentralisation & Habitat est une association loi 1901 qui rassemble, sur la Bretagne exclusivement, une vingtaine d'intercommunalités adhérentes, les conseils départementaux et régional, les bailleurs sociaux et la Banque des Territoires. Il est une instance d'échange et de partage autant que lobbying auprès de l'Etat. Son président assure la co-présidence du CRHH de Bretagne.

Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, est proposé pour représenter REDON Agglomération auprès de cette association.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Monsieur le Président :
Il faut que nous identifiions bien ces sujets puisque quand il peut y avoir des sujets de répartition ou de besoin de logements locatifs sociaux dans les communes, ce sont ces instances qui délibèrent et c'est là qu'on rencontre les partenaires. Donc il faut qu'on identifie bien Thierry, naturellement, mais Joël et Hubert pour les autres départements

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la représentation de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
Club Décentralisation et Habitat	
Thierry POULAIN	Joël CRUBLET

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°40_CC_2026_149_ Créha Ouest : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°40

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – CREHA OUEST : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération à Créha Ouest.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Le Créha Ouest est une association composée des bailleurs sociaux, collectivités territoriales, services de l'Etat, Action Logement… dont l'objet est de gérer et animer les fichiers départementaux de la demande locative sociale en Bretagne et Pays de la Loire. Les activités du Créha Ouest sont stratégiques pour un territoire à cheval sur trois départements comme REDON Agglomération. Le Créha Ouest est notamment dans les instances nationales qui visent à instaurer le numéro unique national d'identification des dossiers (prévu pour 2027, plus raisonnablement 2028).

Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, représente REDON Agglomération auprès de cette association.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Monsieur le Président :
Pour votre information, nous avons une difficulté sur le territoire, puisqu'un habitant de Redon qui veut faire une demande de logement locatif social en 56 ou en 44, en théorie, il faut qu'il fasse trois dossiers. Ce qui est purement et simplement insupportable.
Donc Thierry, et quelqu'un veut suppléer ?

Monsieur Thierry POULAIN :
Effectivement, j'ai une demande d'Adélaïde à Redon, qui pourrait faire avec moi.

Madame Adélaïde MONTAGUT :
Je propose ma candidature parce que moi je suis élue à la mairie de Redon, déléguée à l'insertion et à la lutte contre le mal logement et je travaille avec le CCAS sur ce numéro unique. Ça pourrait être intéressant de participer à Créha Ouest.

Monsieur le Président :
Madame MONTAGUT. Merci.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les représentations de REDON Agglomération suivantes :**

Titulaire	Suppléant
Créha Ouest	
Thierry POULAIN	Adélaïde MONTAGUT

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°41_CC_2026_150_ Aiguillon Construction : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°41

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – AIGUILLON CONSTRUCTION : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération à Aiguillon Construction.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Par délibération CC_2026_35 du Conseil communautaire du 02 mars 2026, REDON Agglomération est entrée au capital du bailleur social Aiguillon Construction, filiale d'Arcad Vyv (groupe Vyv). Il est proposé de désigner comme représentant de REDON Agglomération un titulaire et un suppléant, élus d'une commune dans laquelle ce bailleur est implanté.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les représentations suivantes de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
Aiguillon Construction	
Thierry POULAIN	Gaëtan HAIRAULT

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°42_CC_2026_151_ GIP AGV 35 : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°42

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT – GIP AGV 35 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet de désigner la représentation de REDON Agglomération au GIP AGV 35.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

Le GIP AGV 35 rassemble l'État, le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, la Caisse d'allocations familiales de l'Ille-et-Vilaine, et 18 intercommunalités dont REDON Agglomération. Il est l'outil de mise en œuvre du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGDV) d'Ille-et-Vilaine dont l'objectif général est de faciliter l'intégration sur le territoire des familles dont l'habitat principal est la caravane. AGV 35 intervient sur l'ensemble du territoire de REDON Agglomération, qui est lui-même intégralement couvert par le SDAHGDV d'Ille-et-Vilaine.

Monsieur Thierry POULAIN, Vice-président à l'habitat, représente REDON Agglomération auprès de ce groupement.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver les représentations suivantes de REDON Agglomération :**

Titulaire	Suppléant
GIP AGV 35	
Thierry POULAIN	Franck HERSEMEULE

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

5. SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE

- **Délibération n°43_CC_2026_152_ Groupement Culturel Breton : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°43

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CULTURE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU GROUPEMENT CULTUREL BRETON DES PAYS DE VILAINE

La présente délibération a pour objet de désigner des représentants de REDON Agglomération au Groupement Culturel Breton des Pays de Vilaine

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Le Groupement Culturel Breton des Pays de Vilaine (GCBPV) a pour mission de collecter, sauvegarder, transmettre et valoriser le patrimoine culturel. L'association existe depuis 1975.
Objectifs opérationnels actuels :

- Développer la transmission de la musique traditionnelle (école de musique, stages) ;
- Proposer des animations mettant en valeur le territoire (notamment via la Bogue d'Or) ;
- Accompagner le développement d'un Centre-Ressources (archives sonores, photographiques).

L'association dispose d'un conventionnement avec REDON Agglomération qui lui permet de travailler sur ces objectifs, en particulier l'enseignement musical et l'organisation annuelle du festival La Bogue d'Or fin octobre.

REDON Agglomération est invitée aux réunions régulières des instances du Groupement Culturel Breton.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de valider les représentations suivantes de REDON Agglomération au Groupement Culturel Breton des Pays de Vilaine :**

Représentant 1	Représentant 2
COUTANT Florent	BARATHON Isabelle

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°44_CC_2026_153_ Les Amis Canal : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°44

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CULTURE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION LES AMIS DU CANAL (THEATRE DU PAYS DE REDON)

La présente délibération a pour objet de désigner des représentants de REDON Agglomération au sein de Conseil d'Administration de l'association Les Amis du Canal.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Le Canal Théâtre du Pays de Redon est l'outil de diffusion culturelle de REDON Agglomération ; labellisé « scène nationale » pour le théâtre, il propose une programmation variée tout au long de la saison culturelle. Il accueille aussi des artistes en résidence et encourage la création artistique.

Pour l'élaboration et la mise en place de ces programmes, il est soutenu par un réseau de bénévoles, actifs et motivés, qui dialoguent chaque année avec les instances de REDON Agglomération et la Direction du Théâtre, quant à l'évolution du projet et de ses missions : concevoir, mettre en oeuvre et soutenir la programmation artistique professionnelle et pluridisciplinaire du Théâtre du Pays de Redon.

Deux représentants de REDON Agglomération sont invités à s'associer à ces travaux.

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

Monsieur le Président :
Il y a presque 30 bénévoles qui font un super boulot de médiation, de tenue du bar, etc. Ils sont très très actifs.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de valider les représentations suivantes de REDON Agglomération au sein du Conseil d'Administration de l'association Les Amis du Canal :**

Titulaires	Suppléants
COUTANT Florent	DEBRAY Nicolas
LE FOL Yoann	LE BOTERFF Pierrick

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°45_CC_2026_154_ Interclic 44 : Désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°45

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

FAMILLE AUTONOMIE SANTE - INTERCLIC 44 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE REDON AGGLOMERATION

Annexe : Statuts de l'Association

La présente délibération a pour objet de désigner les représentants de REDON AGGLOMERATION pour siéger au sein de l'Association INTERCLIC 44

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Crée en 2015, l'association INTERCLIC 44 regroupe les CLIC intervenant en Loire-Atlantique. Elle a pour objet de :

- Promouvoir la coordination gérontologique,
- Fédérer les CLIC autour de projets communs,
- Représenter les CLIC auprès des partenaires institutionnels et financeurs,
- Coordonner les actions des organismes y adhérant,
- Promouvoir la mutualisation des moyens,
- Favoriser les relations avec les partenaires sociaux, médicaux et paramédicaux,
- Porter des manifestations en lien avec le sujet.

Le conseil d'administration est composé de 2 collèges :

- Un collège d'administrateurs des CLIC (chaque CLIC désigne un titulaire et un suppléant)
- Un collège des coordinateurs de CLIC.

VU les statuts de l'Association INTERCLIC 44;

CONSIDERANT le renouvellement des instances communautaires de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT la nécessité de désigner de nouveaux représentants de REDON Agglomération au sein de l'Association INTERCLIC 44 de nommer un titulaire et un suppléant ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de nommer, représentants de REDON Agglomération au sein de l'Association InterCLIC 44 :**
  - **Titulaire : Rose-Line PREVERT**
  - **Suppléant : Dominique RENOU-COLMONT**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

6. AMENAGEMENT DURABLE

- **Délibération n°46_CC_2026_155_ Approbation révision allégée du PLU de Pipriac**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°46

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - APPROBATION DE LA REVISION ALLEGEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE PIPRIAC.

Annexes :

- *Notice de présentation*
- *Avis conforme de la MRAe*
- *Avis des Personnes Publiques Associés*
- *Rapport et conclusions de la commissaire-enquêtrice*
- *Tableau de synthèse des modifications effectuées*

La présente délibération a pour objet l'approbation de la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Pipriac, relative à la création d'un secteur de taille et de capacité limitée (STECAL) au lieu-dit de la Perdrilais.

Rapport de Monsieur Pascal DUCHENE, Vice-président,

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pipriac actuellement en vigueur a été approuvé le 12 février 2010. Il a connu 10 évolutions depuis son approbation, avec comme dernière évolution, une modification simplifiée n°5 approuvée le 27/01/2025 par la délibération CC_2025_06.

Une procédure de révision allégée n° 1 de ce PLU a été engagée en date du 28 avril 2025 par la délibération CC_2025_72.

Cette procédure est régie par l'article L. 153-34 du code de l'urbanisme. Elle a pour objet la création d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitée, au lieu-dit de la Perdrilais, pour permettre la construction d'une salle de réception d'une capacité d'accueil de 200 personnes.
Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le projet de procédure de révision allégée n°1 du PLU a été transmis pour avis à la CDPENAF le 22 juillet 2025, qui émet un avis simple favorable le 09 septembre 2025.

L'ensemble de la procédure a également été transmise pour avis conforme à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Bretagne le 28 avril 2025, au titre d'un examen au cas par cas (examen au cas par cas dit "ad hoc").

Par l'intermédiaire de l'information n°2025-012556 du 12 septembre 2025, la MRAe de Bretagne a émis un avis conforme dispensant de réaliser une évaluation environnementale pour la révision allégée n°1 PLU de Pipriac, dans la mesure où le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine. Cependant, la MRAe recommande de :

- Mettre en cohérence le règlement écrit dédié à la zone Aa avec le projet d'agrandissement de la salle de réception du Manoir de la Perdrilais ;
- Limiter, au sein du règlement écrit, les surfaces dédiées au stationnement des véhicules, afin de réduire l'imperméabilisation des sols.

En application de l'article L. 153-34 du code de l'urbanisme, les dispositions proposées par REDON Agglomération ont fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, le 27 novembre 2025. Au vu de la non-présence des personnes publiques associées lors de cet examen conjoint, aucune observation n'a pu être recueillie, et aucun procès-verbal n'a été rédigé.

Cependant, la Chambre d'Agriculture s'est tout de même prononcée sur le projet de création d'un STECAL et a rendu par courrier un avis favorable sous réserve de limiter l'emprise au sol des extensions dans le règlement littéral du PLU. La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Morbihan et le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine ont aussi rendu un avis favorable sans réserve par courrier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-19 à L. 153-20 du code de l'urbanisme, la révision allégée n°1 du PLU a ensuite fait l'objet d'une enquête publique, prescrite par arrêté du Président de REDON Agglomération en date du 15 décembre 2025. L'enquête publique s'est déroulée du 15 janvier au 30 janvier 2026 inclus.

Pendant la durée de l'enquête publique, trois observations ont été recueillies sur le registre relatif à la révision allégée n°1 du PLU. Deux de ces observations sont émises par des riverains du domaine, qui font part de nuisances sonores perçues lors de réceptions sous le barnum. Le projet permet de diminuer ces mêmes nuisances. De même, aucun courrier n'a été adressé à la commissaire-enquêtrice, à l'exception d'un courriel transmis après la fin de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, la commissaire-enquêtrice a transmis son procès-verbal de synthèse à REDON Agglomération le 04 février 2026. Le procès-verbal comporte :

- Les observations émises par le public lors de l'enquête publique ;
- Les observations émises par la commissaire-enquêtrice, auxquelles REDON Agglomération a répondu dans son mémoire en réponse, transmis à la commissaire le 19 février 2026.

La commissaire-enquêtrice remet son rapport et ses conclusions motivées au Président de REDON Agglomération le 02 mars 2026. Elle émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des demandes d'amélioration explicitées dans le paragraphe 4.4 de son rapport d'enquête, à la révision allégée n°1 du PLU de Pipriac.

Les pièces du dossier de révision allégée n°1 du PLU ont été modifiées afin de prendre en considération les demandes de la Chambre d'Agriculture du Morbihan et les observations de la commissaire-enquêtrice. Ces modifications figurent dans le tableau de synthèse et le rapport de présentation annexés à la délibération.

REDON Agglomération étant devenue compétente en matière de documents d'urbanisme aux termes d'un arrêté inter-préfectoral du 6 novembre 2023, rectifié le 8 décembre 2023, il appartient donc au Conseil communautaire de valider ces modifications et d'approuver la révision allégée n°1 du PLU de Pipriac.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5-II ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L. 153-34 relatif à la révision allégée, ainsi que les articles R. 104-33 à R. 104-37 relatifs à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ;

VU le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de REDON Agglomération approuvé par le Conseil communautaire le 14 décembre 2010, révisé le 13 décembre 2016 et le 26 janvier 2026 ;

VU la délibération CC_2023_106 du Conseil communautaire en date du 26 juin 2023 sollicitant le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ;

VU l'arrêté préfectoral n°35-2023-11-06-00003 en date du 6 novembre 2023 et rectifié le 8 décembre 2023 modifiant les statuts de REDON Agglomération ;

VU le PLU de Pipriac approuvé le 12/02/2010 et les 10 évolutions depuis son approbation, avec comme dernière évolution, une modification simplifiée n°5 approuvée par le Conseil communautaire le 27/01/2025 ;

VU l'information n°2025-012556 du 12 septembre 2025, de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) de Bretagne, confirmant l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la révision allégée n°1 du PLU de Pipriac ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture et des autres personnes publiques associées, auxquels la révision du PLU a été notifiée en application de l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté du Président de REDON Agglomération n° 2025-679 du 15 décembre 2025 prescrivant l'enquête publique relative à la révision allégée n°1 du PLU de Pipriac ;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 janvier au 30 janvier 2026 inclus ;

VU le procès-verbal de synthèse transmis par la commissaire-enquêtrice le 04 février 2026 ;

VU le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable sous réserve de la commissaire enquêtrice en date du 2 mars 2026 ;

CONSIDERANT que les recommandations de la MRAe, la demande de la Chambre d'Agriculture et les observations de la commissaire-enquêtrice ont été prises en compte dans le dossier révision allégée n°1 du PLU de Pipriac ; comme figurant dans le tableau de synthèse annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT qu'il s'agit de modifications mineures qui ne remettent pas en cause l'économie générale du projet soumis à l'enquête publique ;

CONSIDERANT que le dossier révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Pipriac, tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire, est complet, permettant son approbation ;

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Mon intervention est plus d'ordre général. Il semble que maintenant toute demande de modification soit devenue impossible du fait de la charge de travail liée au PLUi. Puisque nous avons demandé, nous, la mise à l'annexe de l'inventaire des haies et il nous a été répondu que ce n'était plus possible. Ce qui fait qu'on se retrouve avec un document qui n'a aucune utilité et qui ne pourra être pris en compte qu'avec l'arrivée du nouveau PLUi en 2028. J'imagine d'ici là les dégâts qui peuvent se faire. Non pas des dégâts, mais certaines personnes qui pourraient profiter de cette période de carence pour faire ce qu'ils ont à faire ou ce qu'ils estiment devoir faire.

On avait également deux sujets sur des panneaux photovoltaïques au sol. Et c'est là que je suis un peu révolté contre les services de l'État qui nous ont invités à l'époque à inscrire, à définir, des zones d'accélération des énergies renouvelables, et aujourd'hui on ne peut pas mettre de panneaux solaires sur ces terrains-là que nous avions pourtant défini comme zones à développer prioritairement parce que ça nécessite une modification du PLU. Je suis un peu inquiet. Alors j'ai bien compris qu'il y avait une surcharge de travail au niveau de REDON Agglomération avec le PLUi, mais ça veut dire que d'ici fin 2028, nous ne pourrons plus faire évoluer nos PLU.

Monsieur le Président :
Selon la nécessité, il y a des évolutions de PLU qui sont possibles via la procédure de déclaration de projet. Après j'entends sur l'inventaire bocager, j'entends sur le sujet du photovoltaïque. Selon la nécessité et l'urgence ressentie, on peut peut-être regarder les sujets, mais aujourd'hui il est évident qu'avec un PLUi en 2028, il faut qu'on rationalise tout ça. Ce que je propose, c'est que s'il y a des communes pour qui sur des sujets spécifiques, la question du photovoltaïque ou de l'agri voltaïsme est une question extrêmement sensible, ça peut être regardé et on verra dans quel ordre de priorité ça peut être traité par le service.

Monsieur Pascal DUCHENE :
J'ajouterai qu'il nous faut aussi un service proportionné aux besoins. C'était le sujet du 9 juin dernier, du moins en matinée. Et avant de présenter les choses, probablement au Bureau des maires, j'ai l'accord de mes collègues pour précisément proportionner le service à hauteur des besoins que les communes peuvent exprimer, comme tu viens de le faire mon cher Hubert. Je rappellerais par ailleurs que certaines communes ont des documents d'urbanisme des PLU assez anciens. On parle pour certains de plus de 20 ans. De sorte que les modifications qu'il faut apporter compliquent l'instruction des dossiers, d'où ce travail de révision qui prend du temps. On essaie de faire, enfin on, je le prends aussi pour moi et pour les services qui sont les miens, si vous me permettez l'expression. Il n'y a pas de chômage sur le PLUi, le PLU, les propositions de sursis à statuer et autres projets instruits au mieux que possible. J'ai entendu Hubert. Je vais voir ce qu'il en est du dossier que tu mentionnes en particulier.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Nous la priorité c'est l'inventaire des haies, les panneaux photovoltaïques au sol ce sont des sociétés privées. Il y a, je dirais, moins d'urgence.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la révision allégée n°1 du PLU de Pipriac, telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

La présente délibération sera exécutoire :

- **à la date de réception de la délibération et du dossier annexé en Préfecture ;**
- **après l'accomplissement des mesures de publicité décrites ci-dessous ;**
- **après publication de la modification du PLU sur le Géoportail de l'urbanisme mentionné à l'article L. 133-1 du code de l'urbanisme, en application des articles L. 153-23 et R. 153-22 du même code.**

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et suivants du code de l'urbanisme :

- **d'un affichage au siège de REDON Agglomération et en mairie de Pipriac durant un mois ;**
- **d'une mention dans un journal diffusé dans le département ;**
- **d'une publication au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération.**

Le Plan Local d'Urbanisme mis en compatibilité, devenu exécutoire, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Pipriac et à REDON Agglomération aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de la commune et de l'intercommunalité.

- **Délibération n°47_CC_2026_156_ Prescription de la modification n°2 du PLU de Saint-Vincent-sur-Oust**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°47

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-VINCENT-SUR-OUST

La présente délibération a pour objet de prescrire la modification n°2 du PLU de la Commune de Saint-Vincent-sur-Oust relative à la rectification d'erreurs matérielles et à l'adaptation du règlement littéral.

Rapport de Monsieur Pascal DUCHENE, Vice-président,

La commune de Saint-Vincent-sur-Oust a approuvée son Plan Local d'Urbanisme par délibération du conseil communal le 12/07/2004.

La présente modification a pour objets :
- La rectification d'erreurs matérielles ;
- La reformulation de l'article 11 relatif à « l'aspect extérieur des constructions et aménagement de leur abords ». Son actuelle rédaction est imprécise et laisse place à l'interprétation personnelle. Sa reformulation a pour but de simplifier l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme sur la commune de Saint-Vincent-sur-Oust.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5-II, selon lequel la communauté d'agglomération est compétente de plein droit « en matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale (...) » ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 à L. 153- 44 ;

VU la délibération du Conseil municipal de Saint-Vincent-sur-Oust en date du 12 juillet 2004 approuvant le PLU ;

VU la délibération CC_2023_106 du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2023 sollicitant le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ;

VU l'arrêté préfectoral n°35-2023-11-06-00003 en date du 6 novembre 2023 et rectifié le 8 décembre 2023 modifiant les statuts de REDON Agglomération ;

VU le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de REDON Agglomération approuvé le 26 janvier 2026 ;

CONSIDERANT qu'en application des articles L. 153-36 et L. 153-37 du Code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) peut faire l'objet d'une modification lorsque que l'Établissement Public de Coopération Intercommunale décide de modifier le règlement littéral du PLU ;

CONSIDERANT qu'en intervenant uniquement sur la rectification d'erreurs matérielles, et une reformulation ponctuelle du règlement littéral, la présente modification respecte le champ d'application déterminé par le Code de l'urbanisme pour les procédures de modification, conserve l'économie générale du projet en termes de zonage, de consommation d'espaces et d'équipements ;

CONSIDERANT que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- Porter atteinte aux orientations du projet d'aménagement et développement durables ;
- Réduire une espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- Conduire à une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification du PLU de Saint-Vincent-sur-Oust sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées visées aux articles L 132-7-et L 132-9 du Code de l'urbanisme, avant sa mise à disposition du public ou la participation par voie électronique ou l'enquête publique ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-41-I du Code de l'urbanisme, le président de REDON Agglomération choisit les modalités d'information du public sur le projet de modification, qui peut :

- Être mis à disposition du public, à condition qu'il ne soit pas soumis à évaluation environnementale ;
- Être soumis à participation du public par voie électronique ;
- Être soumis à enquête publique.

CONSIDERANT que les modalités d'information du public seront définies par arrêté lorsque la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale aura statué sur la nécessité ou l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 153-41-II du Code de l'urbanisme, à l'issue de la mise à disposition ou de la participation par voie électronique ou de l'enquête publique, il en sera présenté le bilan devant le conseil communautaire, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de prescrire la modification n°2 du PLU relative à la modification du règlement littéral et à la rectification d'erreurs matérielles conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme ;**
- **de définir les modalités de concertation du public par arrêté une fois que la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale aura rendu sa décision sur la nécessité ou l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;**
- **d'afficher la présente délibération en mairie de Saint-Vincent-sur-Oust, ainsi qu'au siège de REDON Agglomération pendant un mois ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°48_CC_2026_157_ Prescription de la modification n°2 du PLU de Guémené-Penfao**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°48

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE GUEMENE-PENFAO

La présente délibération a pour objet de prescrire la modification n°2 du PLU de la Commune de Guémené-Penfao relative à l'adaptation du règlement littéral et la rectification d'erreurs matérielles.

Rapport de Monsieur Pascal DUCHENE, Vice-président,

La commune de Guémené-Penfao a approuvé le 18 septembre 2013 son Plan Local d'Urbanisme (PLU), modifié le 12 février 2014.

La modification du PLU à pour objets :

- La correction d'erreurs matérielles identifiées sur le plan graphique du PLU, afin d'aligner les zonages avec leur usage réel et correspondant ;
- La modification d règlement écrit du PLU pour résoudre les difficultés d'interprétation, combler les imprécisions et corriger les incohérences qui posent problème dans la pratique.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5-II, selon lequel la communauté d'agglomération est compétente de plein droit « en matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale (...) » ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 à L. 153- 44 ;

VU la délibération du conseil municipal de Guémené-Penfao en date du 18 septembre 2013 approuvant le PLU, modifié le 12 février 2014 ;

VU la délibération CC_2023_106 du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2023 sollicitant le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ;

VU l'arrêté préfectoral n°35-2023-11-06-00003 en date du 6 novembre 2023 et rectifié le 8 décembre 2023 modifiant les statuts de REDON Agglomération ;

VU le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de REDON Agglomération approuvé le 26 janvier 2026 ;

CONSIDERANT qu'en application des articles L. 153-36 et L. 153-37 du Code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) peut faire l'objet d'une modification lorsque que l'Établissement Public de Coopération Intercommunale décide de modifier les règlements littéral et graphique du PLU ;

CONSIDERANT qu'en intervenant uniquement sur les modifications ponctuelles du zonage et du règlement, la présente modification respecte le champ d'application déterminé par le Code de l'urbanisme pour les procédures de modification, conserve l'économie générale du projet en termes de zonage, de consommation d'espaces et d'équipements ;

CONSIDERANT que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- porter atteinte aux orientations du projet d'aménagement et développement durables ;
- réduire une espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- conduire à une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification du PLU de Guémené-Penfao sera notifié au Préfet, aux personnes publiques associées visées aux articles L 132-7-et L 132-9 du Code de l'urbanisme, avant sa mise à disposition du public ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-41-I du Code de l'urbanisme, le président de REDON Agglomération choisit les modalités d'information du public sur le projet de modification, qui peut :

- Être mis à disposition du public, à condition qu'il ne soit pas soumis à évaluation environnementale ;
- Être soumis à participation du public par voie électronique ;
- Être soumis à enquête publique.

CONSIDERANT que les modalités d'information du public seront définies par arrêté lorsque la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale aura statué sur la nécessité ou l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 153-41-II du Code de l'urbanisme, à l'issue de la mise à disposition ou de la participation par voie électronique ou de l'enquête publique, il en sera présenté le bilan devant le conseil communautaire, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de prescrire la modification n°2 du PLU relative à la modification du règlement littéral et du règlement graphique conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme ;**
- **de définir les modalités de concertation du public par arrêté une fois que la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale aura rendu sa décision sur la nécessité ou l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;**
- **d'afficher la présente délibération en mairie de Guémené-Penfao, ainsi qu'au siège de REDON Agglomération pendant un mois ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°49_CC_2026_158_ Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Nicolas-de-Redon**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°49

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	52
Contre	0
Abstention	2

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Abstentions : Léa TERRAUBE et Gaëtan HAIRAULT, délégués de Redon

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-NICOLAS-DE-REDON

La présente délibération a pour objet de prescrire la modification n°4 du PLU de la Commune de Saint-Nicolas-de-Redon relative à l'adaptation des règlements littéral et graphique.

Rapport de Monsieur Pascal DUCHENE, Vice-président,

La commune de Saint-Nicolas-de-Redon a approuvé le 11 juillet 2013 son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La modification du PLU a pour objet l'évolution du règlement littéral et graphique du Plan Local de l'Urbanisme de la commune de Saint-Nicolas-de-Redon, pour créer une zone nouvelle zone « Ufd », relative à l'implantation d'un drive dans la zone d'activités des Bauches. Elle permettra d'autoriser à terme la destination « commerce et activités de service » comprenant la sous-destination « artisanat et commerce de détails ».

La sous-destination « artisanat et commerce de détail » recouvre les constructions destinées aux activités artisanales de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, les constructions commerciales avec surface de vente destinées à la présentation ou à l'exposition de biens et de marchandises proposées à la vente au détail à une clientèle, ainsi que les locaux dans lesquels sont exclusivement retirés par les clients les produits stockés commandés par voie télématique.

Elle recouvre d'une part « les constructions commerciales avec surface de vente destinées à la présentation ou à l'exposition de biens et de marchandises proposées à la vente au détail à une clientèle », c'est-à-dire tous les commerces de détail, notamment les épiceries, les supermarchés, les hypermarchés. Elle recouvre également « les locaux dans lesquels sont exclusivement retirés par les clients les produits stockés commandés par voie télématique ». Il s'agit là principalement des « drives » organisés pour l'accès en automobile ou pour l'accès piéton : « drives piétons ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5-I, selon lequel la communauté d'agglomération est compétente de plein droit « en matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale (...) » ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 à L. 153- 44 ;

VU la délibération du conseil municipal de Saint-Nicolas-de-Redon en date du 11 juillet 2013 approuvant le PLU ;

VU la délibération n°14_CC_2023_106 du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2023 sollicitant le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ;

VU l'arrêté préfectoral n°35-2023-11-06-00003 en date du 6 novembre 2023 et rectifié le 8 décembre 2023 modifiant les statuts de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT qu'en application des articles L. 153-36 et L. 153-37 du Code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) peut faire l'objet d'une modification lorsque que l'Établissement Public de Coopération Intercommunale décide de modifier les règlements littéral et graphique du PLU ;

CONSIDERANT qu'en intervenant uniquement sur les règlements graphique et littéral pour la création d'un sous-zonage, la présente modification respecte le champ d'application déterminé par le Code de l'urbanisme pour les procédures de modification, conserve l'économie générale du projet en termes de zonage, de consommation d'espaces et d'équipements ;

CONSIDERANT que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- porter atteinte aux orientations du projet d'aménagement et développement durables ;
- réduire une espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- conduire à une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

CONSIDERANT l'objectif 5.5 du DOO du SCoT de REDON Agglomération, approuvé le 26 janvier 2026, qui permet aux « drives » de s'implanter en zones d'activités économiques de façon adaptée et ciblée, et qui interdit au PLU d'autoriser ce type d'activité sur l'ensemble d'une zone d'activité économique ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification du PLU de Saint-Nicolas-de-Redon sera notifié au Préfet, aux personnes publiques associées visées aux articles L 132-7-et L 132-9 du Code de l'urbanisme, avant sa mise à disposition du public ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-41-I du Code de l'urbanisme, le président de REDON Agglomération choisit les modalités d'information du public sur le projet de modification, qui peut, soit :

- Être mis à disposition du public, à condition qu'il ne soit pas soumis à évaluation environnementale ;
- Être soumis à participation du public par voie électronique ;
- Être soumis à enquête publique.

CONSIDERANT que les modalités d'information du public seront définies par arrêté lorsque la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale aura statué sur la nécessité ou l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 153-41-II du Code de l'urbanisme, à l'issue de la mise à disposition ou de la participation par voie électronique ou de l'enquête publique, il en sera présenté le bilan devant le conseil communautaire, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Je voudrais revenir sur le sujet du Leclerc qui était aussi le sujet du communiqué de presse qui nous a été diffusé. Simplement pour dire qu'on va s'abstenir parce qu'on trouve que les modifications qui ont été faites dans le SCoT et le PLU ont été faites un peu, on va dire dans la précipitation pour les besoins du Leclerc et pour les besoins de maintenir aussi les emplois sur la commune de Saint-Nicolas-de-Redon. Ce qu'on comprend tout à fait, mais on trouve qu'il manque quand même une étude d'impact sur le centre-ville de Redon, et aussi un projet pour les entreprises qui se situent en zone inondable sur d'autres communes. Il serait pertinent de sortir du cas particulier du Leclerc pour avoir une vue un peu plus générale.

Monsieur le Président :
Alors ça va être l'occasion d'évoquer le sujet. Le communiqué de presse est un communiqué commun entre les services de l'Etat, les communes de REDON Agglomération et également les porteurs de projet. L'histoire n'est pas définitivement écrite et ça ne vous aura pas échappé, mais dans le communiqué de presse, il est bien prévu qu'il y ait une étude d'impact commerciale qui soit réalisée pour mesurer un certain nombre de choses. D'une manière générale, c'est l'impact sur le commerce périphérique, que ce soit du centre-ville de Redon ou d'ailleurs, puisqu'un hypermarché, quand il se déplace et s'il augmente son chiffre d'affaires de 20 %, le potentiel commercial de la zone de chalandise n'augmentera pas de 20 %. Et donc ça veut dire que ce potentiel sera récupéré sur d'autres formes de commerces. Donc cette étude d'impact, elle est indispensable et sera conduite. L'étude hydraulique a été réalisée. Et ensuite comme cela a été dit, nous ne sommes pas non plus, Collectivité locale et Etat, dans la posture d'empêcher un projet de se faire, avec toutes les réserves que j'ai pu évoquer.
Et c'est au porteur de projet de prendre ces risques et d'assurer aussi le sujet de la renaturation, qui est un très gros sujet parce que l'on va parler en millions d'euros, et le chiffre sera sans doute entre 5 et 10 millions d'euros de renaturation selon les exigences, puisque si nous consommons en extérieur de St-Nicolas-de-Redon, c'est à dire en périphérie, nous consommons, admettons, huit hectares. Eh bien, il faut renaturer huit hectares selon les règles précises définies par l'Etat, de manière à ce que la consommation foncière en excédant au déficit, ce soit neutre. Maintenant, le sujet est devant nous, on en reparlera certainement en Conseil communautaire et puis en Comité de pilotage avec toutes les études qui vont bien, puisque à un moment donné, ce que l'on a souhaité aussi avec Monsieur le Maire de Saint-Nicolas-de-Redon et Monsieur le Maire de Redon, c'est d'associer d'autres partenaires industriels que le groupe Leclerc en tant que tel. C'est à dire qu'il faut qu'il y ait d'autres personnes qui sont sur le secteur, qui puissent s'exprimer.

Monsieur Pascal DUCHENE :
Vous disiez Monsieur HAIRAULT, concernant le SCoT, vous pourriez reprendre l'expression que vous avez choisie ?

Monsieur Gaëtan HAIRAULT :
Je suis désolé, je crois que j'ai oublié.
À la fin, je disais peut-être prendre plus de recul par rapport à la situation et qu'on faisait peut-être un cas particulier pour le Leclerc.

Monsieur Pascal DUCHENE :
Ok. Je rappelle que le SCoT a été voté en début d'année et que ce document d'orientation d'aménagement du territoire a intégré un codicille sur l'hypothèse d'une relocalisation du Centre Leclerc. Jean-François MARY vient de vous rappeler la teneur des échanges qui se sont tenus il y a maintenant une quinzaine de jours, en présence de l'État représenté par les

deux sous-préfets, des acteurs économiques, des services de l'État associés évidemment aux sous-préfets et de nos communes et de l'agglomération. Il s'agit maintenant de dire que le projet doit être conduit par l'acteur économique. C'est à l'acteur économique de venir vers nous et proposer un scénario. A un moment donné il s'agira, et pour REDON Agglomération, dans sa politique d'aménagement, et pour la commune de Saint-Nicolas-de-Redon, si c'est elle qui est intéressée par ce projet de délocalisation, et par les services de l'Etat, de donner un accord. Outre l'instruction du projet de relocalisation, il faudra aussi intégrer un certain nombre d'études complémentaires. Et si ce scénario de délocalisation devait être le scénario retenu, il nous faudrait des garanties concernant le point qu'évoquait Jean-François, c'est à dire la renaturation du site. Il ne s'agit pas d'avoir une énième friche sur notre territoire. Par ailleurs, vous avez indiqué ce souci commun que nous avons de savoir quel impact aurait une telle délocalisation sur l'activité économique du centre-ville de Redon et de la même façon, du centre-ville de Saint-Nicolas-de-Redon parce qu'il y a d'autres activités en dehors du Leclerc et, comme vous l'a dit le Président, nous allons analyser les choses pour objectiver nos réponses, les réponses que nous ferons auprès des acteurs économiques. Je ne rentrerai pas davantage de détails parce que le dossier est complexe, mais prêt à en échanger autrement.

Monsieur Franck HERSEMEULE :
Moi je suis gêné par le mot précipité. Je suis déjà pas mal intervenu sur le mandat précédent, ça fait 18 mois que l'inondation de 2025 est arrivée. On a pris le temps de faire des études, de regarder. Je pense que le travail a été fait sérieusement. Mais il y a aussi un temps économique. On parle d'environ 10 millions d'euros de dégâts au niveau des inondations. On a quand même une responsabilité à suivre les acteurs économiques et à les protéger des inondations. On fait les choses, je pense, sérieusement. Il y a eu beaucoup de travail de fait sur le mandat précédent. Donc je suis un peu gêné avec le mot précipité.

Monsieur Pascal DUCHENE :
Je rappellerai quand même que REDON Agglomération a décidé dès l'été dernier, soit quelques mois après les inondations, et quelques mois après que l'acteur économique était porteur d'un autre scénario sur pilotis. Je le dis parce que REDON Agglomération a été diligente, a missionné un cabinet à hauteur de 50 000 € environ, pour nous accompagner dans nos décisions, donc effectivement, la précipitation...

Monsieur le Président :
Je ne reviendrai pas sur le côté protection contre les inondations également qui a permis, dans le cadre de ses études, de redéfinir les niveaux de protection et de sécuriser les quartiers de Saint-Nicolas-de-Redon, la digue Nord et la digue Sud en particulier. C'est un travail qui a été fait, et d'ailleurs dès 2025 en janvier, on a connu une crue, mais il y avait des mesures de protection qui étaient prévues, que ce soit sur Redon ou Saint-Nicolas-de-Redon qui permettaient d'y faire face, même si elles ont été posées sans qu'il y en ait besoin. Mais en tout cas, ça avait été anticipé. On ne peut pas nous le reprocher.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à 52 voix Pour et 2 Abstentions :

- **de prescrire la modification n°4 du PLU relative à la modification du règlement littéral et du règlement graphique conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme ;**
- **de définir les modalités de concertation du public par arrêté une fois que la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale aura rendu sa décision sur la nécessité ou l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale ;**
- **d'afficher la présente délibération en mairie de Saint-Nicolas-de-Redon, ainsi qu'au siège de REDON Agglomération pendant un mois ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°50_CC_2026_159_ Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°50

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

HABITAT - AVIS SUR LE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE D'ILLE ET VILAINE 2026-2032

La présente délibération a pour objet de donner un second avis du Conseil communautaire sur le projet de Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine pour la période 2026-2032. En effet, la première procédure de consultation ayant été invalidée pour vice de forme, elle doit être reprise depuis le début.

Annexes : proposition de Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine

Rapport de Monsieur Thierry POULAIN, Vice-Président

Cadre général

Le Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine pour la période 2026-2032 est un document de planification de l'offre départementale en aires permanentes d'accueil, terrains familiaux locatifs aménagés (destinés à accompagner la sédentarisation), aires de grand passage (destinées à l'accueil des rassemblements traditionnels ou occasionnels. Il définit également les conditions d'intervention de l'État, ainsi que la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage.

Il est élaboré et approuvé par le préfet et par le président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, dans le cadre défini par la loi « Besson » n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Il intègre **l'ensemble du territoire de REDON Agglomération**.

Le document rassemble quarante-quatre fiches actions réunies en huit thématiques (accueil, habitat, urbanisme, élection de domicile, inclusion sociale et territoriale, scolarisation et actions socio-éducatives, sante, accompagnement social et insertion) et une fiche territoriale par établissement public de coopération intercommunale.

Contexte local

De la fiche territoriale concernant REDON Agglomération, il en ressort que les trois aires permanentes d'accueils d'Allaire, Redon et Saint-Nicolas-de-Redon sont conformes et doivent être maintenues pour l'accueil courant des familles de passage sur le territoire. L'aire de grand passage de Saint-Jean-la-Poterie est maintenue également malgré la faible fréquentation par les grands groupes de gens du voyage. Le devenir de l'aire des grands passages en zone inondable et sans aucune infrastructure d'assainissement devra être questionné.

Les moyens humains mis en œuvre par REDON Agglomération sont réputés suffisants. La participation à la vie du GIP AGV 35 est à renforcer. AGV 35 est un groupement d'intérêt public dont les membres sont l'Etat, le Département, la CAF et les EPCI. Ses objectifs sont de rassurer et d'aider les acteurs à exercer leurs missions et de créer du lien avec les familles de voyageurs. Il a obtenu un agrément de centre social itinérant et a piloté l'élaboration du schéma objet de la présente délibération.

La fiche territoriale prescrit quelques actions.

- ✓ **Terrain soupape :** L'absence d'aire de grands passages de petite capacité (10 à 50 caravanes), dite terrain soupape, ne permet pas de réorienter les familles en stationnement illicite vers ces structures. Le schéma demande la création d'un équipement d'un hectare.
  Deux terrains soupapes sont en cours de construction dans la zone des Bauches à Saint-Nicolas-de-Redon, pour une surface totale d'environ un demi-hectare et une capacité de deux fois une dizaine de caravanes. Ce projet est inscrit au programme local de l'habitat. Actuellement, l'aire des grands passages de Saint-Jean-la-Poterie fait office de terrain soupape, avec les réserves exprimées ci-dessus.

- ✓ **Terrains familiaux locatifs :** De nombreuses familles de voyageurs aspirent à la sédentarisation. Les terrains familiaux locatifs sont des solutions intermédiaires de logement, ayant valeur de logement social PLAI adapté - c'est-à-dire avec un accompagnement social renforcé - dans lesquelles le ménage dispose d'une pièce de vie et d'une pièce sanitaire, autour desquelles il peut disposer quelques caravanes.
  REDON Agglomération doit en proposer cinq, avec l'aide du GIP AGV 35 qui accompagne les voyageurs. Il nous appartient de prospecter les fonciers les plus adéquats en fonction des projets de vie des familles.
  Cette action qui n'a pas démarré est inscrite au programme local de l'habitat.

- ✓ **Projet social :** un projet social est à définir. Il liste *a minima* l'ensemble des services à caractère social accessibles aux voyageurs. Il a la possibilité de développer d'autres actions en fonction des besoins des voyageurs et des ressources du territoire. Il est piloté par un comité technique qui s'est réuni pour la première fois le 4 mai 2026. Sa première action a été d'enclencher la rédaction des protocoles de scolarisation, avec les communes d'Allaire, Redon, Saint-Nicolas-de-Redon et les rectorats respectifs (*CASNAV : Centre Académique pour la Scolarisation des élèves allophones Nouvellement Arrivés et des élèves issus de familles itinérantes et de Voyageurs*). Des rencontres spécifiques à chacune des trois communes sont prévues courant juin pour une mise en œuvre en septembre 2026.

  Les livrets d'accueil des familles existent et doivent être mis à jour avec les partenaires.

Consultation des communes

Sont consultés pour avis simple :

- L'établissement public de coopération intercommunale compétent : REDON Agglomération,
- Les communes de 5 000 habitants et plus : Redon, Plessé et Guémené Penfao,
- Les communes moins de 5 000 habitants déjà inscrites dans le schéma précédent : Allaire, Saint-Jean-la-Poterie et Saint-Nicolas-de-Redon.

Dans ce cas l'absence d'avis passé le 31 juillet 2026 vaudrait avis rendu.
Sont consultés pour avis conforme les communes, de moins de 5 000 habitants, nouvellement inscrites dans le schéma ou toutes celles dont les prescriptions ont fait l'objet d'un changement substantiel : non concerné sur REDON Agglomération.

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.302-1 à L.302-4 et R.302-1 à R.302-13 ;

VU l'arrêté préfectoral n°35-2023-11-06-00003 en date du 6 novembre 2023 et rectifié le 8 décembre 2023 modifiant les statuts de REDON Agglomération ;

VU l'article 1er-III de la loi n°2000-14 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté qui modifiant les dispositions relatives au statut des gens du voyage et inclut la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des terrains familiaux locatifs dans la compétence des EPCI, et sa circulaire d'application n° INTD1705027C du 19 avril 2017 ;

VU la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites visant à soutenir les collectivités territoriales dans leur mission d'accueil des gens du voyage ;

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Je voulais revenir sur ce Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage pour dire que je pense qu'on a déjà perdu pas mal de temps et qu'il faut accélérer. Sur Avessac aujourd'hui, on parle souvent de Saint-Nicolas-de-Redon, mais on a une situation, je ne sais pas si c'est similaire, c'est peut-être différent. En fait, les gens du voyage ne nous ont pas attendu. Ils achètent des terrains, ils les viabilisent comme ils peuvent où ils ne les viabilisent pas d'ailleurs. Moi, j'ai un camp comme ça sur la commune où j'ai refusé l'eau et l'électricité, mais ils se sont débrouillés. Ils ont des groupes électrogènes, ils ont des panneaux photovoltaïques, ils vont chercher l'eau je ne sais pas où. Il est grand temps qu'on y aille parce qu'il y a vraiment un besoin sur le territoire. Chez nous, on a quatre camps de gens du voyage qui existent sur la commune et donc il faut vraiment y aller.

Monsieur le Président :
Merci, de redire qu'à REDON Agglomération en tout cas, l'action est engagée. C'est parfois compliqué ici ou là. Et je rappelle après qu'en matière d'urbanisme, quand il y a des situations qui ne sont pas souhaitables, ça relève du pouvoir de police du Maire. C'est le maire qui peut intervenir pour demander à ce que des personnes qui s'installent illégalement sur un terrain agricole ou autre doivent le quitter.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Alors là, c'est très différent. Ils sont propriétaires de leur terrain.

Monsieur le Président :
Même propriétaire, même propriétaire avec mise en demeure.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Ecoute, j'ai rencontré le sous-préfet vendredi dernier. Ce n'est pas ce qu'il me disait

Monsieur le Président :
Ah bah écoutez, dans certaines communes c'est ce qui se passe et les projets après, les gens prennent leurs responsabilités. Ça relève d'amendes, de contraventions, etc.

Monsieur Franck HERSEMEULE :
Pour aller dans le sens de Hubert, effectivement, le sous-préfet dans le 44 demande à ce que d'abord on soit conforme au schéma départemental avant de pouvoir intervenir. C'est un sujet qui a été débattu un certain nombre de fois sur les mandats précédents, je ne vais pas y revenir. Juste un petit mot sur l'enquête publique puisqu'il y a quand même eu quelques réactions à Saint-Nicolas-de-Redon, donc je dois m'en faire l'écho. Sur les terrains soupape et avec notamment une discussion autour du maintien de l'aire actuelle qui n'est pas abordée aujourd'hui, mais qui était dans la discussion à l'époque.

Monsieur le Président :
Et qui pourra faire l'objet d'échanges et de discussions dans les mois à venir.

Monsieur Pascal DUCHENE :
Je ne sais pas si c'est l'endroit, mais si le projet de zone soupapes est retenu, il me semble qu'il n'y ait pas d'obligation de maintenir l'aire existante dans ta commune.
Il faut l'intégrer dans le projet global.

Monsieur Thierry POULAIN :
Effectivement, la question se pose de garder l'aire d'accueil actuelle là où elle est à côté de la déchèterie. Ce n'est vraiment pas l'endroit pour cette aire d'accueil, mais il est toujours important de conserver sur Saint-Nicolas-de-Redon une aire d'accueil des gens du voyage sur un autre espace. Mais les deux terrains soupapes ne se substituent pas à l'aire d'accueil.

Monsieur le Président :
Le débat, on le fera. Mais peut-être que sur les terrains soupapes ou les terrains familiaux, il y a peut-être d'autres communes que les trois communes mentionnées.

Monsieur Hubert DU PLESSIS :
Je n'en sais rien sur les terrains soupapes, mais sur les terrains familiaux, il faut y aller. Ça correspond à une évolution de cette population-là qui cherche à se sédentariser tout en gardant un mode de vie qui est le leur. Et il faut y aller en trouvant des terrains qui soient compatibles avec le reste de la population. C'est tout un truc à faire.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de donner un avis favorable au Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage d'Ille-et-Vilaine pour la période 2026-2032 annexé à la présente ;**
- **de valider les objectifs et orientations généraux pour le département, ainsi que les quarante-quatre fiches action annexées à la présente ;**
- **de valider les objectifs, orientations et les prescriptions pour le territoire de REDON Agglomération définies dans la fiche territoriale annexée à la présente ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

7. ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

- **Délibération n°51_CC_2026_160_ PASS Commerce et Artisanat**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°51

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

ECONOMIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS PASS COMMERCE ARTISANAT

Annexes : Avis du comité d'agrément du 13 octobre 2025, des 9 février et 19 mai 2026

La présente délibération a pour objet d'approuver l'attribution de subventions au titre du PASS Commerce Artisanat aux entreprises candidates situées sur le territoire de REDON Agglomération.

Rapport de Monsieur Jérôme RICORDEL, Vice-Président,

Le dispositif PASS Commerce Artisanat est un fonds de subvention, cofinancé par la Région et REDON Agglomération. Le dispositif est en place depuis janvier 2018 sur les communes bretonnes de REDON Agglomération, en cofinancement avec la Région Bretagne. Depuis décembre 2019, le dispositif est étendu aux communes ligériennes, en cofinancement avec la Région Pays de la Loire.

Le PASS Commerce Artisanat a pour vocation de soutenir la création, l'implantation et le développement des Très Petites Entreprises (TPE) commerciales et artisanales de proximité qui maillent les territoires, dynamisent les centres bourgs et sont des acteurs essentiels du bien vivre ensemble. La subvention vient soutenir les investissements en travaux immobiliers (second œuvre), en matériel, en mobilier ou en embellissement du local.

VU le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L. 1511-1 et suivants, les articles L. 1611-7 – I et L. 4251-18 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la délibération n°17_DGS_01 du Conseil Régional de Bretagne en date du 11 février 2017 approuvant la nouvelle organisation de l'action publique en matière de développement économique et les compléments au Schéma Régional de Développement Economique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) ;

VU la délibération n°17_0204_05 de la Commission permanente du Conseil Régional de Bretagne en date du 29 mai 2017 adoptant les termes du dispositif PASS Commerce Artisanat ;

VU la délibération CC_2017_92 du conseil communautaire en date du 3 juillet 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat entre le Conseil Régional de Bretagne et la Communauté de Communes du Pays de Redon sur les politiques économiques, et autorisant son Président à la signer ;

VU la délibération CC_2017_170 du conseil communautaire en date du 20 novembre 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat entre le Conseil Régional de Bretagne et la Communauté de Communes du Pays de Redon portant sur le dispositif PASS Commerce Artisanat et autorisant son Président à la signer ;

VU la délibération n°17_0204_11 de la Commission permanente du Conseil Régional de Bretagne en date du 4 décembre 2017 approuvant les termes de la convention de partenariat entre le Conseil Régional de Bretagne et la Communauté de Communes du Pays de Redon portant sur le dispositif PASS Commerce Artisanat et autorisant son Président à la signer ;

VU la délibération CC_2019_004 du Conseil communautaire du 28 janvier 2019 approuvant l'avenant à la convention du dispositif PASS Commerce Artisanat ;

VU la délibération CC_2021_186 du Conseil communautaire en date du 25 octobre 2021 prolongeant la convention PASS Commerce Artisanat avec la Région Bretagne ;

VU la délibération CC_2023_76 en date du 26 mai 2023 approuvant le règlement du PASS Commerce Artisanat et actant la mise en place, dans son article 7, d'un bonus écologique de 1000 € financé en intégralité par REDON Agglomération et accordé à toute entreprise qui engagerait, dans le cadre de son projet, des actions permettant d'améliorer son impact environnemental ;

VU l'avis du comité d'agrément Pass Commerce et Artisanat du 13 octobre 2025 relatif à l'attribution du bonus écologique à la SARL Natur'Elles Fleurs, domiciliée à Bains-sur-Oust ;

VU l'avis du Comité d'agrément Pass Commerce et Artisanat du 9 février 2026 ;

VU l'avis du Comité d'agrément Pass Commerce et Artisanat du 19 mai 2026 ;

CONSIDERANT que la Communauté d'agglomération a reçu les dossiers des entreprises bretonnes solliciteuses par l'intermédiaire des chambres consulaires (Chambre de Métiers et de l'Artisanat et Chambre de Commerce et d'Industrie) ;

CONSIDERANT les avis et remarques du comité d'agrément sur les demandes de subvention au titre du PASS COMMERCE ARTISANAT

Raison sociale	*Commune*	*Activité*	*Description du projet*	*Montant des investissements éligibles*	*Avis du Comité d'agrément*	*Montant de subvention proposée*
SARL NATUR'ELLES FLEURS	Bains-sur-Oust (35)	Fleuriste	Projet d'embellissement et mise aux normes énergétique	22.893 € HT	Favorable	**Bonus écologique 894 €**
SAS Atelier Jean-Yves LE BOT	Saint-Jean La Poterie (56)	Restauration – Modernisation de meubles	Travaux de rénovation de l'atelier	16.904,99 € HT	Favorable	**5.071,50 € + Bonus écologique de 1 000 €**
LE TRIADENN	Redon (35)	Restaurant	Travaux d'embellissement intérieur et extérieur + achat mobilier	23.659 € HT	Favorable	**7.097,70 €**
THERMOSEREIN	Saint-Just (35)	Plomberie-Chauffage	Investissements en matériels, équipements, et informatique	21.600,28 € HT	Favorable	**6.480 €**
SARL MINUTE PAPILLON	Redon (35)	Reprise d'une boutique de jouets	Travaux d'embellissement de la boutique + reprise matériel	10.302 € HT	Favorable	**3.090 €**
LA CASA DE NICO	Peillac (56)	Restaurant - pizzeria	Travaux d'embellissement du restaurant, investissements en équipements et mobilier	24.075 € HT	Favorable	**7.222,20 € + Bonus Ecologique de 962 €**

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'octroi des subventions aux entreprises concernées comme indiqué sur le tableau ci-dessus ;**
- **de solliciter le remboursement de la quote-part régionale une fois le versement de la subvention réalisée ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer avec les entreprises bénéficiaires les conventions pour le versement desdites subventions, ainsi que tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°52_CC_2026_161_ Révision des statuts de l'Office de Tourisme du Pays de Redon**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°52

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

TOURISME – MODIFICATION DES STATUTS DE L'OFFICE DE TOURISME ET DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION.

Annexe : Statuts de l'office de tourisme (version 2020 avec projet de modification)

La présente délibération a pour objet de modifier les statuts de l'Office de Tourisme Communautaire de REDON Agglomération.





Rapport de Madame Isabelle BARATHON, Vice-Présidente,

Il est rappelé que les membres de l'établissement public de coopération intercommunale qui sont membres du Comité de Direction de l'Office de Tourisme sont élus par le Conseil communautaire pour la durée de leur mandat. Les fonctions des autres membres prennent fin lors du renouvellement du Conseil communautaire.

Afin de faciliter le fonctionnement de l'Office de Tourisme, il est proposé de modifier la composition du Comité de Direction afin de passer de 17 membres à 15 membres, répartis sur les 2 collèges :

- 8 membres titulaires et 8 membres suppléants, pour le collège n°1 des élus de REDON Agglomération, comprenant des conseillers communautaires titulaires el/ou suppléants élus par le Conseil Communautaire ;
- 7 membres titulaires et 7 membres suppléants, pour le collège n°2 des socioprofessionnels du territoire de REDON Agglomération représentant l'une des 4 filières suivantes :
    - Hébergement/restauration : 3 membres titulaires / 3 suppléants
    - Site de loisirs : 1 membre titulaire / 1 suppléant
    - Patrimoine/culture/artisanat/produits du terroir : 2 membres titulaires / 2 suppléants
    - Nautisme/Sports de plein air : 1 membre titulaire/1 suppléant

Au sein de ce collège, les membres élus s'expriment ainsi au nom de tous les professionnels partenaires de leur filière.

En vue de formaliser ces changements, il est donc proposé de mettre les statuts de l'EPIC de tourisme communautaire en conformité avec les modifications présentées et donc de modifier l'article 3 du chapitre 1 : organisation et désignation des membres.

VU le Code du Tourisme et le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T} et plus particulièrement les dispositions des articles L.133-1 à L.133-10 et R. 133-1 à R.133-18, applicables aux offices de tourisme constitués sous la forme d'EPIC ;

VU la délibération CC_2015_17 du Conseil communautaire du 28 septembre 2015 portant création de l'Office de Tourisme Communautaire sous la forme d'un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial ;

CONSIDERANT que la composition du Comité de Direction de l'EPIC de tourisme communautaire et les modalités de désignations de ses membres sont fixées par délibération du Conseil Communautaire ;

CONSIDERANT que le nombre de représentants pour le collège n°1 des élus de REDON Agglomération est porté à 8 membres titulaires et 8 membres suppléants ;

CONSIDERANT que pour assurer une bonne représentation des différentes filières touristiques du territoire communautaire, le nombre de représentants pour le collège n°2 des socioprofessionnels de REDON Agglomération est porté à 7 membres titulaires et 7 membres suppléants ;

CONSIDERANT qu'un appel à candidature a été lancé pour le renouvellement du collège des socioprofessionnels ;

CONSIDERANT que le choix des représentants amenés à siéger au sein du collège n°2 du Comité de Direction de l'Office de Tourisme Communautaire sera validé par le Vice-président chargé du Tourisme et le Président de REDON Agglomération.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la modification de l'article 3 des statuts de l'Office de Tourisme ainsi que le projet de nouveaux statuts annexé à la présente délibération ;**
- **de donner pouvoir au Vice-président chargé du Tourisme et au Président de REDON Agglomération pour valider les propositions de nominations des 7 membres titulaires et des 7 membres suppléants siégeant au sein du Collège n°2 ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°53_CC_2026_162_ Office tourisme : désignation des représentants de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°53

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

TOURISME – CONSTITUTION ET NOMINATION DES ELUS COMMUNAUTAIRES ET SOCIO PROFESSIONNELS AU COMITE DE DIRECTION OT

La présente délibération a pour objet de désigner les membres du collège des élus et des socioprofessionnels du Comité de Direction de l'Office de Tourisme du Pays de Redon.



Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Conformément aux statuts de l'Office de Tourisme, le Comité de direction de l'Office de Tourisme du Pays de Redon est composé de 15 membres répartis sur 2 collèges :

- 8 membres titulaires et 8 membres suppléants, pour le collège n°1 des élus de REDON Agglomération, comprenant des conseillers communautaires titulaires et/ou suppléants élus par le Conseil Communautaire ;
- 7 membres titulaires et 7 membres suppléants, pour le collège n°2 des socioprofessionnels du territoire de REDON Agglomération, désignés par le conseil communautaire sur proposition du Président et du Vice-président au tourisme, après un appel à candidatures effectué en mars 2026 auprès des partenaires de l'office de tourisme ;

- Le collège n° 2 représente l'une des 4 filières suivantes :
    - Hébergement/restauration : 3 membres titulaires / 3 suppléants
    - Site de loisirs : 1 membre titulaire / 1 suppléant
    - Patrimoine/culture/artisanat/produits du terroir : 2 membres titulaires / 2 suppléants
    - Nautisme/Sports de plein air : 1 membre titulaire/1 suppléant

VU le Code du Tourisme et plus particulièrement les dispositions des articles L.133-1 à L.133-10 et R.133-1 à R.133-18, applicables aux offices de tourisme constitués sous la forme d'EPIC ;

VU la délibération CC_2015_17 du Conseil communautaire du 28 septembre 2015 approuvant la création d'un Office de Tourisme Communautaire sous la forme d'un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial ;

VU la délibération CC_2026_161 du Conseil communautaire du 15 juin 2026 portant sur la modification des statuts de l'office de tourisme communautaire ;

VU l'article 3 des statuts de l'Office de Tourisme qui définit l'organisation et la désignation des membres du Comité de Direction de l'Office de Tourisme ;

CONSIDERANT que pour le collège n°1 les conseillers communautaires membres du Comité de Direction sont élus ;

CONSIDERANT que l'appel à candidature pour le collège des socioprofessionnels a été réalisé en mars/avril 2026 ;

CONSIDERANT que le choix des représentants amenés à siéger au sein du collège n°2 du Comité de Direction de l'Office de Tourisme Communautaire est validé par le Vice-président chargé du tourisme et le Président de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT que le Président de l'EPIC sera automatiquement soit le Président de REDON Agglomération, soit le Vice-président délégué au Tourisme ;

Il est proposé d'élire le collège n°1 des élus et de valider les membres désignés pour le collège n°2 des socioprofessionnels.

1. Collège n°1 des élus

Les conseillers communautaires élus en tant que membres du Comité de Direction sont :

	Membre titulaire	**Membre suppléant**
1	Isabelle Barathon – Guemené-Penfao (44)	Hubert Du Plessis - Avessac (44)
2	Jany Le Bel – Saint-Jean-La-Poterie (56)	Sophie Bouchon – Saint-Jacut-Les-Pins (56)
3	Andrée Leroux - Langon (35)	Jacques Carpentier - Redon (35)
4	Isabelle Deruyter - Peillac (56)	Marie-Claire Bonhomme - Rieux (56)
5	Florent Coutant - Pierric (44)	Jacqueline Chalet - Plessé (44)
6	Nicolas Debray – Saint-Just (35)	Franck Pichot - Pipriac (35)
7	Benoit Quélard - Redon (35)	Jérôme Ricordel - Fégréac (44)
8	Pierrick Le Boterff - Saint-Vincent-sur-Oust (56)	Sandrine Gaudin – Saint-Just (35)

2. **Collège n°2 des socioprofessionnels**

Après appel à candidature, les socioprofessionnels désignés en tant que membres du Comité de Direction sont :

		Membre titulaire	**Membre suppléant**
Hébergement / restauration **(3 représentants)**	1	Jean-Lou Lebrun Gîte Manoir de Coueslé Allaire (56)	Laurence Guemené Gîte d'étape l'Hot'berge La Chapelle de Brain (35)
	2	Philippe Massiot Auberge collective la Roche du Theil Bains sur Oust (35)	Joseph Murr Hôtel Sedrez Redon (35)
	3	Yann Roy Camping de l'Ile aux Pies Bain sur Oust (35)	Matthieu Houeix Gîte d'étape le répit de l'Oust Peillac (56)
Site de loisirs **(1 représentant)**	4	Alexandre Leruth Escapades verticales Saint-Vincent-Sur-Oust (56)	Yohann Moreau L'armoire à jeux Langon (35)
Patrimoine / culture / artisanat / produits du terroir **(2 représentants)**	5	Maëlig COZIC-SOVA Ciné Manivel Redon (35)	Jean-Paul Couché Manoir de la Cour du Launay Les Fougerêts (56)
	6	Jean-Albert Mazaud La Vilaine éditrice Bains-sur-Oust (35)	Apolline Marmin Cruchon Béganne (56)
Nautisme et sports de plein air **(1 représentant)**	7	Philippe Aubourg Association Amarinage Redon (35)	Robert Mouchy AAPPMA Peillac (56)

Monsieur le Président :
On aura des informations sur l'activité touristique dans les mois à venir certainement.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **de prendre acte de la nouvelle composition du comité de direction de l'office de tourisme communautaire du Pays de Redon ;**
- **de nommer Madame Isabelle BARATHON en tant que Président.e de l'Office de Tourisme du Pays de Redon ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

8. ENVIRONEMENT

Délibération n°54_CC_2026_163_ Convention facturation Lieuron, Bruc-sur-aff, Pipriac

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°54

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CYLE DE L'EAU – CONVENTION DE FACTURATION ET RECOUVREMENT DES REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR BRUC SUR AFF, LIEURON ET PIPRIAC

Annexe : convention pour la facturation et recouvrement des redevances d'assainissement collectif sur les communes de Bruc sur Aff, Lieuron et Pipriac (en partie)

La présente délibération a pour objet d'approuver la convention qui précise les modalités de facturation sur la facture d'eau, de perception et de reversement des redevances d'assainissement collectif par la Société SAUR.

Rapport de Monsieur Franck HERSEMEULE, Vice-président,

En application de la réglementation en vigueur, le recouvrement des redevances d'assainissement collectif sont effectués sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable.

Suite à la fin de validité des conventions de facturation de Bruc-sur-Aff, Lieuron et Pipriac, il convient de régulariser la situation en procédant à la signature d'une nouvelle convention de recouvrement pour les redevances assainissement avec le distributeur d'eau potable SAUR.

Les engagements de chaque partie (distributeur eau potable SAUR / REDON Agglomération) et conditions financières ont été établies conjointement et sont présentées en annexe (projet de convention).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2224-19 à R. 2224-19-6 ;

VU le contrat de concession de service public pour la gestion du service eau potable du Syndicat Mixte EAU DES BRUYERES signé le 22 octobre 2025 avec SAUR pour les communes de Bruc-sur-Aff, Lieuron et Pipriac ;

VU le marché d'exploitation du service d'assainissement collectif pour les communes de Bruc sur Aff et Pipriac à compter du 1er janvier 2026 ;

CONSIDERANT la nécessité de facturer les redevances assainissement conformément à la règlementation en vigueur ;

CONSIDERANT que la commune de Lieuron est en régie directe ;

CONSIDERANT la fin de validité des précédentes conventions ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver le projet de convention de facturation et de recouvrement des redevances assainissement collectif par le distributeur eau potable dans les conditions présentées en annexe ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°55_CC_2026_164_ Attribution et versement de subventions dans le cadre de l'opération programmée de réhabilitation des installations privatives d'assainissement non collectif**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°55

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	51
Votants	53
Vote	
Pour	53
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Déport : Sophie BOUCHON, Maire de Saint-Jacut-les-Pins

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CYCLE DE L'EAU – SERVICE EAUX ET ASSAINISSEMENT – ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'OPERATION PROGRAMMEE DE REHABILITATION DES INSTALLATIONS PRIVATIVES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



La présente délibération a pour objet d'approuver l'attribution et la notification des subventions aux propriétaires occupants pour leurs travaux de réhabilitation de leur installation d'assainissement non collectif dans le cadre de l'Opération Programme d'Aide Financière pour la Réhabilitation des installations privatives d'assainissement non collectif.

Rapport de Monsieur Franck HERSEMEULE, Vice-Président,

REDON Agglomération a mis en place un programme d'aide financière pour les propriétaires aux ressources « très modestes », occupants en résidence principale leur habitation disposant d'une installation d'assainissement non collectif ou d'une absence d'installation, avec un risque sanitaire avéré.

Les aides financières accordées, sont attribuées dans la limite de l'enveloppe financière annuelle votée lors des délibérations budgétaires à compter de la délibération 2026_39 du 09/02/2026, et jusqu'au 31/12/2026.

L'enveloppe budgétaire 2026 a été fixé à 60 000 € permettant l'attribution de la subvention à 30 dossiers.

L'aide financière se calcul de la façon suivante :

- Taux de Financement : 20 %
- Plafond de dépenses : 10 000 € HT

Soit un montant maximum de subvention fixé à 2 000 € si atteinte du plafond de dépenses.

Il est proposé d'attribuer les aides financières pour les 8 dossiers suivants :

Numéro de dossier **Commune**	Montant Devis RETENU (HT)	Montant Subventionnable RA
2026-001 **ALLAIRE**	9 680,00 €	1 936,00 €
2026-003 **AVESSAC**	9 877,00 €	1 975,40 €
2026-006 **THEHILLAC**	11 965,00 €	2 000 €
2026-007 **PLESSE**	12 200,20 €	2 000 €
2026-008 **ST JACUT LES PINS**	16 421,25 €	2 000 €
2026-009 **PLESSE**	10 875,00 €	2 000 €
2026-010 **FEGREAC**	14 197,40 €	2 000 €
2026-011 **RIEUX**	11 685,00 €	2 000 €

Le montant des aides des différents dossiers est donné à titre indicatif car le montant définitif des aides versées sera fixé en fonction des travaux réellement exécutés.

VU le budget fléché et validé pour le Programme d'aide financière pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif ;

CONSIDERANT que ces dossiers répondent à l'ensemble des critères d'attributions de l'aide et que les clauses du règlement communautaire d'attribution des aides financières liées à l'assainissement sont respectées ;

Monsieur Thierry POULAIN :
Moi je regardais pour la commune de Rieux. Effectivement, je peux traiter cinq dossiers si je veux au maximum des 2 000 €. Quid du sixième dossier qui arrive ?

Monsieur Franck HERSEMEULE :
Alors je n'ai pas la réponse exactement. Je ne connais pas la convention suffisamment pour pouvoir te répondre. Je pense que ce sont des budgets annuels, donc il y a possibilité peut-être de glisser sur plusieurs années. Cinq dossiers sur une année, c'est déjà pas mal.

Madame Sophie BOUCHON :
Je souhaite m'abstenir ou me déporter pour le vote de Saint-Jacut-les-Pins.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver l'attribution et la notification des subventions aux propriétaires occupants pour leurs travaux de réhabilitation dans le cadre du Programme d'aide financière pour la réhabilitation de leurs installations d'assainissement non collectif ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°56_CC_2026_165_ Avenant contrat Assainissement SAUR et VEOLIA**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°56

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

CYCLE DE L'EAU – AVENANT N°2 AU CONTRAT DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF SECTEUR 44-56

Annexe : Avenant n°2 du contrat de concession du service public d'assainissement du secteur 44-56 avec ses annexes.

La présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant au contrat de concession du service public d'assainissement collectif secteur 44-56.
Ce secteur comprend les communes de : Allaire, Avessac, Béganne, Conquereuil, Fégréac, Guémené-Penfao, Les Fougerêts, Massérac, Peillac, Pierric, Plessé, Redon, Rieux, Saint-Vincent-sur-Oust, Saint-Jean-la-Poterie, Saint-Perreux, Saint-Nicolas-de-Redon.

Rapport de Monsieur Franck HERSEMEULE, Vice-président,

REDON Agglomération a confié à VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public d'assainissement collectif par un contrat d'affermage ayant pris effet le 1er janvier 2022 pour une durée de 6 ans.

Afin d'harmoniser le service assainissement et de réduire la multiplicité des modes de gestion existants, REDON Agglomération souhaite intégrer la commune de Saint-Jacut-les-Pins au contrat de concession (actuellement en prestation de service jusqu'au 31/07/2026).

Cet avenant vise à :

- modifier le périmètre du contrat initial avec l'intégration de la commune de Saint-Jacut-les-Pins
- mettre à jour les charges d'exploitation relatives à la nouvelle station d'épuration de Callac à Guémené Penfao et au poste de relevage de la Bourdonnière en amont
- intégrer 28 sondes VEGA en biens propres à REDON Agglomération pour la sécurisation du niveau des postes de relevage
- mettre en place des bilans d'analyses sur 24h supplémentaires suite aux nouvelles exigences règlementaires
- modifier le nombre d'inspections télévisées et d'opérations de curage
- supprimer la pénalité sur les véhicules hydrogènes et intégrer une pénalité en cas de dysfonctionnement
- mettre à jour le volume des boues évacuées sur la station d'épuration d'Avessac
- modifier l'accueil physique de Guémené-Penfao sur rendez-vous
- intégrer un tarif au Bordereau Unitaire des Prix pour la mise en œuvre d'interventions spécifiques sur les réseaux en amiante et d'un tarif pour la refacturation des investigations complémentaires pour les relevés SIG de classe A conformément aux évolutions règlementaires

La variation des coûts d'exploitation liée à l'intégration des nouveaux ouvrages et à l'évolution du périmètre d'exploitation est couverte par la réduction des objectifs de curage et inspections télévisés. Celui-ci est sans incidence sur les rémunérations du délégataire perçues pour les prestations auprès des particuliers, la part fixe et la part proportionnelle restant fixées aux valeurs initiales du contrat.

VU l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.3135.1, R.3135-1 et R.3135-8 ;

VU le contrat de concession du service public d'assainissement collectif des secteurs 44-56, notifié le 27.10.2021, pour une date d'effet fixée au 01.01.2022, dont le concessionnaire est VEOLIA ;

CONSIDERANT que la prestation de services pour l'exploitation de l'assainissement sur la commune de Saint Jacut les pins arrive à échéance au 31/07/2026 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier sur le contrat les charges associées à la nouvelle station d'épuration de Callac à Guémené-Penfao et au poste de relevage de la Bourdonnière en amont ; **CONSIDERANT** la nécessité de répondre aux exigences réglementaires ;

CONSIDERANT que les charges courantes du service public d'assainissement doivent être couvertes par les ressources du service dans le cadre du budget annexe ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif secteur 44-56 ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président à signer le présent avenant ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

9. SERVICES A LA POPULATION & COHESION SOCIALE

- **Délibération n°57_CC_2026_166_ Convention de cofinancement IFSI**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°57

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

FAMILLE AUTONOMIE SANTE – PARTICIPATION AU FINANCEMENT DES TRAVAUX LIES A L'OUVERTURE D'UN INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS A REDON

Annexe : Convention relative à l'accueil de la première promotion de l'IFSI de Redon

La présente délibération a pour objet d'approuver la participation de REDON Agglomération au financement des travaux liés à l'installation de la première promotion de l'IFSI à la cité scolaire Beaumont pour un montant de 38 106 €.



Rapport de Madame Rose Line PREVERT, Vice-présidente,

La stratégie déployée par REDON Agglomération pour favoriser l'installation de professionnels de santé sur le territoire comprend 5 axes :

1/ Promouvoir et faire connaître et le territoire auprès des professionnels de santé
2/ Accompagner et soutenir les élu.es des communes
3/ accompagner les installations sur le territoire
4/ Fidéliser les professionnels et assurer l'attachement au territoire
5/ Promouvoir les métiers de la santé auprès des jeunes

Ce 5ème axe prévoyait l'ouverture d'un Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) sur le territoire.

Dans ce cadre, REDON Agglomération a travaillé auprès de la Région Bretagne et accompagné le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir (CHIRC) dans sa candidature de portage de ce projet. La Région Bretagne a soutenu cette initiative dans le cadre de sa Stratégie Régionale des Transitions Economiques et Sociales (SRTES) et acté son ouverture.

Pour son installation dans les locaux de la cité scolaire Beaumont à Redon, des travaux d'aménagement étaient nécessaires au sein du lycée. Afin de faciliter son ouverture dès la rentrée scolaire de septembre 2025, REDON Agglomération a proposé de participer au financement de ces travaux à hauteur de 30%. Grâce à cette collaboration de l'ensemble des acteurs (Région, REDON Agglomération, CHIRC, cité scolaire), les travaux ont pu être effectués pendant l'été 2025. La première promotion de 35 élèves a pu ainsi être accueillie ce qui contribue à l'attractivité de notre territoire en matière de santé, à l'accès aux études pour les jeunes et moins jeunes du territoire, ainsi qu'au développement de l'offre.

Les travaux nécessaires à l'accueil de cette première promotion de l'IFSI s'élèvent à 127 019.26 € HT. La participation de REDON Agglomération est donc de 38 106 €.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et son article L. 5111-1 ;

CONSIDERANT l'intérêt pour le territoire de soutenir les dynamiques en santé en apportant un effet levier ;

CONSIDERANT la conformité de ces orientations avec les axes et objectifs du projet de territoire 2020-2026 :

- Axe 1 : Bien vivre ensemble à tous les âges – Renforcer l'offre de santé de proximité
- Axe 3 : Accompagner l'économie innovante de proximité - Poursuivre la stratégie du territoire apprenant

Monsieur le Président :
Merci Rose-Line. On a joué serré, mais on a bien fait puisque à la rentrée 2026, la Région supprime 230 places en IFSI en Bretagne. Nous on a potentiellement trois années, 90 places, mais il y a 230 places qui sont supprimées. Et ça veut dire que si nous n'avions pas ouvert en septembre 2025, c'était mort. La Région nous a expliqué qu'elle avait quelques sujets budgétaires ou de trésorerie, et on avait dit « Nous, on va contribuer » et on a fait une proposition de faire une avance. Mais aujourd'hui, cette avance se traduit par une participation pure et simple. Le président de Région s'est exprimé d'ailleurs dans la presse. Le vrai sujet sur la formation, c'est qu'il y a une diminution très substantielle des crédits d'État.

Nous étions ensemble mardi dernier pour poser la première pierre du Campus, et ça, c'est une excellente nouvelle. Et le Président de Région disait : « c'est le dernier projet en termes de formation que l'on fera en Bretagne dans l'état actuel des financements ».
Merci également Rose-Line pour tout le travail fait, parce qu'il a fallu un moment ferraillé dur avec la directrice de l'hôpital, des parlementaires, sénateurs et députés, etc pour que ça puisse ouvrir au mois de septembre l'année dernière.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la participation de REDON Agglomération au financement de l'installation de la première promotion de l'IFSI ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention relative à l'accueil de la première promotion de l'IFSI de Redon avec la Région Bretagne ainsi que tout document afférent à cette décision.**

10. RESSOURCES

- **Délibération n°58_CC_2026_167_ Révision et revalorisation du RIFSEEP (part IFSE) des agents de REDON Agglomération**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°58

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

RESSOURCES HUMAINES – REVISION ET REVALORISATION DU RIFSEEP (PART IFSE) DES AGENTS DE REDON AGGLOMERATION

La présente délibération a pour objet la révision de l'IFSE des agents de REDON Agglomération dans les conditions présentées ci-dessous.

Rapport de Madame Françoise BOUSSEKEY, Vice-présidente,

Le régime indemnitaire constitue un des éléments d'attractivité d'une collectivité. Il s'agit autant d'un outil de management au service de la performance collective, que d'un moyen de valoriser le travail des agents, en fonction des postes occupés et des responsabilités assumées.

Les avantages consentis au titre du régime indemnitaire ont un caractère facultatif, qui découle de l'article L. 714-4 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP) et du décret n° 91-875 du 06/09/1991 modifié : les primes et indemnités sont attribuées sur la base d'une décision de l'organe délibérant dans le respect du principe de parité entre les cadres d'emplois territoriaux et les corps de la fonction publique de l'Etat.

Le décret n°2014-513 du 20/05/2014 modifié a institué un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui s'est substitué aux régimes indemnitaires précédemment mis en œuvre dans la fonction publique de l'Etat et dans la fonction publique territoriale.

Le RIFSEEP est composé de deux primes :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Par délibération CC_2016_130 du 05/12/2016, le Conseil Communautaire de REDON Agglomération a adopté les modalités d'application, pour sa part fixe, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE). S'agissant du complément indemnitaire annuel (CIA), les modalités d'attribution sont prévues par la délibération CC_2023_88 du 22/05/2023.

Dans le cadre du réexamen de l'IFSE, la révision et la revalorisation de l'IFSE avaient pour objectif :

- l'attribution de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) à l'ensemble des cadres d'emplois éligibles ;
- l'actualisation de la répartition des emplois par groupe de fonctions ;
- la revalorisation des montants bruts mensuels de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) attribuée par groupe de fonction avec l'attribution d'une enveloppe budgétaire dédiée.

1. Bénéficiaires

L'IFSE pourra être versée au vu des dispositions réglementaires en vigueur, au profit des agents territoriaux de la collectivité relevant des cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP et ayant la qualité de :

- Fonctionnaire titulaire et stagiaire ;
- Fonctionnaire détaché au sein de REDON Agglomération ;
- Contractuel de Droit Public.

Pour les contractuels de droit public, l'IFSE pourra être versée selon la nature du contrat et le choix de l'autorité territoriale. Pour les contractuels de droit public sur emploi permanent (hors remplacement), l'IFSE pourra être versée selon les mêmes modalités que pour un agent fonctionnaire.

A ce jour, deux cadres d'emplois de la filière culturelle demeurent non éligibles au RIFSEEP : les professeurs et les assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Les agents de droit privé (CDDI, apprentis, agent de droit privé des SPIC...), ainsi que les stagiaires école, ne sont pas intégrés au dispositif. Il en est de même pour les vacataires, qui sont recrutés pour un acte déterminé.

2. Cumul

Le RIFSEEP mis en place par la présente délibération est, par principe, exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions exercées et à la manière de servir.

Il demeure néanmoins cumulable, par nature, avec les primes suivantes :

- l'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;
- l'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- l'indemnité d'astreinte ;

- l'indemnité d'intervention ;
- l'indemnité de permanence ;
- l'indemnité de maniement des fonds ;
- l'indemnité horaire pour travail supplémentaire ;
- la prime de responsabilité des emplois fonctionnels ;
- la NBI (Nouvelle Bonification Indiciaire) ;
- toutes autres primes ou indemnités cumulables règlementairement avec le RIFSEEP.

3. Modalités d'attribution de l'IFSE liée au poste

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté individuel ou d'une mention dans le contrat de l'agent contractuel au vu de la cotation du poste établie en fonction :

- du groupe de fonctions de l'agent ;
- des critères de cotation ;
- du respect des plafonds règlementaires.

a. Groupes de Fonctions

L'IFSE repose sur la notion de groupes de fonctions. Ceux-ci ont été définis conformément à la réglementation, qui prévoit un nombre restreint de groupes. Leur organisation reflète également les responsabilités et le niveau d'expertise identifiés à partir de l'organigramme des services de REDON Agglomération. Chaque emploi est réparti entre les différents groupes de fonctions. Le groupe de rattachement est mentionné sur la fiche de poste.

- Au sein de REDON Agglomération, la répartition au sein des groupes de fonctions est définie de la manière suivante :

CATEGORIE A+	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*
A+G1	*Directeur Général des Services*
A+G2	*Directeur Général Adjoint – Direction de Cabinet*
A+G3	*Directeur de Direction*
A+G4	*Chargé de Mission*

CATEGORIE A	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*
AG1	*Directeur Général Adjoint – Direction de Cabinet*
AG2	*Directeur de Direction*
AG3	*Responsable de Pôle / Service*
AG4	*Chargé de Mission – Adjoint de Direction / Service – Missions de Catégorie A*

CATEGORIE B	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*
BG1	*Responsable de Pôle / Service*
BG2	*Encadrant intermédiaire - Adjoint de responsable - Agent en expertise de niveau supérieur*
BG3	*Agent en expertise et/ou spécialisé*

CATEGORIE C	
GROUPES DE FONCTIONS	*EMPLOIS*
CG1	*Agent en position d'encadrement ou adjoint de responsable ou agent en expertise de niveau supérieur*
CG2	*Agent en expertise et/ou spécialisé*

b. Critères de cotation

Au sein de chaque groupe de fonctions, une cotation est attribuée à chaque poste selon les critères suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :
  - Effectifs encadrés ;
  - Catégorie des agents encadrés ;
  - Pilotage conception d'un projet : fréquence ;
  - Pilotage conception d'un projet : complexité ;
  - Coordination d'activités.
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
  - Diplôme souhaité pour le poste ;
  - Niveau de technicité attendu ;
  - Polyvalence et Diversité des domaines de compétences ;
  - Autonomie ;
  - Habilitations règlementaires, Qualifications, formations spécifiques.
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
  - Déplacements ;
  - Contraintes horaires ;
  - Contraintes physiques ;
  - Risques liés au poste ;
  - Confidentialité.

La cotation des postes au sein de chaque groupe de fonctions est établie pour un agent exerçant à temps complet.

c. Plafonds

Les montants plafonds (maximum) applicables aux agents de REDON Agglomération sont fixés dans la limite des plafonds règlementaires précisés par arrêtés ministériels (valeurs en € brut annuel au 01/06/2026 – liste non exhaustive établie au vu des cadres d'emplois présents au sein de REDON Agglomération au 01/06/2026) à savoir :

Catégorie A

Cadre d'emplois des Administrateurs

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL
1	A+G1	63 000	15 750	78 750
2	A+G2	57 200	14 300	71 500
3	A+G3	51 200	12 800	64 000
4	A+G4	45 400	11 350	56 750

Cadre d'emplois des Attachés

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG1	36 210	6 390	42 600
2	AG2	32 130	5 670	37 800
3	AG3	25 500	4 500	30 000
4	AG4	20 400	3 600	24 000

Cadre d'emplois Ingénieurs en chef

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	A+G1	57 120	10 080	67 200
2	A+G2	49 980	8 820	58 800
3	A+G3	46 920	8 280	55 200
4	A+G4	42 330	7 470	49 800

Cadre d'emplois des Ingénieurs

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG1	46 920	8 280	55 200
2	AG2	40 290	7 110	47 400
3	AG3	36 000	6 350	42 350
4	AG4	31 450	5 550	37 000

Cadre d'emplois des Conseillers socio-éducatifs et des Conseillers des activités physiques et sportives

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG3	25 500	4 500	30 000
2	AG4	20 400	3 600	24 000

Cadre d'emplois des Assistants socio-éducatifs, Infirmiers en soins généraux, Puéricultrices (catégorie sédentaire) et des Pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG3	19 480	3 440	22 920
2	AG4	15 300	2 700	18 000

Cadre d'emplois des Conservateurs de bibliothèques

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG2	34 000	6 000	40 000
2	AG3	31 450	5 550	37 000
3	AG4	29 750	5 250	35 000

Cadre d'emplois des Bibliothécaires

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG3	29 750	5 250	35 000
2	AG4	27 200	4 800	32 000

Cadre d'emplois des Educateurs de jeunes enfants

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	AG2	14 000	1 680	15 680
2	AG3	13 500	1 620	15 120
3	AG4	13 000	1 560	14 560

Catégorie B

Cadre d'emplois des Rédacteurs, Educateurs des activités physiques et sportives et des Animateurs

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	BG1	17 480	2 380	19 860
2	BG2	16 015	2 185	18 200
3	BG3	14 650	1 995	16 645

Cadre d'emplois des Techniciens

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	BG1	19 660	2 680	22 340
2	BG2	18 580	2 535	21 115
3	BG3	17 500	2 385	19 885

Cadre d'emplois des Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	BG2	16 720	2 280	19 000
2	BG3	14 960	2 040	17 000

Cadre d'emplois des Auxiliaires de puériculture

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	*BG2*	*9 000*	*1 230*	*10 230*
2	*BG3*	*8 010*	*1 090*	*9 100*

Catégorie C

Cadre d'emplois des Adjoints administratifs, Agents sociaux, Opérateurs des activités physiques et sportives, Adjoints d'animation, Agents de maîtrise, Adjoints Techniques et des Adjoints du patrimoine

GROUPE DE FONCTIONS REGLEMENTAIRES	GROUPE DE FONCTIONS REDON Agglomération	PLAFOND IFSE sans concession de logement	PLAFOND CIA	PLAFOND GLOBAL ANNUEL sans concession de logement
1	*CG1*	*11 340*	*1 260*	*12 600*
2	*CG2*	*10 800*	*1 200*	*12 000*

d. Maintien à titre individuel

Si dans le cadre de la cotation, le poste est évalué pour un montant inférieur au montant indemnitaire perçu par l'agent, l'agent bénéficie du maintien du montant de son régime indemnitaire mensuel jusqu'à son départ du poste (mobilité interne ou externe).

4. IFSE Complémentaire

Des IFSE complémentaires pourront être versées dans des cas spécifiques et dans le respect des modalités définies ci-dessous. Ce complément permet de valoriser des missions ou des investissements partagés à l'ensemble des agents, quels que soient leur direction ou leur cadre d'emplois.

Dès lors que les conditions d'attribution d'une IFSE Complémentaire sont remplies, elle est versée à l'agent éligible. Ces IFSE ne présentent pas de caractère exclusif, elles peuvent être cumulées entre elles et s'ajoutent à l'IFSE principale.

Dès lors que les fonctions qui ouvrent droit à une IFSE Complémentaire cessent d'être remplies, l'IFSE Complémentaire cesse d'être versée sans compensation.

- **IFSE Animateur de Réseau :**

L'IFSE Animateur de Réseau est instaurée afin de reconnaître et valoriser l'engagement des agents assurant l'animation d'un réseau interne au sein de REDON Agglomération. Elle pourra être attribuée aux agents chargés de coordonner un réseau portant sur une thématique transversale intéressant l'ensemble, ou une majorité, des directions.
L'agent désigné en qualité d'animateur aura pour mission d'organiser et de piloter l'animation du réseau.
Les désignations ouvrant droit au versement de l'IFSE Animateur de Réseau devront être validées conjointement par l'autorité territoriale, la Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines.

Un bilan annuel précisant notamment le nombre de réunions organisées ainsi que les actions mises en œuvre devront être transmis à la Direction des Ressources Humaines. Au regard de ce bilan, et après concertation avec la Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines, l'autorité territoriale pourra décider du maintien ou de la dissolution du réseau.
Montant : Sera déterminé en fonction de la complexité de la thématique traitée et du niveau d'engagement requis.
Conditions de versement : La fonction d'animateur de réseau ne doit pas être intégré au poste de l'agent. Elle cessera d'être versée en cas de fin de fonctions de l'agent ou en cas de défaut d'engagement dans ce rôle.

- **IFSE Référent :**

L'IFSE Référent sera mise en place afin de valoriser l'engagement des agents exerçant une fonction de référent identifiée. Elle sera attribuée dans le cadre de la mise en place d'un réseau de référents intervenant sur une thématique transversale commune à l'ensemble ou une majorité des directions.
Ce réseau devra se réunir en groupes de travail au minimum deux fois par an et conduire des actions en lien avec la thématique concernée. Chaque référent devra être clairement identifié au sein de sa direction et assurer un rôle de relais sur la thématique définie.
Les thématiques ouvrant droit au versement de l'IFSE Référent seront validées par l'autorité territoriale, la Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines. Un bilan annuel précisant notamment le nombre de réunions organisées ainsi que les actions mises en œuvre devront être transmis à la Direction des Ressources Humaines. Au regard de ce bilan, et après concertation avec la Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines, l'autorité territoriale pourra décider du maintien ou de la dissolution du réseau de référents.
Montant : Sera fixé au vu de la complexité de la thématique et de l'engagement demandé.
Conditions de versement : elle cessera d'être versée en cas de fin de fonctions de l'agent ou en cas de défaut d'engagement dans ce rôle.

- **IFSE Formateur :**

L'IFSE Formateur sera mise en œuvre afin de valoriser ce rôle. Elle sera attribuée lors de la mise en place de formations à l'attention des agents de REDON Agglomération.
Montant : Sera fixé au vu de la complexité de la thématique et de l'engagement demandé (nombre de sessions proposées...)
Conditions de versement : elle cessera d'être versée en cas de non-respect de l'engagement du nombre de sessions à mettre en place sur une année civile ou en cas de défaut d'engagement dans ce rôle.
Formalités : Avoir suivi une formation de formateur et proposer un minimum de sessions (définis avec la Direction Générale et la Direction RH) par année civile.
Avoir la validation de la Direction Générale et de la Direction des Ressources Humaines sur la détermination du besoin et du nombre de sessions à mettre en place.

5. Réexamen de l'IFSE

Le montant annuel d'IFSE attribué à l'agent pourra faire l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi sur un poste relevant d'un montant d'IFSE différent ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Dans la mesure d'une évolution de la fiche de poste au vu de nouvelles missions assurées, les demandes de réexamen sont soumises, sur présentation du supérieur hiérarchique et avis favorable de sa Direction, à l'appréciation de l'autorité territoriale, la Direction Générale et de la Direction des Ressources Humaines.

Par ailleurs, les montants d'IFSE attachés aux postes, ayant été établis sur la base des organisations actuelles, ils sont susceptibles d'être réexaminés, dans un souci d'adaptation permanente à l'évolution des métiers et des organisations auxquelles les collectivités territoriales sont confrontées.
Dans ce cas, ces évolutions sont soumises aux instances conformément aux dispositions légales.

En cas de réexamen, l'autorité territoriale n'est pas tenue de revaloriser le montant de l'IFSE de l'agent.

6. Modalités de Modulation de l'IFSE

Le maintien du régime indemnitaire des agents territoriaux bénéficiant d'un congé statutaire n'est pas prévu pour la Fonction Publique Territoriale. Les règles de maintien ou de modulation reposent essentiellement sur des principes jurisprudentiels, de parité avec la Fonction Publique de l'Etat, principe de libre administration des collectivités territoriales. Dès lors qu'un texte prévoit les conditions de modulation ou de suppression d'une prime pendant les absences, les employeurs territoriaux sont alors tenus de les appliquer (exemple pour le congé maternité). En revanche, en l'absence de dispositions spécifiques, il appartient à la collectivité de déterminer les modalités de maintien des primes en cas d'absences :
- soit la modulation se limite à une transposition du système prévu pour les agents de l'Etat ;
- soit le régime indemnitaire est modulé selon des conditions plus restrictives inscrites dans la délibération.
Dans tous les cas, le régime indemnitaire alloué ne pourra pas être plus favorable que celui versé aux fonctionnaires de l'Etat.

En l'absence de précision dans la délibération, REDON Agglomération devra appliquer la situation la moins avantageuse pour l'agent.

Pour les agents de REDON Agglomération, les dispositions suivantes s'appliqueront :

Type d'Absence	***Modalités de Modulation retenues***
Autorisations Spéciales d'Absences	*L'IFSE sera maintenue*
Congé Maladie Ordinaire	*L'IFSE suivra le sort du traitement*
Congé Longue Maladie	*L'IFSE sera suspendue*
Congé Grave Maladie	*L'IFSE sera suspendue*
Congé Longue Durée	*L'IFSE sera suspendue*
Temps Partiel Thérapeutique	*L'IFSE sera proratisée selon la quotité de temps de travail*
Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (Accident de Travail, Trajet et Maladie Professionnelle des agents fonctionnaires CNRACL)	*L'IFSE suivra le sort du traitement*
Accident de Service - Maladie Professionnelle (pour les agents Régime Général)	*L'IFSE suivra le sort du traitement*
Période de Préparation au Reclassement (PPR)	*L'IFSE sera suspendue*

7. Périodicité de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée mensuellement.
Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la date d'arrivée ou de départ de l'agent en cours de mois.

8. Clause de revalorisation

Les plafonds de l'IFSE tels que définis en annexe de la présente délibération seront automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables aux fonctionnaires d'État.

9. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/07/2026.

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 712-1, L. 713-1, L. 714-1, L. 714-4 à L.714-13 ;

VU le Décret n°91-875 du 06/09/1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26/01/1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le Décret n° 2014-513 du 20/05/2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

VU le Décret n° 2014-1526 du 16/12/2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

VU le Décret n° 2024-641 du 27/06/2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat ;

VU les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps de référence à l'État pris en application du décret n° 2014-513 du 20/05/2014 ;

VU les arrêtés d'attribution du RIFSEEP aux fonctionnaires de l'Etat permettant la transposition aux fonctionnaires territoriaux ;

VU la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05/12/2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

VU la délibération CC_2016_130 du 05/12/2016 instaurant le RIFSSEP (part IFSE) pour les agents de REDON Agglomération ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date de 09/06/2026 ;

CONSIDERANT que le budget permettant la revalorisation a été prévu et inscrit au Budget 2026 ;

Madame Françoise BOUSSEKEY :
Cette révision répond à un impératif d'équité, de conformité réglementaire et d'attractivité pour notre collectivité et je vous invite à l'approuver.

Monsieur le Président :
Merci Françoise. C'est donc une mise, j'allais dire, en harmonie ou en équité par rapport à l'ensemble des cadres d'emploi. C'est un effort que fait aussi la collectivité vis à vis des agents et aussi pour être au moins aussi plus attractif.

Madame Françoise BOUSSEKEY :
Et petite précision, ça concerne les fonctionnaires titulaires et stagiaires, les fonctionnaires détachés au sein de REDON agglo ou des contractuels de droit public.

Monsieur Alexis MATULL :
Je me réjouis de l'effort conséquent quand même qui est fait pour les questions d'attractivité de la fonction publique territoriale. C'est un sujet qui est assez compliqué quand on doit recruter, quand on essaie de fidéliser les personnes également. Là encore, c'est juste un petit exemple de l'attention particulière qui est portée aux catégories dont les salaires sont les plus bas mais aussi extrêmement importants. Quand je regarde à chaque fois l'augmentation du SMIC et le fait que là où je travaille, par exemple, j'ai des agents qui sont en poste depuis dix ans, avec l'augmentation du SMIC ils sont rattrapés par des agents qui viennent juste d'arriver dans la collectivité. Donc c'est des sujets qui sont extrêmement importants, prégnants. Et cet effort qui est peut-être conséquent, me paraît absolument indispensable.

Monsieur Pascal DUCHENE :
Je souscris tout à fait à ce que vient de dire Alexis. C'est un vrai sujet. Notamment les agents de catégorie C. S'il n'y a pas les bonis des œuvres sociales, etc, on a vraiment des agents qui sont effectivement très près des minima presque sociaux. Il faut dire le mot, c'est un vrai sujet. Et dans la communauté des collectivités territoriales, il y a effectivement un contraste très fort entre les agents de catégorie A, B et C. Et nous avons des agents qui sont payés presque le SMIC.

Sur ce rapport, le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité :

- **de réviser les conditions d'attribution du RIFSEEP (part IFSE) selon les modalités définies ci-dessus à compter du 01/07/2026 ;**
- **d'abroger la délibération CC_2016_130 du 05/12/2016 instaurant le RIFSSEP (part IFSE) pour les agents de REDON Agglomération et l'ensemble des dispositions précédentes concernant l'IFSE ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

- **Délibération n°59_CC_2026_168_ Convention d'adhésion à la procédure de médiation préalable obligatoire assurée par le CDG35**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°59

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

RESSOURCES HUMAINES – ADHESION A LA PROCEDURE DE MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE DANS CERTAINS LITIGES DE LA FONCTION PUBLIQUE MISE EN ŒUVRE PAR LE CENTRE DE GESTION D'ILLE ET VILAINE (CDG 35)

Annexe : Convention d'adhésion à la procédure de médiation préalable obligatoire

La présente délibération a pour objet d'autoriser l'adhésion de l'établissement à la procédure de médiation préalable obligatoire mise en œuvre par le CDG 35.

Rapport de Madame Françoise BOUSSEKEY, Vice-présidente,

Le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 introduit une section dans le Code de justice administrative afin que les recours formés contre les décisions individuelles défavorables listées dans ce même décret soient précédés d'une tentative de médiation.

La médiation préalable obligatoire vise à parvenir à une solution amiable entre les parties, les employeurs et les agents, grâce à l'intervention d'un tiers neutre. C'est un mode de résolution de litiges plus rapide et moins onéreux qu'une procédure contentieuse.

Cette médiation est assurée par le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine en application de l'article 25-2 de la loi n° 84-53 dès lors qu'une convention a été signée avec celui-ci.

Ainsi, en qualité de tiers de confiance, les Centres de Gestion peuvent intervenir comme médiateurs dans les litiges opposant des agents publics à leur employeur.

La procédure de médiation préalable obligatoire est applicable aux recours formés par les agents publics à l'encontre des décisions administratives suivantes :

- 1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du Code Général de la fonction publique ;
- 2° Refus de détachement, ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 et 15, 17, 18 et 35-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 ;
- 3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° ci-dessus ;
- 4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
- 5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- 6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L.131-10 du Code Général de la fonction publique ;
- 7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets n° 84-1051 du 30 novembre 1984 et n°85-1054 du 30 septembre 1985.

Le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine propose ainsi aux collectivités et établissements publics qui le souhaitent d'adhérer par voie de convention à la procédure de médiation préalable obligatoire. En cas d'adhésion, chaque collectivité pourra, en cas de besoin, bénéficier de cette mission.

Il est proposé à l'assemblée de se prononcer sur l'adhésion de l'établissement à la procédure de médiation préalable obligatoire organisée par le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine, eu égard aux avantages que pourrait présenter cette nouvelle procédure pour la collectivité, si un litige naissait entre un agent et la collectivité sur les thèmes concernés par l'expérimentation.

L'établissement garde la possibilité de refuser la médiation à chaque sollicitation éventuelle.

VU le Code de Justice administrative ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 ;

VU la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire ;

VU le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

VU les délibérations n° 20-69 du 18 novembre 2020 autorisant la Présidente du Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine à signer la présente convention et n° 21-74 en date du 25 novembre 2021 instituant les conditions financières de la médiation préalable obligatoire ;

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la collectivité d'adhérer à la procédure au regard de l'objet et des modalités proposées ;

Madame Françoise BOUSSEKEY :
Cette adhésion s'inscrit dans une démarche responsable de gestion des ressources humaines en dotant la collectivité d'un outil préventif efficace pour gérer d'éventuels litiges de manière sereine et amiable. Je vous invite à approuver cette délibération. On essaie aussi de porter une attention particulière aux agents. Ils ont un besoin de reconnaissance. Effectivement, tous nos agents ont une formation ou un métier. Et comme on le disait tout à l'heure, en termes de rémunération, c'est souvent pas très cher payé puisque on y passe sous le régime du SMIC et les évolutions ne sont pas rapides.

Monsieur le Président :
Merci Françoise. Ça fait partie de la qualité de la signature employeur et c'est aussi une démarche quelque part de qualité de vie au travail.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'adhérer à la procédure de médiation préalable obligatoire pour les litiges concernés ;**
- **d'approuver la convention à conclure avec le CDG 35, qui concernera les litiges portant sur des décisions nées à compter du 1er jour du mois suivant la signature, sous réserve d'une saisine du médiateur dans le délai de recours contentieux ;**
- **d'autoriser le Président à signer cette convention qui sera transmis par le Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour information au tribunal administratif de RENNES et à la Cour Administrative de NANTES.**

- **Délibération n°60_CC_2026_169_ Convention d'utilisation des missions facultatives du CDG35**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°60

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION GENERALE D'UTILISATION DES MISSIONS FACULTATIVES DU CENTRE DE GESTION D'ILLE ET VILAINE (CDG 35)

Annexe : Convention générale d'utilisation des missions facultatives du CDG35

La présente délibération a pour objet d'adopter la convention générale d'utilisation des missions facultatives du CDG35.

Rapport de Madame Françoise BOUSSEKEY, Vice-présidente,

Les Centres de Gestion accompagnent les collectivités et établissements publics de leur ressort en mettant à leur disposition des services et des expertises. Ils exercent des missions obligatoires et des missions facultatives.

En Ille-et-Vilaine, les collectivités et établissements publics, affiliés à titre obligatoire ou volontaire, ont confié au CDG 35 un ensemble de missions facultatives permettant de mutualiser les compétences et les moyens. Ce partenariat offre aux collectivités la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers de confiance.

La convention proposée définit les modalités d'accès et d'utilisation des missions facultatives,
La signature vaut adhésion de principe aux conditions générales applicables à chaque mission, sans obligation de recours effectif à l'ensemble d'entre elles.

En signant cette convention, l'établissement public :

- bénéficie de l'ensemble des missions facultatives mises en place par le CDG 35 ;
- s'engage à respecter les modalités d'exécution prévues ;
- accepte que certaines missions soient accessibles uniquement sur demande expresse et sous réserve des moyens disponibles.

Ces missions viennent en complément du socle de services d'intérêt général assuré à toutes les collectivités.

Elles permettent aux signataires de recourir, selon leurs besoins, à l'expertise du CDG 35 dans un cadre clair et équitable. Il est proposé à l'assemblée d'autoriser la signature de la convention des missions facultatives proposées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Ille-et-Vilaine.

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n°2025-95 du 27 novembre 2025 du Conseil d'administration du CDG35 ;

Madame Françoise BOUSSKEY :
C'est un centre de ressources, comme quand on se tourne vers le comptable ou l'avocat.

Monsieur le Président :
Merci. Les communes peuvent faire la même chose.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale d'Ille-et-Vilaine, ainsi que les actes subséquents (proposition d'intervention, formulaires de demande de mission etc.).**

- **Délibération n°61_CC_2026_170_ Mise à disposition salles 3CS**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°61

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES - MISE A DISPOSITION SALLES DE REUNION AU PROFIT DU SYNDICAT DES DIRECTIONS GENERALES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

La présente délibération a pour objet de mettre à disposition des salles de réunion du siège de REDON Agglomération, à titre gratuit, au profit du Syndicat National des Directions Générales des Collectivités Territoriales (SNDGCT) dans le cadre de l'organisation de son congrès régional.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président,

Le Syndicat National des Directions Générales des Collectivités Territoriales (SNDGCT) organise son congrès régional le **19 juin 2026** sur le territoire de REDON Agglomération.

Dans ce cadre, le syndicat a sollicité la mise à disposition de salles appartenant à la collectivité afin d'accueillir cet événement.

Ce congrès, qui rassemble des cadres dirigeants de la fonction publique territoriale, constitue un temps d'échanges et de réflexion sur les enjeux auxquels sont confrontées les collectivités, notamment en matière de gestion de crise, de gouvernance et de conduite des politiques publiques.

À ce titre, cette manifestation présente un **intérêt public local**, en contribuant :
- au rayonnement du territoire,
- à la valorisation des politiques publiques locales,
- au développement des échanges professionnels entre acteurs publics.

Il est précisé que :

- la mise à disposition des locaux est sollicitée **à titre gratuit** ;
- le congrès est organisé par le SNDGCT, qui perçoit des droits d'inscription auprès de ses participants.

Compte tenu de l'intérêt général de la manifestation, il est proposé d'accorder cette mise à disposition à titre gracieux, nonobstant le caractère payant de la participation au congrès, dès lors que l'objet principal de l'événement relève d'une mission d'intérêt public.

La mise à disposition fera l'objet d'une **convention** précisant les conditions d'occupation des locaux, les responsabilités des parties et les assurances requises.

CONSIDERANT l'intérêt public local que représente l'organisation de ce congrès pour les collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la contribution de cet événement au rayonnement du territoire de REDON Agglomération ;

CONSIDERANT la possibilité pour la collectivité d'accorder des mises à disposition gratuites de locaux à des organismes poursuivant une mission d'intérêt général ;

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'approuver la mise à disposition de salles appartenant à REDON Agglomération au profit du Syndicat National des Directions Générales des Collectivités Territoriales (SNDGCT) dans le cadre de l'organisation de son congrès régional du 19 juin 2026 ;**
- **de préciser que cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, au regard de l'intérêt public local que présente la manifestation ;**
- **de prendre acte du fait que l'organisateur perçoit des droits d'inscription auprès des participants, sans que cela remette en cause le caractère d'intérêt général de l'événement ;**
- **de préciser que l'occupant devra souscrire toute assurance nécessaire et respecter les conditions d'utilisation des locaux qui seront définies dans la convention ;**
- **d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition correspondante ainsi que tout document afférent.**

- **Délibération n°62_CC_2026_171_ Adhésion à la centrale d'achat Resah**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°62

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES – ADHESION A LA CENTRALE D'ACHAT RESAH

La présente délibération a pour objet d'approuver l'adhésion à la centrale d'achat RESAH, dans son nouveau dispositif, ainsi que la souscription aux marchés disponibles dans son catalogue de services.

Annexes :
- *Bulletin adhésion groupée EPCI*
- *Actualités Resah*
- *Annexe établissements bénéficiaires*

Rapport de Monsieur Jacques CARPENTIER, Conseiller délégué

Le Resah (Réseau des acheteurs hospitaliers) est une centrale d'achat publique nationale qui vise à accompagner la mutualisation et la professionnalisation des achats au bénéfice des acteurs publics et assimilés (établissements de santé, médico-sociaux, collectivités territoriales, SDIS, CCAS, etc.).

Dans le cadre du service commun informatique, REDON Agglomération adhère à cette centrale d'achat depuis 2023. Cette adhésion a permis de bénéficier de conditions tarifaires optimisées sur plusieurs segments d'achat, notamment en matière de télécommunications, et d'en faire profiter les communes membres intéressées.

Depuis 2026, le Resah a fait évoluer son mode d'adhésion et d'organisation, afin de renforcer la lisibilité et l'efficacité de son dispositif, notamment pour les collectivités territoriales :

- Mise en place d'un dispositif spécifique pour les structures groupées (EPCI et leurs membres), permettant une adhésion unique à l'échelle de l'intercommunalité ;
- Instauration d'une cotisation annuelle forfaitaire basée sur la strate démographique du groupement, de 600 € à 2 400 € selon la population (1 200 € pour REDON Agglomération) ;
- Facturation unique et simplifiée, avec une gestion mutualisée ;
- Possibilité pour chaque membre du groupement :
  - d'intervenir en autonomie sur les marchés ;
  - ou de recourir à des achats groupés selon les besoins ;
- Adhésion immédiate après validation du dossier, avec reconduction tacite annuelle.

Ce nouveau dispositif constitue une opportunité renforcée de mutualisation à l'échelle intercommunale, en cohérence avec les objectifs du service commun, tout en offrant souplesse d'utilisation aux communes membres.

Il permet également :
- de simplifier la gestion administrative de l'adhésion et du recours aux marchés,
- de sécuriser juridiquement les achats, dans le cadre du code de la commande publique,
- et de développer l'accès à un catalogue élargi de marchés dans plusieurs domaines (numérique, prestations intellectuelles, équipements).

VU les articles L.2113—2 à L2113-5 du Code de la Commande Publique relatifs aux centrales d'achat ;

CONSIDERANT que cette évolution du dispositif d'adhésion s'inscrit pleinement dans la stratégie de mutualisation des services portée par REDON Agglomération et contribue à renforcer l'efficience de la commande publique au bénéfice du territoire ;

Sur ce rapport, il est proposé au Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **D'approuver l'adhésion de REDON Agglomération à la centrale d'achat RESAH dans son nouveau dispositif applicable aux structures groupées, ainsi que les modalités de mutualisation associées ;**
- **D'autoriser le Président, ou à son représentant, à signer ladite convention de service d'achat centralisé ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;**
- **D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer les futures conventions de souscription aux différents marchés groupés proposés dans le catalogue de service de la centrale d'achat RESAH ;**
- **De donner pouvoir au Président, ou à son représentant, pour prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;**

Monsieur Jérôme RICORDEL :
Juste une question Jacques, est-ce que tu as à peu près le nombre de communes qui participent à ce réseau ?

Monsieur Jacques CARPENTIER :
Oui, il y en a une plus d'une vingtaine. C'est ça ? Un peu moins ? Combien alors, Monsieur le directeur ?

Monsieur Daniel MARECHAL :
Une bonne dizaine.

Monsieur Jacques CARPENTIER :
Je vous invite réellement à utiliser ces moyens de mutualisation qui maintenant sont se sont simplifiés en termes de normes, de couverture juridique et surtout en matière de télécommunication. C'est tout à fait intéressant pour les communes adhérentes de REDON Agglomération.

- **Délibération n°63_CC_2026_172_ Délégations du Conseil communautaire au Bureau exécutif**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°63

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES - DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU BUREAU EXECUTIF

La présente délibération a pour objet de déléguer au Bureau Exécutif de REDON Agglomération, pour la durée du mandat, une partie des attributions du Conseil Communautaire.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

L'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet à l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de déléguer une partie de ses attributions au Président, aux Vice-présidents ayant reçu délégation ou au Bureau dans son ensemble.

Cet article indique les attributions **qui ne peuvent pas être déléguées** et doivent donc être délibérées par le Conseil Communautaire.
Ce sont :

- Le vote du budget de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- L'approbation du compte administratif ;
- Les dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- L'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- La délégation de la gestion d'un service public ;

- Les dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ».

La délégation de pouvoirs du Conseil Communautaire au Bureau Exécutif, s'exerce dans la limite des crédits inscrits au budget et dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du CGCT.
Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Bureau Exécutif qui a reçu délégation du Conseil Communautaire en vertu de cette disposition doit rendre compte des attributions exercées par délégation.

Ainsi pour fluidifier le fonctionnement institutionnel et favoriser l'efficacité de l'action publique de l'agglomération, sans pour autant hypothéquer le rôle central du Conseil Communautaire dans le processus décisionnel, il est proposé au Conseil Communautaire de REDON Agglomération de déléguer au Bureau Exécutif de REDON Agglomération un certain nombre de ses attributions.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 511-4, L. 5211-10 et L. 2122-17 qui énonce que le Président, les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau des établissements publics de coopération intercommunale dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil Communautaire ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°35-2023-12-08-00003 date du 8 décembre 2023 et son annexe portant modifications des statuts de la Communauté d'agglomération REDON Agglomération, conformément à l'article L. 5211-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° CC_2026_53 portant détermination du nombre de vice-Président(e)s et des autres membres du Bureau exécutif de REDON Agglomération

VU la délibération n° CC_2026_54 portant élection des Vice-présidents de REDON Agglomération, membres du Bureau Exécutif ;

VU la délibération n° CC_2026_55 portant élection des Conseillers communautaires de REDON Agglomération, membres du Bureau Exécutif ;

Monsieur Léa TERRAUBE :
Merci, ce soir il y avait plus de 60 délibérations et on avait plus de 3 000 pages de documents à étudier en une semaine. Du coup, effectivement, on trouve que ces deux dernières délibérations nous semblent nécessaires pour alléger le travail de notre assemblée. On est donc très favorables à ces principes. Toutefois, ces deux délégations doivent impérativement s'accompagner d'une exigence de transparence, parce qu'il y a quand même des décisions importantes qui vous sont déléguées, notamment sur des marchés pouvant aller jusqu'à 1 million d'euros et qui ne seront donc plus débattus en Conseil. Aujourd'hui, on trouve que le modèle utilisé pour les comptes rendus des décisions joint au dossier du Conseil communautaire ne sont pas détaillés. Par exemple, dans le compte rendu de la séance d'aujourd'hui, des subventions sont évoquées sans que leur montant soit indiqué et on souhaiterait donc un autre format pour ce compte rendu des décisions prises par le Président et par le Bureau exécutif pour que ce soit plus détaillé.

Monsieur le Président :
Merci de cette intervention. Tout d'abord, la transparence s'impose. Et rappeler également que l'ensemble des délibérations du Bureau exécutif et les décisions du Président sont accessibles à l'ensemble du Conseil communautaire. Mais il faut peut-être qu'on renvoie un message de manière à ce que les choses soient partagées et comprises. Il faut regarder comment d'un Conseil communautaire à l'autre, on peut rappeler ce lien qui peut permettre de consulter toutes les délibérations.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

➢ **de charger le Bureau exécutif de REDON Agglomération, jusqu'à la fin du mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :**

En matière de COMMANDE PUBLIQUE

- **Marchés publics**

- Approuver et autoriser la signature des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant compris entre 500 000 € HT et 1 000 000 € HT ;

- **Groupement de Commande**

- Approuver et autoriser la signature de toute convention de groupement de commande dans laquelle les marchés ou la part de(s) marché(s) de REDON Agglomération sont compris entre 500 000 € HT et 1 000 000 € HT ;

- **Maîtrise d'ouvrage**

- Approuver et autoriser la signature de conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée et/ou de transfert de maîtrise d'ouvrage.

En matière de FINANCES PUBLIQUES

- **Trésorerie**

- Fixer la date limite de remboursement des avances infra-annuelles de trésorerie du budget général vers les régies, en application des dispositions de l'article R.2221-70 du Code général des collectivités territoriales, ainsi qu'approuver et signer la convention valant contrat de prêt ;
- Réaliser les lignes de trésorerie d'un montant supérieur à trois millions d'euros par an, sans maximum ;

- Amortissement

- Fixer les durées d'amortissement pour tous les budgets de la collectivité ;

- Subventions spécifiques

- Attribuer les subventions accordées dans le cadre des dispositifs OPAH, Pass commerce, Pass foncier et Réhabilitation Assainissement non collectif;

- Tarifs :

- Fixer, d'une manière générale, les tarifs et les droits prévus au profit de REDON Agglomération qui n'ont pas un caractère fiscal, quel que soit leur montant ;

- Fonds de concours ordinaires :

- Attribuer les fonds de concours ordinaires aux communes.

En matière de GESTION DE PROJETS

- Valider les opérations techniques inscrites au budget et relevant de politiques publiques préalablement approuvées par le Conseil communautaire, ainsi que l'approbation des conventions nécessaires à leur mise en œuvre, dès lors qu'elles ne modifient ni l'économie générale du projet ni les orientations politiques arrêtées par le Conseil communautaire ;
- Valider et ajuster des opérations (contenus, plans de financement ...) portées en maîtrise d'ouvrage par REDON Agglomération.

En matière de FONCIER ET PATRIMOINE

- **Aliénation de biens immobiliers**

- Décider de l'aliénation de bien immobilier (bâti ou non bâti) jusqu'à 1 000 000 € et toute régularisation ;

- **Aliénation de biens mobiliers**

- Décider de l'aliénation de bien mobilier d'une valeur comprise entre 4 600 € et 100 000 € ;

- **Affectation des propriétés communautaires**

- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics communautaires ;

- **Expropriation**

- Fixer, dans les limites de l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'État, le montant de l'offre de REDON Agglomération à notifier aux expropriés et répondre à leur demande ;

- **Rétrocession**

- Organiser et autoriser la rétrocession des voies et équipements publics dans les zones d'activités d'intérêt communautaire.

En matière d'URBANISME

- Prescrire et approuver les modifications, déclarations de projet et révisions des documents d'urbanisme communaux
- Émettre des avis sur les modifications, déclarations de projet et révisions des documents d'urbanisme communaux

En matière JURIDIQUE

- Approuver et signer les protocoles transactionnels avec les tiers au-delà de 5 000 € TTC ;

En matière d'ADMINISTRATION GENERALE

- Approuver les règlements intérieurs (de fonctionnement et de services) ;
- Autoriser l'adhésion au nom de REDON Agglomération à des associations ou organismes partenaires ;
- Modifier la composition des commissions communautaires ;
- Approuver avec les éco-organismes les conventions relatives à la gestion et à l'évacuation et/ou la valorisation de certains déchets, ainsi que les avenants à ces conventions.

- **de rappeler que, lors de chaque réunion du Conseil communautaire, le Président rendra compte des attributions exercées, par lui-même et le Bureau Exécutif, par délégation du Conseil Communautaire ;**
- **de rappeler que cette délégation s'exercera dans la limite des crédits inscrits au budget et dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du CGCT ;**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.**

▪ Délibération n°64_CC_2026_173_ Délégations du Conseil communautaire au Président

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 15/06/2026
Délibération n°64

L'an deux mille vingt-six, lundi quinze à dix-huit heures, se sont réunis, les membres du Conseil communautaire de REDON Agglomération, sous la présidence de M. Jean-François MARY, Président, dûment convoqués le mardi neuf du mois de juin deux mille vingt-six.

Nombre de membres du conseil	
En exercice	62
Présents	52
Votants	54
Vote	
Pour	54
Contre	0
Abstention	0

En présence de l'ensemble des membres du Conseil communautaire à l'exception de :
Dominique RENOU-COLMONT, déléguée d'Allaire, donne Pouvoir à Yoann LE FOL, Delphine BOUTON, déléguée d'Avessac, donne Pouvoir à Hubert DU PLESSIS, Daniel BARRE, délégué de Bains-sur-Oust, Jean-Yves COLLEAUX, Maire de Langon, Nicolas DEBRAY, Maire de Saint-Just, remplacé par sa suppléante Sandrine GAUDIN, Fabrice SANCHEZ, Maire de Massérac, remplacé par son suppléant Régis CLAVIER, Gaël PICHON, déléguée de Béganne, Andrée LE ROUX, déléguée de Langon, Rémi BESLE, délégué de Plessé, Pierrick LE BOTERFF, Maire de Saint-Vincent-sur-Oust, Mathilde DUMONTET, déléguée de Saint-Vincent-sur-Oust, Anthony DEBOUARD, Maire de Béganne

Secrétaire de séance : Pierrick LAUNAY

AFFAIRES GENERALES - DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRESIDENT - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°CC_2026_58

La présente délibération a pour objet d'actualiser les délégations du Conseil communautaires au Président en apportant des ajustements par rapport à la délibération n°CC_2026_58.

Rapport de Monsieur Jean-François MARY, Président

L'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet à l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de déléguer une partie de ses attributions au Président, aux Vice-présidents ayant reçu délégation ou au Bureau dans son ensemble.

Cet article indique les attributions **qui ne peuvent pas être déléguées** et doivent donc être délibérées par le Conseil communautaire.
Ce sont :
- Le vote du budget de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- L'approbation du compte administratif ;
- Les dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- L'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- La délégation de la gestion d'un service public ;
- Les dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ».

La délégation de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président, s'exerce dans la limite des crédits inscrits au budget et dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du CGCT.
Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président qui a reçu délégation du Conseil Communautaire en vertu de cette disposition doit rendre compte des attributions exercées par délégation.

Ainsi pour fluidifier le fonctionnement institutionnel et favoriser l'efficacité de l'action publique de l'agglomération, sans pour autant hypothéquer le rôle central du Conseil Communautaire dans le processus décisionnel, il est proposé au Conseil Communautaire de REDON Agglomération de déléguer au Président de REDON Agglomération un certain nombre de ses attributions.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 511-4, L. 5211-10 et L. 2122-17 qui énonce que le Président, les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau des établissements publics de coopération intercommunale dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil Communautaire ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°35-2023-12-08-00003 date du 8 décembre 2023 et son annexe portant modifications des statuts de la Communauté d'agglomération REDON Agglomération, conformément à l'article L. 5211-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Monsieur le Président :
La première chose étant naturellement la transparence, on va remettre dans chaque convocation le lien hypertexte qui permet à chaque collègue d'accéder aux décisions qui sont prises. Comme ça, au-delà du tableau synthétique, la délibération qui reprend d'ailleurs souvent des conventions, etc. sera connue de tous et n'appellera pas d'objet. Et j'invite d'ailleurs les collègues, s'il y avait, à la lecture de ce type de décision, que ce soit du Président ou que ce soit du Bureau exécutif, à revenir vers le Cabinet ou le pôle Affaires Institutionnelles pour avoir les premières précisions ou anticiper les questions quand c'est possible.

Sur ce rapport, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **d'abroger la délibération n°CC_2026_58 du 30 mars 2026**
- **de charger le Président de REDON Agglomération, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :**

En matière de COMMANDE PUBLIQUE

- **Marchés publics**

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant inférieur ou égal à 500 000 € HT ;
- Prendre tout décision concernant les avenants à passer pour tous les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, quel que soit leur montant initial et quel que soit leur pourcentage d'évolution, nécessitant l'avis de la commission d'appel d'offres ou non, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

- **Groupement de Commande**

Conclure, signer et exécuter toute convention de groupement de commande dans laquelle les marchés ou la part de(s) marché(s) de REDON Agglomération sont inférieurs ou égaux à 500 000 € HT.

En matière de FINANCES PUBLIQUES

- **Emprunts ou avances**

- Procéder, dans la limite des prévisions budgétaires et de l'encadrement arrêté annuellement lors de l'approbation du budget primitif, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus, tous budgets confondus, reports compris et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et, pour l'ensemble de ces opérations, de passer tous les actes nécessaires ;

- Procéder aux décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1 du Code général des collectivités territoriales portant sur des placements de trésorerie, sous réserve des dispositions du c) de ce même article ;

- **Trésorerie**

Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de trois millions d'euros par an ;

- **Créances irrécouvrables**

Décider d'admettre en non-valeur des créances irrécouvrables présentées par le comptable public, dans la limite de 200 € par créance ;

- **Créances éteintes**

Décider de constater des créances éteintes présentées par le comptable public, dans la limite de 200€ par créance ;

- **Régies comptables**

Créer, modifier, supprimer des régies comptables, d'avances et/ou de recettes nécessaires au fonctionnement des services ;

- **Subventions**

Solliciter les subventions les plus larges possibles susceptibles d'être octroyées à la Communauté, dans l'exercice de ses compétences, auprès de tout organisme financeur, public ou privé ;

- **Don et legs**

Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de condition ni de charge.

En matière de FONCIER et PATRIMOINE

- **Aliénation de biens mobiliers**

Décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers inférieurs à 4 600 € ;

- **Location du patrimoine immobilier et mobilier**

Décider la location du patrimoine mobilier ou immobilier (bâti ou non bâti) de REDON Agglomération d'une durée inférieure à 12 ans ;

- **Prise de location**

Décider la prise de location du patrimoine mobilier ou immobilier (bâti ou non bâti) d'autres entités Agglomération d'une durée inférieure à 12 ans ;

- **Occupation domaniale du domaine public**

Approuver et signer les titres d'occupation du domaine public non constitutifs de droits réels ;

- **Servitudes**

Approuver et signer les conventions de servitudes au bénéfice de REDON Agglomération ou au profit de tiers ;

- **Réseaux**

Approuver et signer les conventions de création, de modification ou d'extension des réseaux électriques, de desserte en eau et de gaz ainsi que les conventions pour les travaux d'éclairage public et d'en fixer les modalités financières et techniques.

En matière d'URBANISME

- **Personne Publique Associée**

Conformément au Code de l'Urbanisme (art L. 132-7 à 11), émettre tout avis sur l'élaboration des documents d'urbanisme (SRADDET, SCoT, PLU, cartes communales) en qualité de personne publique associée ;

- **Demandes d'autorisation d'urbanisme**

Conformément à l'article R421-1 du Code de l'Urbanisme, déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme (demande de permis de construire ou de démolir, déclarations de travaux...) concernant les terrains, équipements et bâtiments, soit mis à disposition par les communes membres de REDON Agglomération, soit propriétés de REDON Agglomération ;

En matière CULTUREL

- **Contrat de cession, co-production**

Approuver et signer les contrats de cession, co-production avec les compagnies artistiques ;

- **Convention de partenariat et d'accompagnement à la diffusion**

Approuver et signer les conventions de partenariat et d'accompagnement à la diffusion avec les compagnies artistiques, établissements culturels, scolaires ou auteurs ;

- **Convention de résidence**

Approuver et signer les conventions de résidence avec les compagnies artistiques

En matière de RESSOURCES HUMAINES

Prendre toutes décisions relatives au personnel et notamment la création ou la transformation de poste.

En matière JURIDIQUE

- **Pré-contentieux et contentieux**

- Fixer les rémunérations, signer et exécuter les conventions d'honoraires et de frais des Avocats, Notaires, Avoués, Huissiers de justice et Experts ;
- Intenter au nom de REDON Agglomération, toutes actions en justice ou défendre les intérêts de REDON Agglomération dans toutes les actions dirigées contre la communauté d'agglomération, quel que soit le contentieux pendant la durée du mandat, devant toutes les juridictions et en défense comme en recours ;
- Approuver et signer les protocoles transactionnels avec les tiers dans la limite de 5 000 € TTC.

- **Assurances**

- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires ou assimilés, quel que soit le montant du dommage, matériel ou corporel ;
- Décider la cession à l'assureur des biens accidentés ;
- décider d'indemniser les victimes ou leurs assurances lorsque que le montant du sinistre est inférieur aux franchises des contrats d'assurances ;
- Accepter les indemnités de sinistre.

En matière d'ADMINISTRATION GENERALE

- Délivrer des mandats spéciaux aux élus communautaires pour toute mission spécifique et limitée dans sa durée, ainsi que le remboursement des frais afférents ;
- Autoriser le renouvellement d'adhésion au nom de REDON Agglomération à des associations ou organismes partenaires ;
- Approuver et signer les conventions de partenariat, avec ou sans incidence financière, et dans la limite de 23 000 € HT.

- **de rappeler que le Président peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau Exécutif ;**
- **de rappeler que le Président peut également donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature aux Directeur Général des Services, Directeurs Généraux Adjoints des Services, Directeur Général des Services Techniques, Directeur des Services Techniques et aux Responsables de Service (art. L. 5211-9 du CGCT).**
- **de rappeler que, lors de chaque réunion du Conseil Communautaire, le Président rendra compte des attributions exercées, par lui-même et le Bureau Exécutif, par délégation du Conseil Communautaire ;**

- de rappeler que cette délégation s'exercera dans la limite des crédits inscrits au budget et dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du CGCT ;
- de prévoir qu'en cas d'empêchement du Président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attributions pourront être prises par son suppléant ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à cette décision.

Monsieur le Président :
Je remercie l'ensemble des services. Je remercie également le Cabinet, puis chacune et chacun d'entre vous pour votre participation à la réunion de ce soir. Et si ça vous va bien, on continuera avec des Conseils communautaires avec une petite pause au milieu. Très bonne soirée.

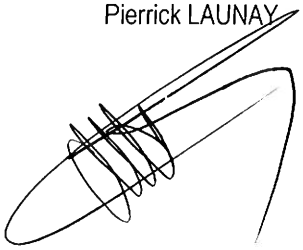
La séance est levée à 21h40.

Fait à Redon, le 15/06/2026

« Certifiée conforme »,

Le Secrétaire de séance

Pierrick LAUNAY



Le Président

Jean-François MARY

REDON Agglomération Bretagne Sud
3 Charles Sillard
35 605 REDON
Tél : 02 99 70 34 34